INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 318 - JUIN 2020

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 318

Viandes bovines
- Maigre
  - un marché plutôt préservé pendant la crise sanitaire
- Veaux de boucherie
  - Une situation difficile qui perdure
- Veaux nourrissons
  - Frémissements sur un marché jusque-là atone
- Gros bovins
  - Europe
    - Irlande : plafonnement des cours des vaches
    - Royaume-Uni : redressement des abattages et hausse des cours
    - Allemagne : le secteur viande fortement impacté par le Covid-19
    - ITALIE : Plus de pression des importations
    - POLOGNE : Les prix rebondissent enfin
  - France
    - Les ventes en GMS soutenues en phase 1 du déconfinement
    - Les cotations progressent en femelles mais restent au plancher pour les JB

Lait de vache
- Collecte laitière
  - France : Baisse saisonnière prononcée
  - Croissance ralentie de la collecte européenne en avril
  - Tassement de la production mondiale
- Marché des produits laitiers
  - Redressement des cours des ingrédients laitiers

Viande ovine
- France
  - La demande, qui surpasse aujourd'hui l'offre, fait croître la cotation française
- UE et monde
  - La pandémie de Covid-19 restreint les flux commerciaux

Lait de chèvre et viande
- Fromage
  - Bond des ventes de fromages au rayon libre-service pendant le confinement
- Prix du lait de chèvre
  - Une très attendue revalorisation du prix de base du lait de chèvre

Les filières laitières biologiques françaises : la 3ème vague de conversion, un changement d'échelle

Le marché des bovins se déconfine

A l'heure du déconfinement progressif en Europe après la crise du coronavirus, les cours des vaches remontent dans tous les États membres avec la perspective de réouverture des *fastfoods* et du marché français de la restauration. Les prix des jeunes bovins restent sous pression, avec des retards de sorties en France, en Italie et en Pologne. La demande italienne pour les broutards est restée présente jusqu'à début mai, face à une offre française restreinte. Le marché du veau de boucherie reste très encombré, même si celui des veaux nourrissons frémit en France.

Viandes bovines » Maigre »

un marché plutôt préservé pendant la crise sanitaire

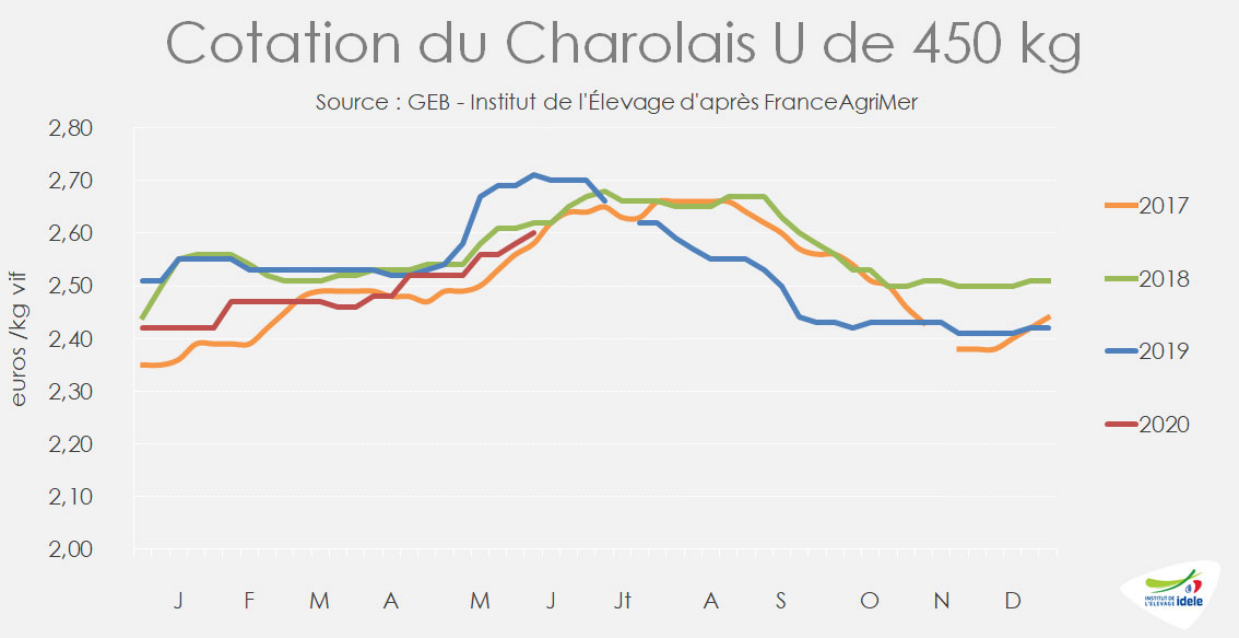
Le marché des broutards a été relativement épargné par les mesures de confinement. En semaine 23, les cours des gros bovins maigres étaient stables ou en légère hausse saisonnière. L'offre française limitée rencontre une demande italienne ferme. Les envois vers l'Espagne et l'Italie auraient reculé en mai alors qu'ils reprennent progressivement vers l'Algérie.

Les prix sont stables ou en légère hausse saisonnière

En semaine 23, les cours des gros bovins maigres se sont maintenus ou ont légèrement progressé, se situant sous les niveaux plutôt bons des deux années passées.

Malgré un marché du JB qui s'alourdit, la demande italienne reste ferme et tire les cours des animaux lourds. Les Charolais U de 350 kg cotaient 2,76 €/kg vif en semaine 23, soit 2 centimes de plus qu'un mois plus tôt. Les Charolais U de 450 kg ont gagné 8 cts en 4 semaines, s'établissant à 2,60 €/kg, tous deux à -4% /2019.

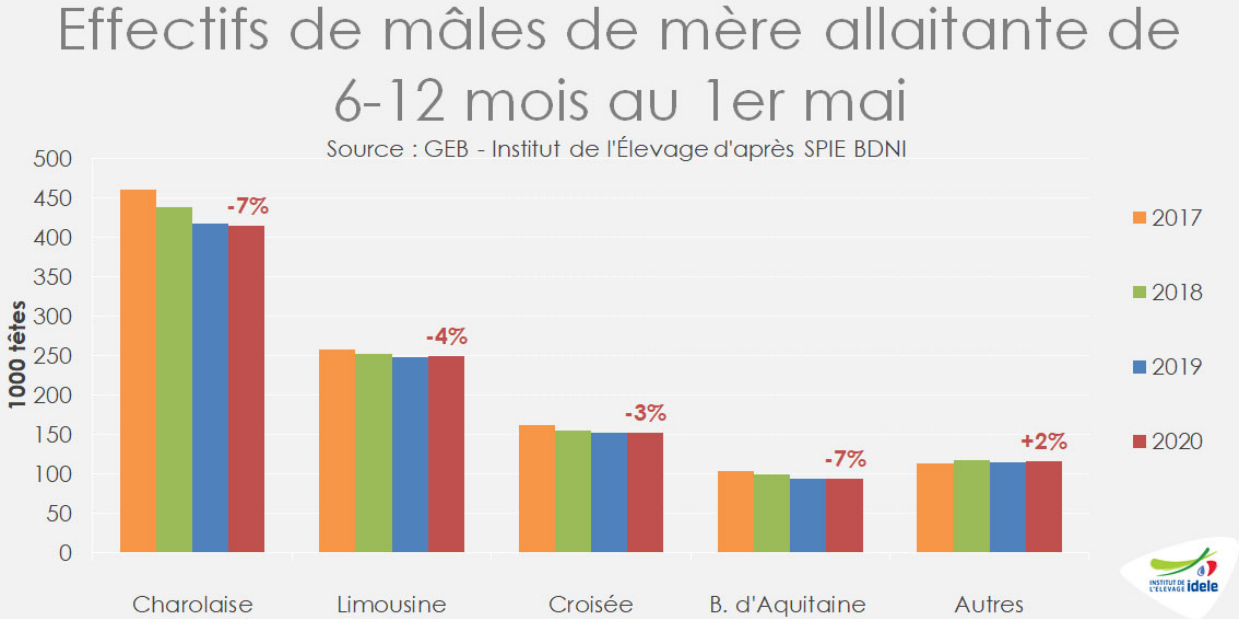
Le cours des Limousins E de 300 kg se sont maintenus à 3,03 €/kg, soit -5% /2019. Tandis que ceux des Croisés de 300 kg gagnaient 3 cts en un mois, à 2,78 €/kg (-2% /2019).



Les prix des femelles étaient stables sur les 4 dernières semaines, sous leurs bons niveaux de 2019. Après plusieurs années de progression, la demande plafonne en Italie pour ces animaux alors que l'érosion du cheptel allaitant français diminue les besoins en renouvellement et pousse des broutardes vers l'engraissement. La Limousine E de 270 kg cotait 2,75 €/kg en semaine 23 (-1% /2019) et la Charolaise U de 270 kg, 2,53 €/kg (-6% /2019).

Des effectifs toujours en recul

Alors que la période d'étiage prend progressivement fin, l'offre en broutards reste inférieure à celle de l'année passée. Au 1er mai, les mâles de mère allaitante de 6-12 mois étaient au nombre de 487 200, soit -4% /2019. Les Charolais et les Blonds d'Aquitaine accusent la plus forte baisse, -7% /2019.



L'offre devrait être stable dans les mois à venir

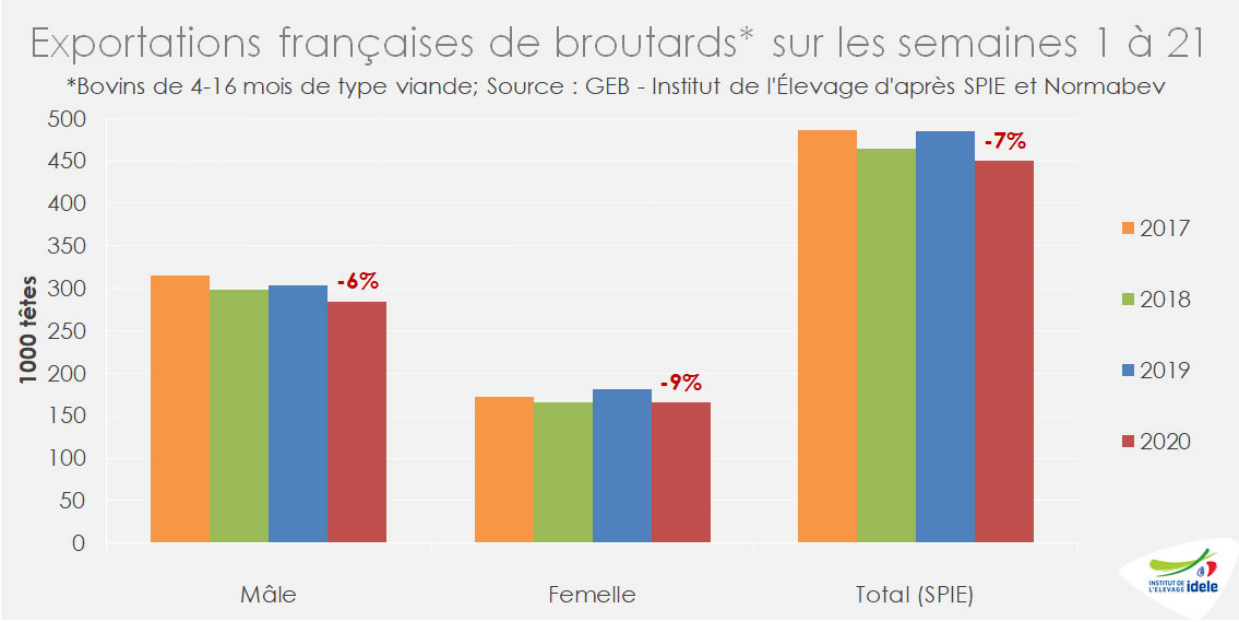
Les naissances de veaux de mère allaitante étaient en légère hausse depuis janvier, totalisant 1 571 000 têtes sur 4 mois, soit +1% /2019, mais -4% /2018. Ainsi les effectifs sont supérieurs à ceux de l'an passé au 1er mai pour les mâles de mère allaitante de 0-6 mois, à 1 027 300 têtes (= /2019 et -3% /2018).

Les envois de bovins vivants fléchissent en mai vers l'Italie et l'Espagne

Les premières données TRACE transmises par la DGAl du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation indiquent un recul des envois de bovins vivants du 5 mai au 6 juin vers l'Italie (157 000 têtes, -4% /2019) qui achète principalement des broutards, et vers l'Espagne (68 000 têtes, -12%) qui achète davantage de veaux. Cette contraction des flux en mai fait suite à un maintien en avril. Les opérateurs attribuent le repli des envois de broutards au recul de l'offre.

Les envois se maintiennent mieux vers l'Italie que vers l'Espagne

D'après les données croisées de la BDNI et de Normabev, , 450 000 de bovins de 4-16 mois de type viande ont été exportés depuis le début de l'année et jusqu'en semaine 21 (avant-dernière de mai), soit un recul de 34 000 têtes ou -7% /2019. Ce repli est la conséquence à la fois d'une offre limitée, du quasi-arrêt des envois vers les pays tiers durant le confinement ainsi que du repli de la demande espagnole.



Jusqu'en avril, les données BOVEX, BDNI et Normabev confirment un maintien des flux vers l'Italie et une baisse brutale des envois vers l'Espagne.

Entre les semaines 1 à 18, les exportations françaises de bovins de 4-16 mois de type viande vers l'Italie ont atteint 314 000 têtes (+1% /2019) tirées par la demande en mâles (+4%) tandis que celle en femelles a ralenti (-4%). Ce marché a été peu perturbé par la crise sanitaire puisqu'au contraire, le confinement a favorisé les achats viande de

JB issus d'animaux maigres français. Malgré un marché italien du JB qui s'est alourdi (voir l'article GB sur l'Italie), l'arrêt progressif des mesures de confinement partout en Europe laisse espérer une stabilisation de la situation.

A l'inverse, la demande espagnole en broutards a été fortement réduite par l'arrivée de la crise sanitaire. Les envois en semaines 1 à 18 ont chuté de -23% /2019.

Reprise progressive des envois vers les pays tiers

Les données des Douanes françaises confirment l'effondrement des envois de bovins maigres à destination des pays tiers au mois d'avril avec seulement 600 têtes vers l'Algérie et le Maroc, soit -94% /2019. Sur les quatre premiers mois de l'année, les envois ont totalisé 14 100 têtes, soit -46% par rapport au niveau record de 2019.

Début juin, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie qui ont recensé chacun moins d'un millier de décès liés au Covid-19 entament un allègement timide des restrictions liées à la pandémie. Les opérateurs indiquent une reprise progressive des flux entre les deux rives de la Méditerranée à l'aune de l'assouplissement des mesures de confinement. De plus, des demandes nouvelles arrivent depuis le Moyen-Orient qui semble élargir son panel de fournisseurs alors que la Chine capte une part toujours croissante des flux de viande et de bovins vivants depuis l'Océanie notamment. Les broutards français restent chers par rapport à l'offre espagnole ou d'Europe de l'Est, mais cette demande pourrait alléger le marché communautaire.

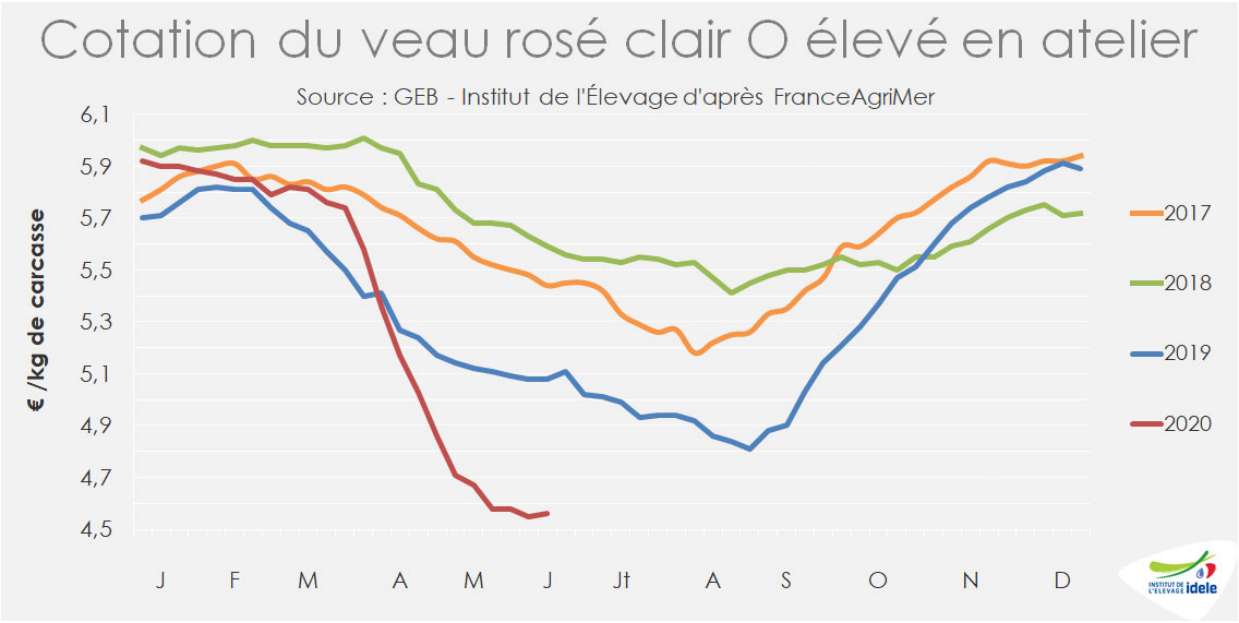
Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Une situation difficile qui perdure

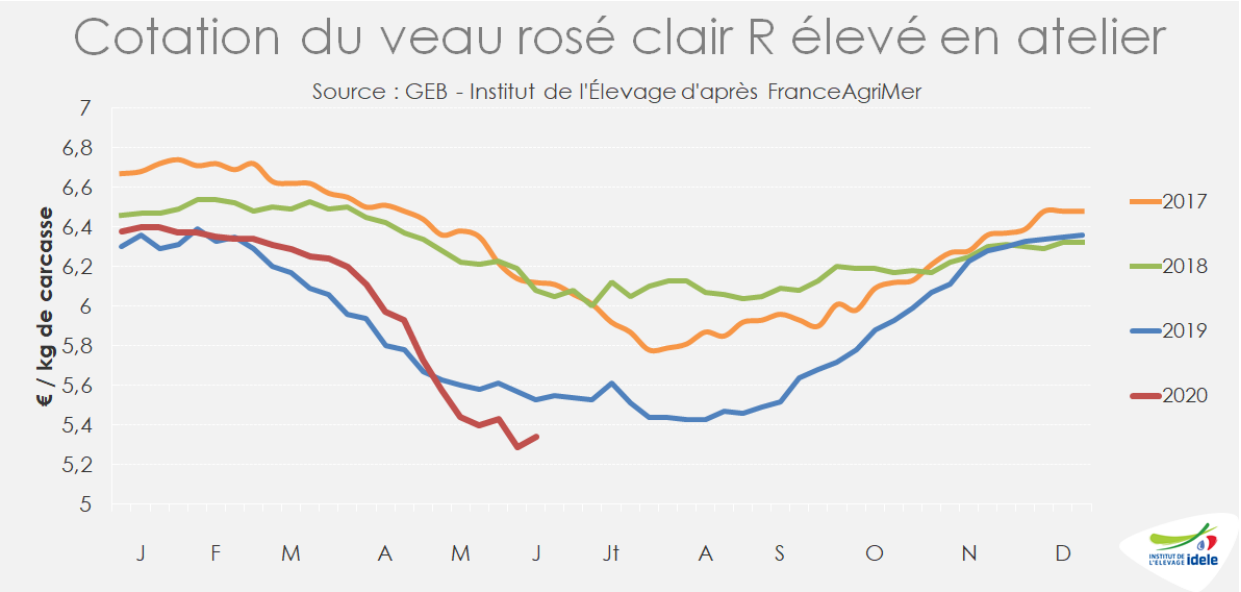
Fortement impactée par les différentes mesures de lutte contre le Covid-19, la filière vitelline n'entre pas dans le dispositif d'aide au stockage privé de la Commission européenne. Le retard accumulé sur les abattages en mars et avril plonge la filière dans la crise, pour la deuxième année consécutive.

Des prix au plus bas et qui continuent de descendre au Nord du pays…

Les veaux les moins conformés sont les plus exposés à la paralysie du marché de la RHD dont le redémarrage reste timide du fait des mesures toujours strictes s'appliquant à la restauration. L'effondrement des cours semble avoir atteint son plancher depuis la semaine 20, il a tout de même perdu -1,23 €/kg éc depuis la semaine 10. La cotation du veau rosé clair O s'est établie à 4,56 €/ kg de carcasse en semaine 23, regagnant 1 centime par rapport à la semaine précédente en moyenne nationale. Elle reste cependant à des niveaux historiquement bas : 52 centimes sous son niveau déjà très bas de 2019 (-10%), et 1,03 € sous son niveau plutôt élevé de 2018 (-18%). Cette évolution cache une des dynamiques contrastées des cotations entre les bassins du Nord et du Sud. Si le deuxième a vu sa cotation rebondir de 5 centimes, à 4,68 €/kg, le premier a vu sa cotation céder 2 centimes pour passer sous la barre des 4,50 €/kg (4,49 €/kg).



Pour les animaux de conformations supérieures, mieux valorisés en GMS et boucherie, les cotations ont globalement mieux résisté, mais une certaine contagion à la baisse s'est opérée sur le veau rosé clair R élevé en atelier. Sa cotation a rebondi de 5 cts en semaine 23, à 5,34 €/kg, mais elle s'établie malgré tout en deçà de ses niveaux de 2019 (-19 cts, soit -3%) et surtout 2018 (-74 cts, soit -12%).



Le veau sous la mère a relativement bien traversé la crise

La production de veaux sous la mère a été relativement épargnée tout au long de la période de confinement avec des cotations proches des niveaux de l'an passé. La bonne fréquentation des boucheries traditionnelles a soutenu cette filière qui a finalement peu eu recours à la dérogation demandée à l'INAO qui visait à relever temporairement le poids et l'âge des veaux abattus pouvant répondre aux critères des veaux Label Rouge.

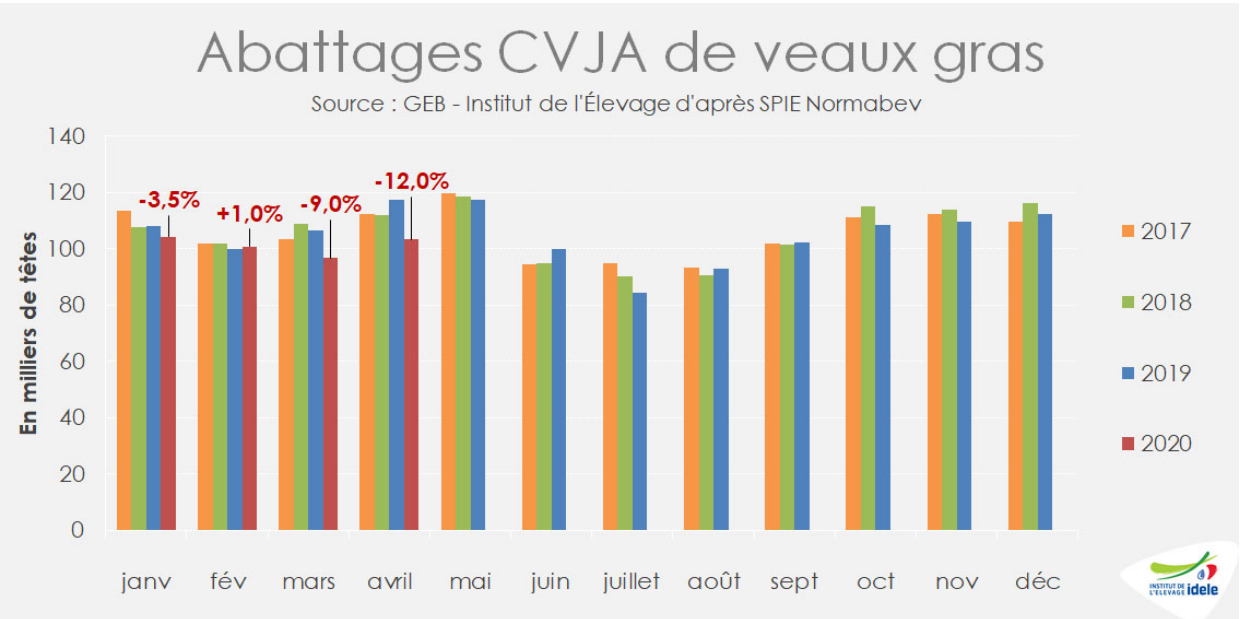
Matières premières : remontée des cours

Après une orientation des cours des produits laitiers à la baisse sur mars et avril, ceux-ci se sont rétablis tout au long du mois de mai. La cotation de la poudre de lactosérum pour alimentation animale a ainsi atteint 710 €/t sur mai (-4% /2019 et +6% /2018) contre 666 €/t sur avril (-12% /2019 et +6% /2018). Avec des cours des veaux gras déprimés, cette évolution se révèle préjudiciable pour les intégrateurs.

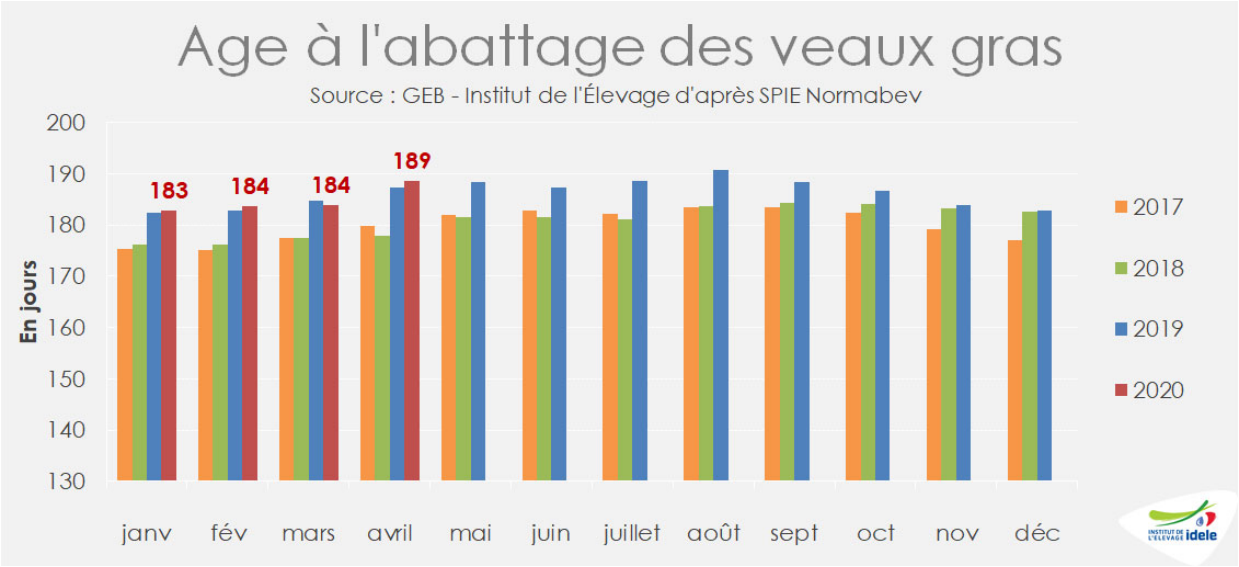
Abattages : en berne sur mars et avril, des animaux toujours plus lourds sur mai

Les abattages se sont établis en nette baisse sur les mois de mars (-9% /2019 et -11% /2018) et avril (-12% /2019 et -7,5% /2018). Fin avril, les abattages CVJA cumulés atteignaient ainsi à peine 405 000 têtes contre environ 430 000 en 2019 comme en 2018, soit -6%. Les évolutions en tonnage sont à peine moins marquées. En cumul fin avril, avec 58 945 téc, la production abattue accuse un retard de 6% par rapport à l'an passé, mais de seulement 4,5% par rapport à 2018.

Le mois de mai a montré des signes de rebond selon certains opérateurs, notamment à partir de la semaine 20, mais les abattages seraient restés quelque peu en deçà des attentes suscitées par la communication autour du « veau de Pentecôte ». Si les bouchers ont a priori répondu présents sur cette campagne, les GMS auraient été moins à même de mettre ce produit en avant.



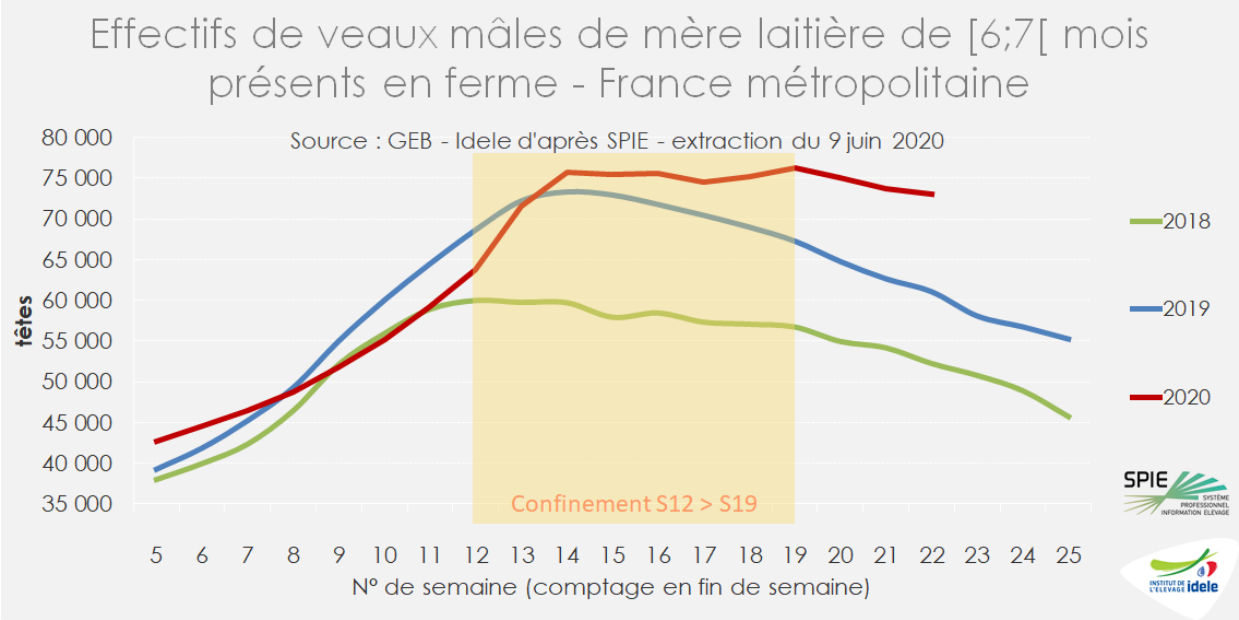
Conséquence immédiate de ce ralentissement des abattages, les animaux sont restés en ferme quelques jours voire quelques semaines de plus. L'âge des veaux abattus en avril a ainsi dépassé les 189 jours, soit 2 jours de plus qu'en 2019 mais surtout 11 jours de plus qu'en 2018. Dans le même temps, les poids ont dépassé les 150 kg de carcasse à 150,2 kg soit +1,5 kg /2019, et +5 kg /2018. D'après les premières remontées, sur mai la tendance des poids et âge serait identique.



Des effectifs en ferme toujours élevés

L'attente en ferme semble bien confirmée par la hausse des effectifs de veaux mâles de mère laitière de plus de 6 mois. Le nombre de veaux de 6 mois a en particulier considérablement augmenté pendant la période de confinement, dépassant assez rapidement son niveau pourtant très élevé de l'an passé aux environs de 75 000 têtes contre à peine 60 000 en 2018. A l'inverse d'une année 2019 où un pic avait été atteint en semaine 14 avant de retomber assez rapidement dans les semaines suivantes, leur nombre semble cette année se maintenir à un niveau relativement élevé. En semaine 22, les effectifs sont ainsi supérieurs à 73 000 têtes (+12 000 /2019 et 21 000 /2018).

Le nombre de veaux de 7 mois semble quant à lui maitrisé. Il ne dépasse pas les effectifs de 2019, ni de 2018, ce qui témoigne d'une poursuite des abattages avant dépassement de la limite d'âge.

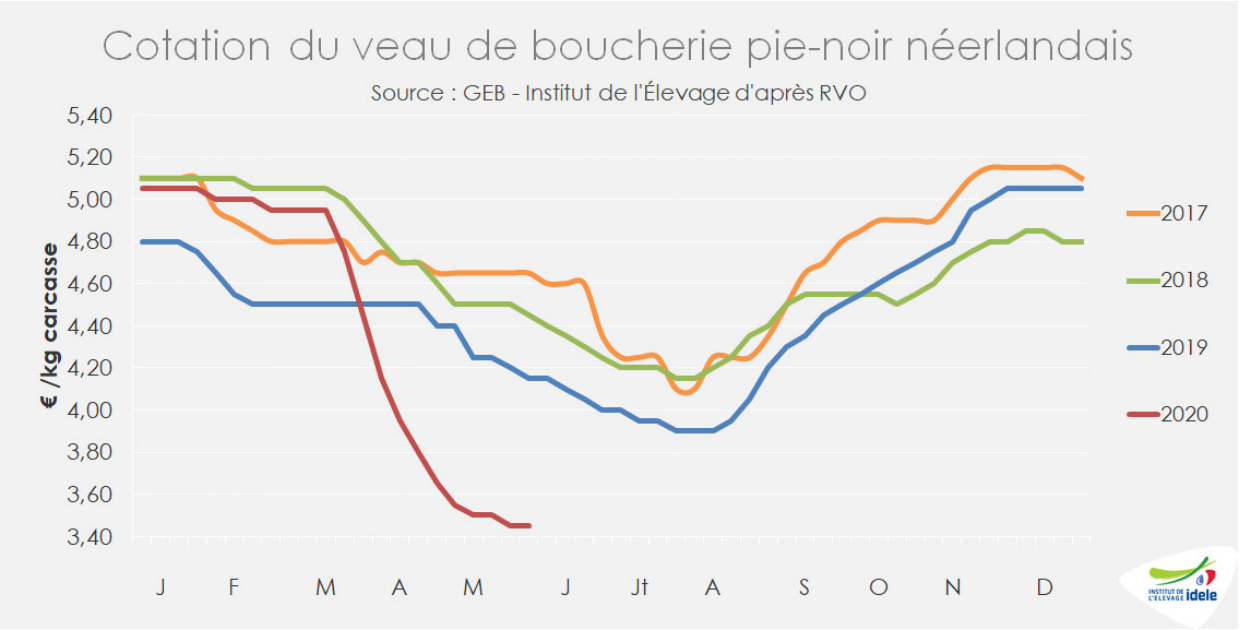


Les mises en place restent prudentes

Dans le contexte actuel d'un marché durablement encombré pour les mois à venir, les mises en place restent très prudentes, apparaissant comme l'outil principal de régulation de la production en l'absence de soutien de la part de la Commission européenne. Les mises en place nécessaires pour répondre présent sur l'hiver 2020-2021 devraient toutefois conduire à un rebond dans les semaines à venir.

Les marchés européens toujours dans le rouge

Principalement orienté vers l'export, le marché du veau **néerlandais** a été très négativement impacté dès la mise en place des premières mesures de lutte contre le Covid-19 sur le continent européen début mars, et notamment de la nette réduction du débouché RHD. La baisse des cours semble stoppée. A 3,45 €/kg en semaine 22, la cotation du veau pie-noir s'est maintenue à son niveau de la semaine précédente, soit 70 cts sous son niveau de l'an passé (-17%) et 1 € sous celui d'il y a deux ans (-22%).



Comme en France, il y a de l'attente en ferme et les veaux sont abattus plus âgés. Les mises en place sont ralenties, en partie via une prolongation des durées de vide sanitaire. Les experts s'inquiètent d'une hausse de l'offre qui pourrait intervenir en mai-juin alors qu'une partie de la viande produite est déjà stockée. Face aux incertitudes sur la réglementation environnementale et notamment sur les émissions d'azote et afin de se constituer des références historiques, les mises en place auraient été importantes en novembre et décembre 2019.

Les veaux rosés restent plus durement impactés que les veaux « blancs ». Une part importante de ces animaux est d'ores et déjà écoulée à bas prix sur le marché des bovins jeunes, du fait du dépassement de la limite d'âge pour être encore qualifiés de « veaux » (8 mois).

Côté italien, la cotation du veau de boucherie à la bourse de Modène s'est stabilisée à un niveau plancher depuis la semaine 20, à 3,75 € /kg de carcasse, soit 1,05 € sous son niveau de l'an passé (-22%).

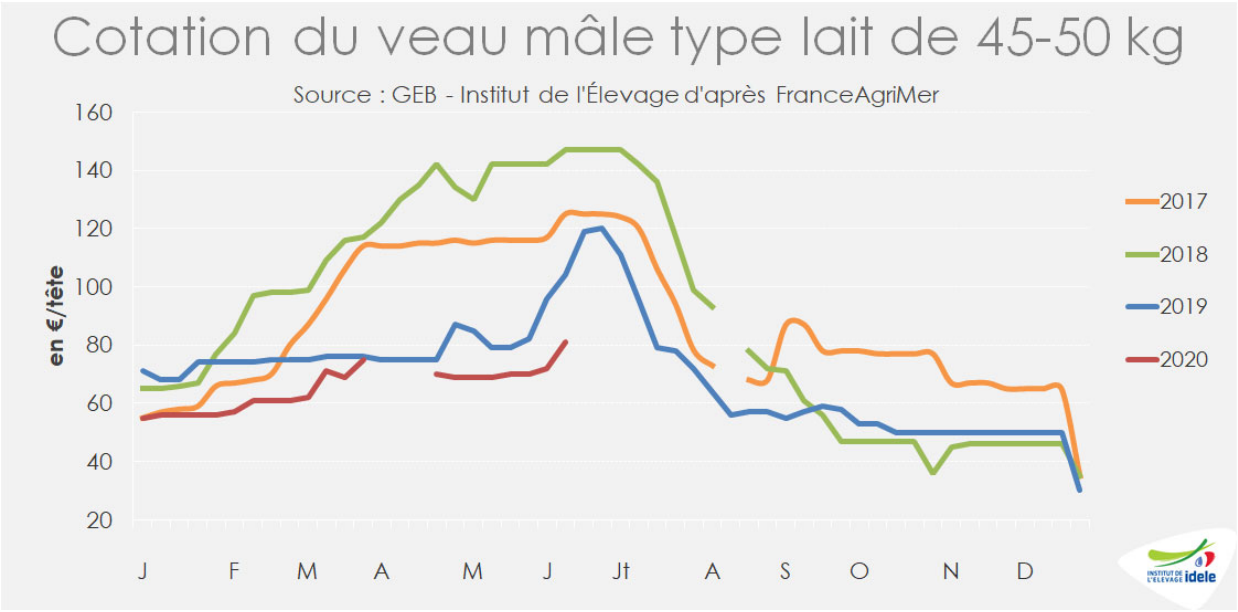
Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Frémissements sur un marché jusque-là atone

Le prix du veau nourrisson est au plancher depuis le début d'année. La demande française est atone avec un marché du veau de boucherie encore très encombré. Les exportations se poursuivent, principalement vers l'Espagne, mais à des prix très bas. L'offre relativement contenue laisse toutefois la place à une hausse des prix qui s'amorce tout juste en semaine 24.

Des prix qui restent bas

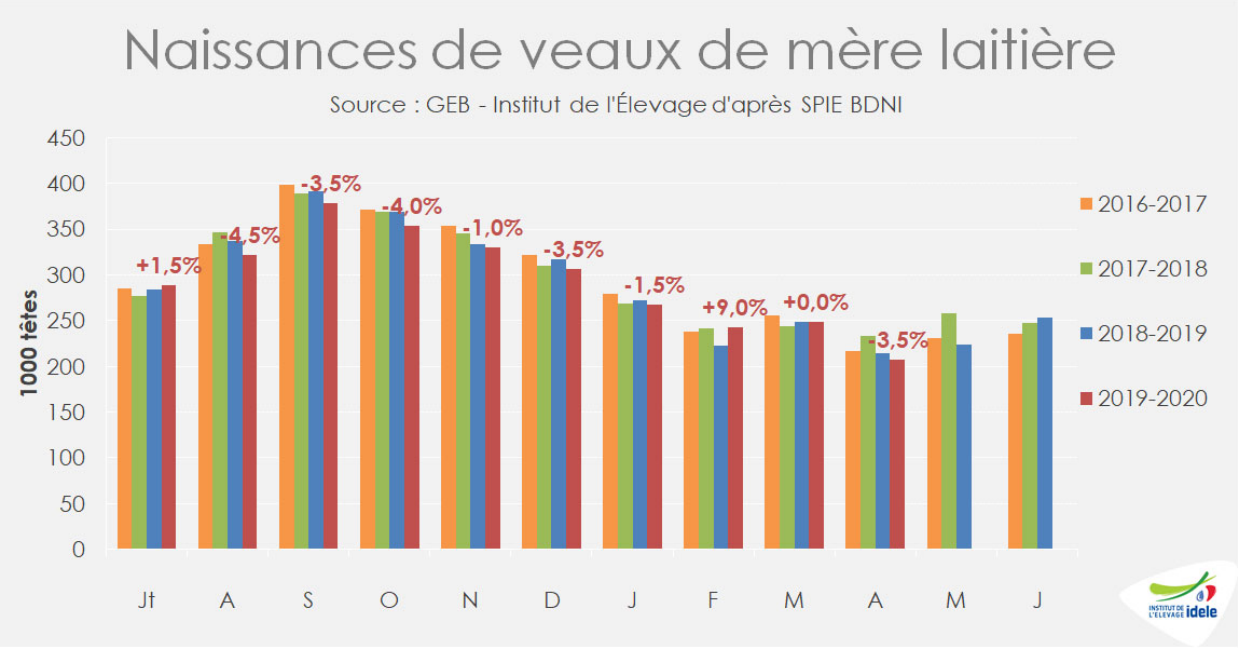
Jusque début juin, aucune hausse saisonnière des cours des veaux nourrissons (de 8 jours à 4 semaines) n'était encore perceptible. Le veau mâle de type lait de 45-50 kg cotait 72 € en semaine 23, certes 2 € de plus qu'en semaine 22, mais 24 € de moins que la même semaine 2019 (-25%) et 70 € en-dessous des hauts niveaux de 2018 (-49%). C'est finalement en semaine 24 qu'ont été observées les premières hausses un peu plus marquées avec une cotation à 81 €, soit 23 € sous son niveau de 2019 (-22%) et 66 € sous son niveau de 2018 (-45%).



La demande nationale en veaux est particulièrement faible du fait des mises en place très limitées dans la filière veau de boucherie (qui valorise en temps normal plus de 50% des mâles laitiers) qui fait face à de nombreuses incertitudes. Côté espagnol, le marché du JB est encombré, ce qui ne favorise pas l'export. Pour autant, dans la dynamique des derniers mois, cette destination a plutôt maintenu ses achats, offrant un débouché pour les veaux français, mais à des prix relativement faibles.

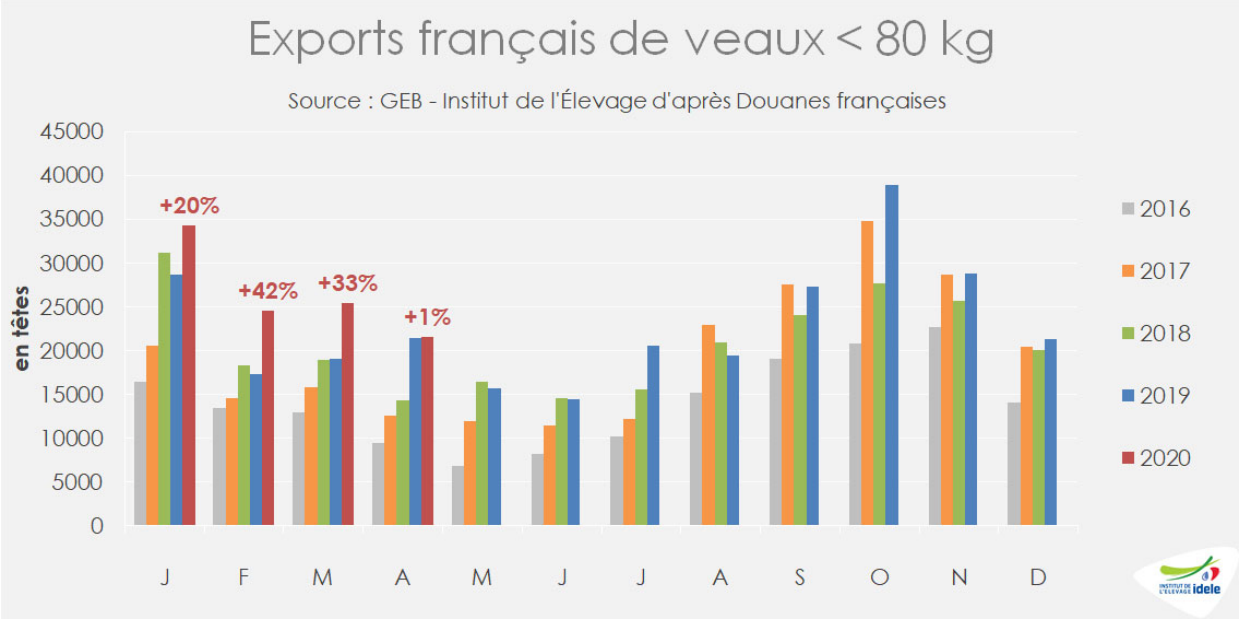
Forte baisse des naissances en avril

Après 2 mois dynamiques, les naissances de veaux de mère laitière ont fortement reculé en avril, à 207 000 têtes soit -3,5% /2019. En cumul sur la campagne, soit depuis juillet, les naissances de veaux de mère laitière sont en repli de -1,5% /2019, à 2 944 000 têtes. La baisse touche surtout les veaux laitiers purs ou croisés laitiers (2 334 000 têtes ; -2,5% /campagne précédente), tandis que les Croisés lait-viande sont toujours plus nombreux (+8,5% /2019 à 610 000 têtes sur 10 mois de campagne).

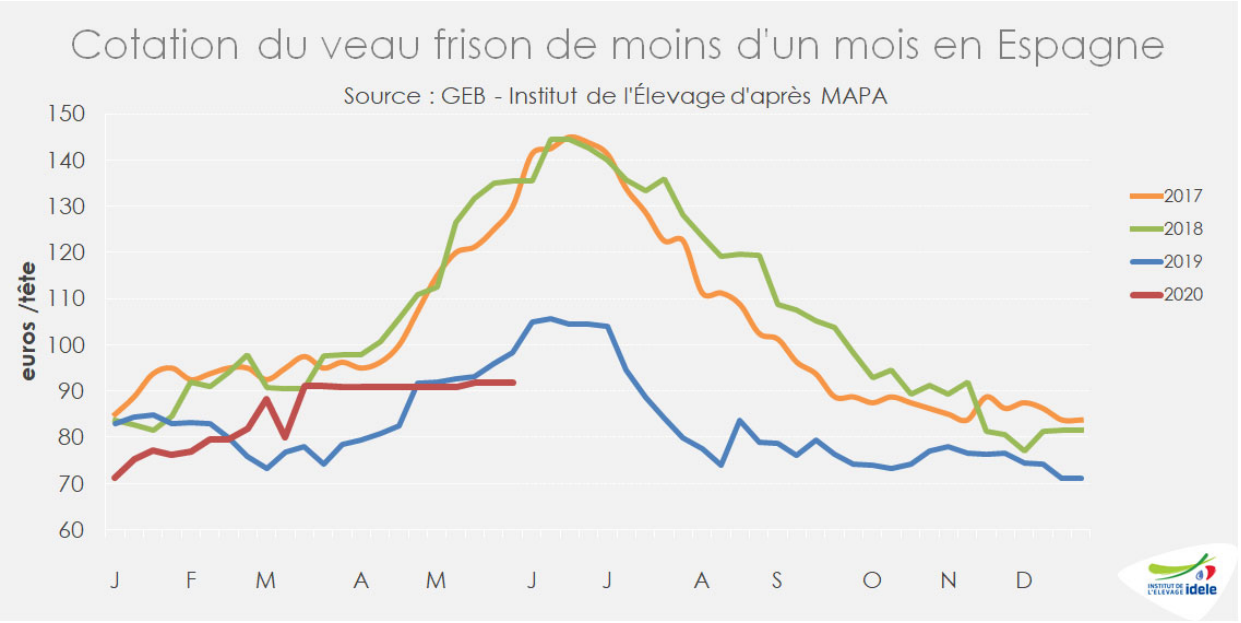


Des exports en hausse malgré tout

Malgré des naissances en net repli, les exportations de veaux naissants ont été plutôt élevées en avril avec 21 500 têtes, soit +1% par rapport au niveau record de 2019. Ceci témoigne de la faible demande en France émanant des engraisseurs de veaux et de JB. L'écrasante majorité des veaux exportés est destinée à l'engraissement pour la filière JB en Espagne.



De l'autre côté des Pyrénées comme en France, les prix sont restés déprimés, sans aucun signe de hausse saisonnière. Le veau frison de moins d'un mois cotait ainsi à peine 92 €/tête en semaine 22, soit 7 € de moins que l'an passé, un niveau qui était pourtant déjà très bas en comparaison des années précédentes. La chute des mises en place de veaux gras aux Pays-Bas a réorienté des veaux de ses fournisseurs habituels (Irlandais et Allemands) vers l'Espagne, ce qui contribue à renforcer la concurrence sur ce marché pour les veaux français.



Vers une hausse des cours

Les bas niveaux de naissance constatés sur le mois d'avril et la nécessaire reprise des mises en place des veaux de boucherie en prévision de la demande de fin d'année devraient faire frémir les prix. Plusieurs opérateurs évoquent la poursuite de la hausse constatée en semaine 24. Une embellie qui pourrait cependant être très brève, jusqu'en août lors de la reprise des naissances de veaux laitiers.

Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

Irlande : plafonnement des cours des vaches

Alors que les abattages ont été freinés par la pandémie dans ce pays tourné majoritairement vers l'export, le déconfinement généralisé et la réouverture partielle de la restauration à travers l'Europe participe au redressement des marchés depuis plusieurs semaines. Cependant, l'afflux récent de réformes pèse désormais sur les prix. D'après *Teagasc*, la crise devrait fortement peser sur les éleveurs bovins viande. La fermeture récente du marché chinois participe à l'inquiétude de la filière.

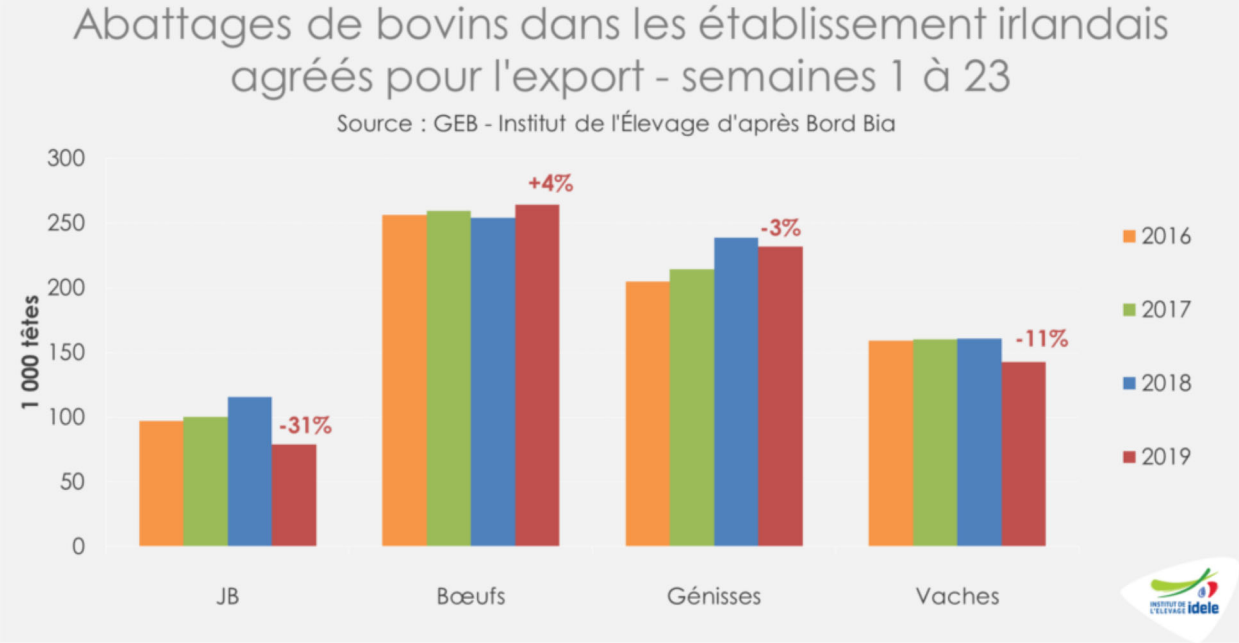
Les abattages ont été freinés par la pandémie

Entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin, 123 nouveaux cas de Covid-19 ont été signalés dans les abattoirs irlandais le vendredi 3 juin par le ministère de la santé irlandais. Ces nouveaux cas portent à 1 048 le nombre total de cas dans les abattoirs du pays depuis le début de la pandémie.

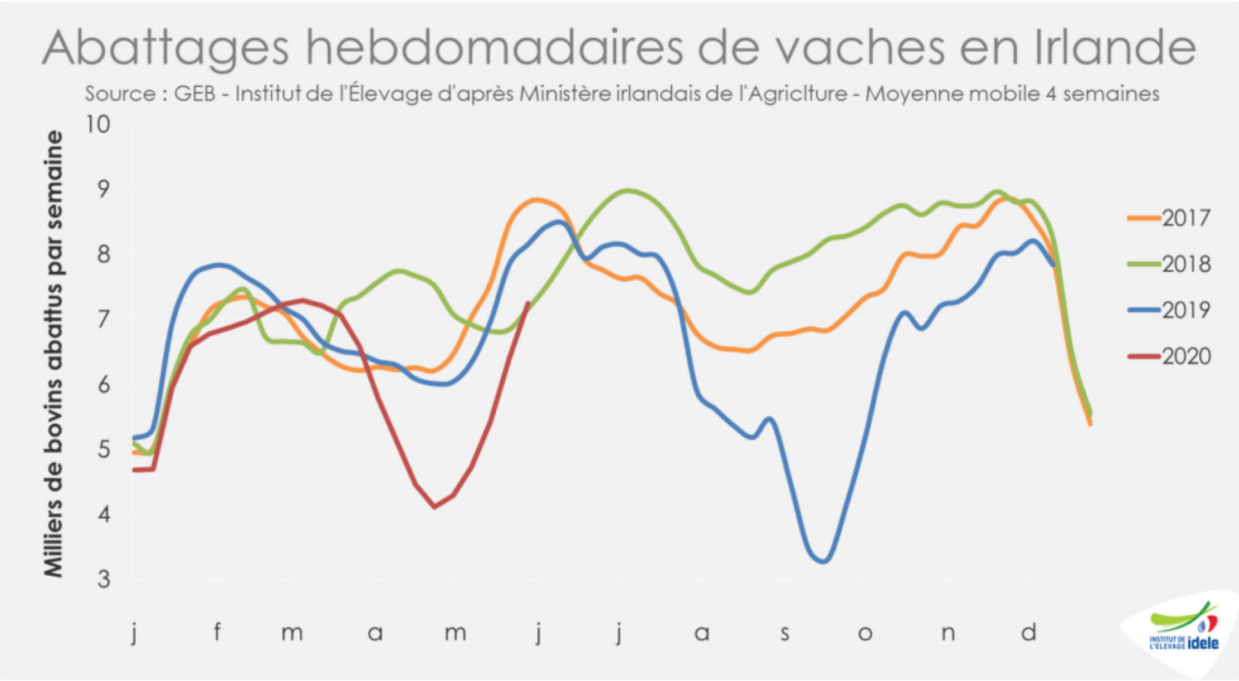
Au total, 19 clusters ont ainsi été détectés. Mais la pandémie décline désormais et beaucoup de cas sont désormais soignés ou en voie de rémission. Depuis le début de la pandémie, la maladie a causé de la mort de 1 659 personnes en Irlande (soit 326/million d'habitants, soit significativement moins qu'en France).

Les abattages de gros bovins sont en retrait depuis le début de l'année (-5% /2019) en cumul sur les 23 premières semaines d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture. Depuis le début de l'année, deux catégories sont particulièrement affectées :

- les jeunes bovins (-31% /2019). En anticipation d'un *Brexit* dur, la production de cette catégorie de bovins avait très nettement augmenté au 1er semestre 2019 au détriment du bœuf castré, exporté traditionnellement au Royaume-Uni. Depuis, les perspectives d'un *Brexit* moins dur et la réduction des débouchés vers l'Europe continentale en lien avec la pandémie de Covid-19 et les difficultés logistiques ont affecté la production irlandaise de mâles entiers.
- les vaches (-11% /2019). La contraction des débouchés de la RHD domestique et de l'export pour la RHD et la transformation ont particulièrement pesé sur cette catégorie pendant la pandémie. Ces débouchés représentaient 60% des exportations de viande bovine irlandaise en 2019.



Néanmoins, les abattages sont repartis à la hausse depuis les annonces de déconfinement et de réouvertures partielles de la restauration dans les différents pays clients. En semaine 23, les abattages de gros bovins, et particulièrement de vaches, ont continué à se redresser même s'ils restent inférieurs aux standards des années précédentes. Sur les 4 dernières semaines (20 à 23), les abattages de gros bovins sont cependant encore en retrait (-11% /2019). Même constat pour les vaches (-11% /2019 sur la même période), même si l'afflux saisonnier de réformes a récemment fait pression sur les cours.



Malgré la réouverture partielle des restaurants, les prix des vaches fléchissent

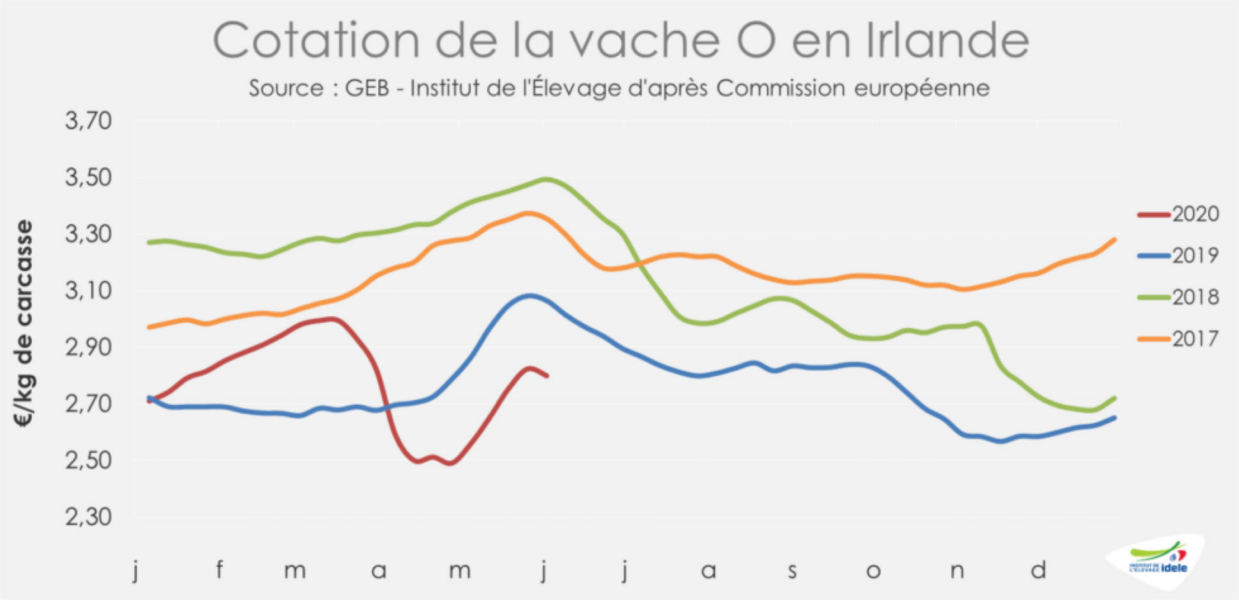
La pandémie semble contrôlée et le gouvernement irlandais a annoncé l'entrée en vigueur en « phase 2 plus » du déconfinement pour le 8 juin en respectant notamment une distanciation physique de 2 mètres : possibilité de se déplacer dans son comté ou jusqu'à 20 kms de son domicile, possibilité de se réunir jusqu'à 6, réouverture de la plupart des magasins à l'exception des centres commerciaux qui n'ouvriront pas avant le 15 juin…

Mais la réouverture des restaurants dépend de la « phase 3 » qui n'est pas prévue avant le 29 juin prochain. A cette période, seuls les restaurants et bars avec service de restauration à table pourront rouvrir. La réouverture complète des bars et restaurants est prévue pour la « phase 4 » du déconfinement, à partir du 20 juillet. Les détails devraient être publiés sous peu. Pour le moment, seules les livraisons et ventes à emporter restent effectives. Mais la filière bovine est bien plus dépendante des évolutions qui concernent les autres pays où elle exporte.

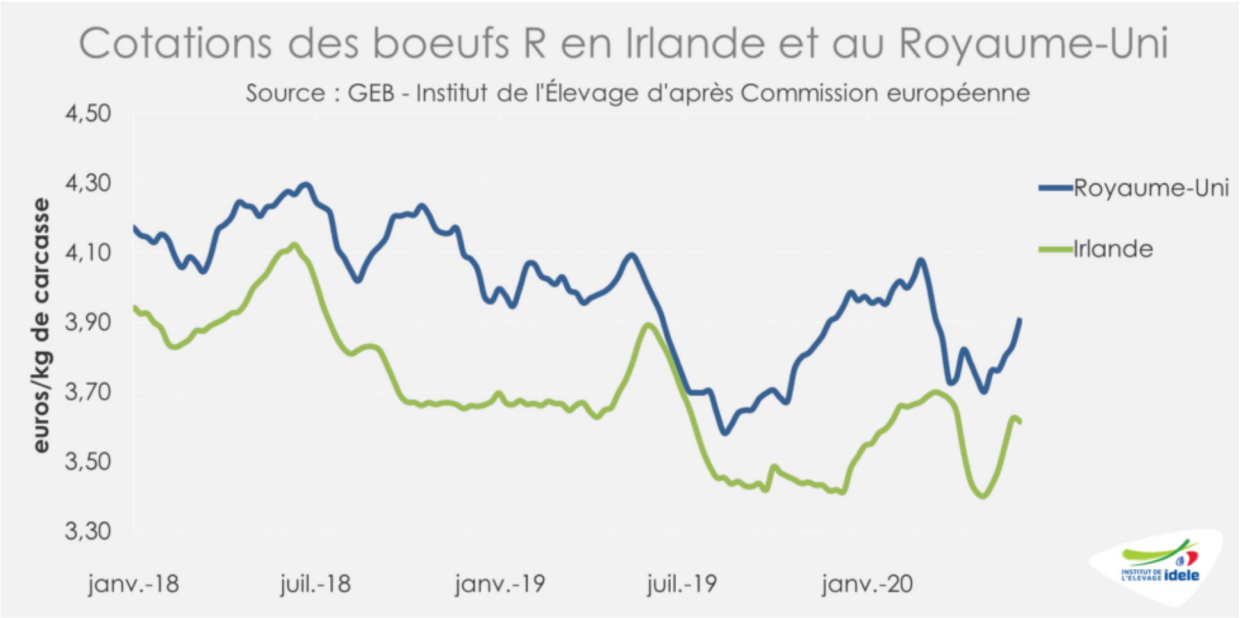
La réouverture partielle de *drives* de McDonald's en mai en Irlande, au Royaume-Uni et à travers l'Europe continentale avait fluidifié le marché des réformes irlandaises. Début juin, la chaîne de restauration rapide a annoncé la réouverture de tous ses *drives* en Irlande. Et partout en Europe, les réouvertures partielles se multiplient. McDonald's est l'un des plus grands exportateurs de bœuf irlandais en volume. L'enseigne achète environ 40 000 tonnes de viande bovine irlandaise par an et un hamburger sur cinq vendus dans ses points de vente à travers l'Europe est d'origine irlandaise. Enfin, la société a dépensé en 2018 plus de 163 millions d'euros en produits irlandais pour l'exportation vers ses restaurants au Royaume-Uni et à travers l'Europe.

La réouverture partielle de la RHD un peu partout en Europe a donc participé au redressement des cours irlandais depuis plusieurs semaines. Mais une augmentation du nombre de vaches disponibles pour l'abattage, en lien avec la hausse saisonnière des réformes et la présence de stocks sur pieds en ferme, a mis plus récemment les cours des vaches sous pression.

En semaine 22, après quatre semaines consécutives de progression, le cours irlandais de la vache O a perdu 2 centimes, à 2,80 €/kg éc (-9% /2019 ; -20% /2018).



En parallèle, la demande en bœufs et en génisses reste ferme, mais pâtit récemment de l'offre plus étoffée de réformes. La cotation de la génisse R a repris 1 centime en une semaine et 20 centimes en un mois. Elle atteint 3,67 €/kg éc (-8% /2019 ;-13% /2018). Le cours du bœuf R, notamment exporté vers le Royaume-Uni, a perdu 1 centime en une semaine, mais en a repris 19 en un mois, à 3,62 €/kg éc (-7% /2019 ; -12% /2018). En semaine 22, Le différentiel avec le prix du bœuf britannique reste conséquent : près de 29 centimes. C'est 4 centimes de moins qu'en semaine 9 avant les premiers signes de perturbation.



Les effets de la pandémie pourraient peser sur le revenu des éleveurs allaitants

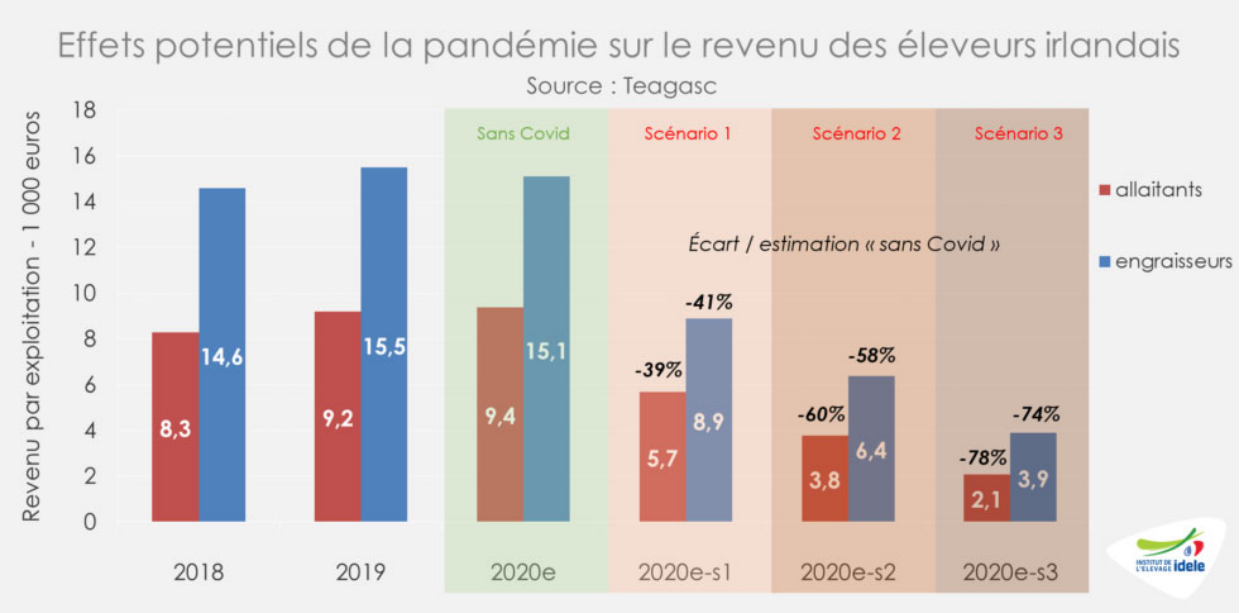
Un rapport des économistes de *Teagasc* publié fin mai prévoit une baisse importante des revenus dans les exploitations agricoles irlandaises, en particulier dans les fermes bovines viande et lait, en raison de la pandémie de Covid-19. En fonction des scénarii, les revenus des exploitations agricoles irlandaises pourraient globalement diminuer de 0,7 milliard à 1,6 milliard d'euros (soit entre -22% et -55% /2019).

Une grande partie de la baisse est liée à la chute de la demande face aux confinements appliqués par les gouvernements du monde entier alors que l'agriculture irlandaise dépend largement de l'exportation. La fermeture de la restauration est particulièrement préjudiciable à l'agriculture irlandaise, le marché intérieur (notamment au détail) étant trop étroit pour compenser la baisse de la demande globale.

Alors que la demande a baissé, les éleveurs n'ont pu ajuster leur offre, les décisions de production étant prises des mois avant la pandémie. Le retard dans l'ajustement de l'offre et la baisse de la demande ont entraîné la diminution des prix à la ferme des bovins. D'après *Teagasc*, l'accumulation de stocks sur pieds dans les exploitations pourrait handicaper la remontée des cours. Ainsi, les revenus des élevages bovins pourraient être les plus durement touchés, en termes relatifs.

Avant la pandémie, les économistes de l'institution irlandaise prévoyait une légère augmentation des revenus des exploitants allaitants et une légère baisse des revenus des engraisseurs en 2020. Dans le scénario le moins défavorable (une baisse des prix de -10%), les revenus des exploitations allaitantes chuteraient de -39% à 5 700 €/exploitation et de -41% pour les engraisseurs à 8 900 €. Dans le scénario le plus défavorable (une baisse des prix de -20%), les revenus chuteraient à 2 100 € en moyenne pour les exploitations allaitantes et 3 900 € pour les engraisseurs.

Aujourd'hui, à la vue de la remontée des prix constatés depuis plusieurs semaines, ces scénarii semblent désormais assez pessimistes. L'intensité de la perte de revenu des éleveurs irlandais dépendra de la reprise des marchés et des prix mais surtout du maintien du contrôle de la propagation du virus en Irlande et à travers le monde.



e : estimation = estimation hors Covid-19. Prix bovins finis : +4% /2019. Prix bovins maigres : +2% /2019. Production : -1,5% /2019.

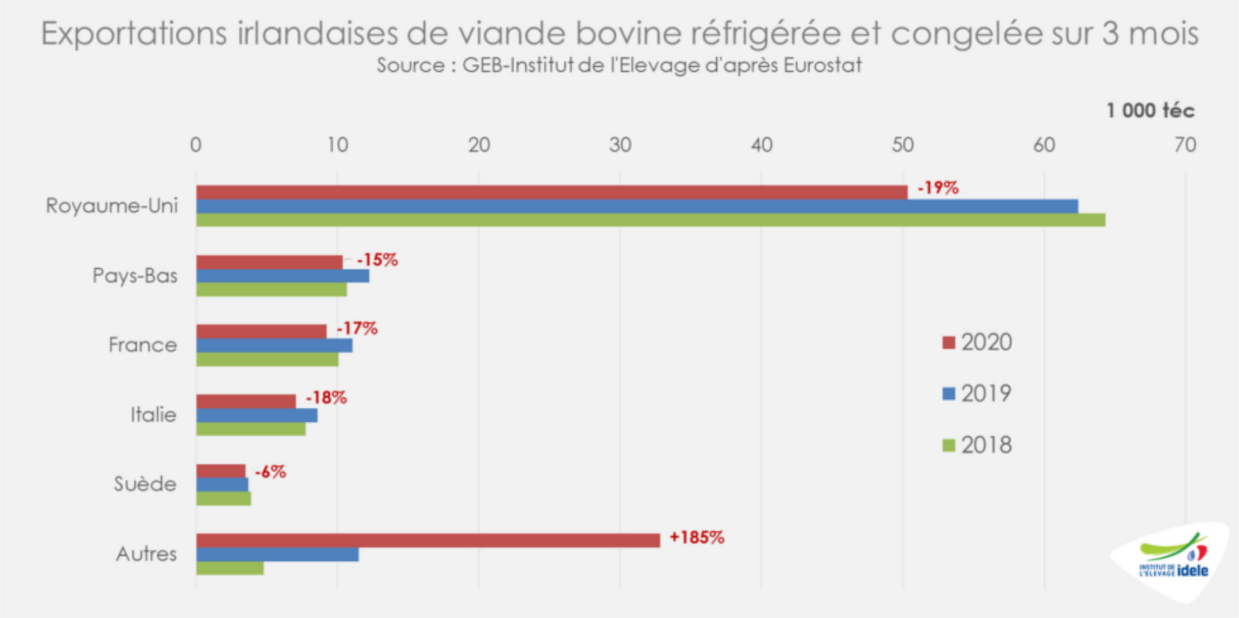
s1 : scénario 1 = Prix : -10% /2019.

s2 : scénario 2 = Prix : -15% /2019.

s3 : scénario 3 = Prix : -20% /2019.

Coup de frein sur les exportations : les flux vers la Chine interrompus

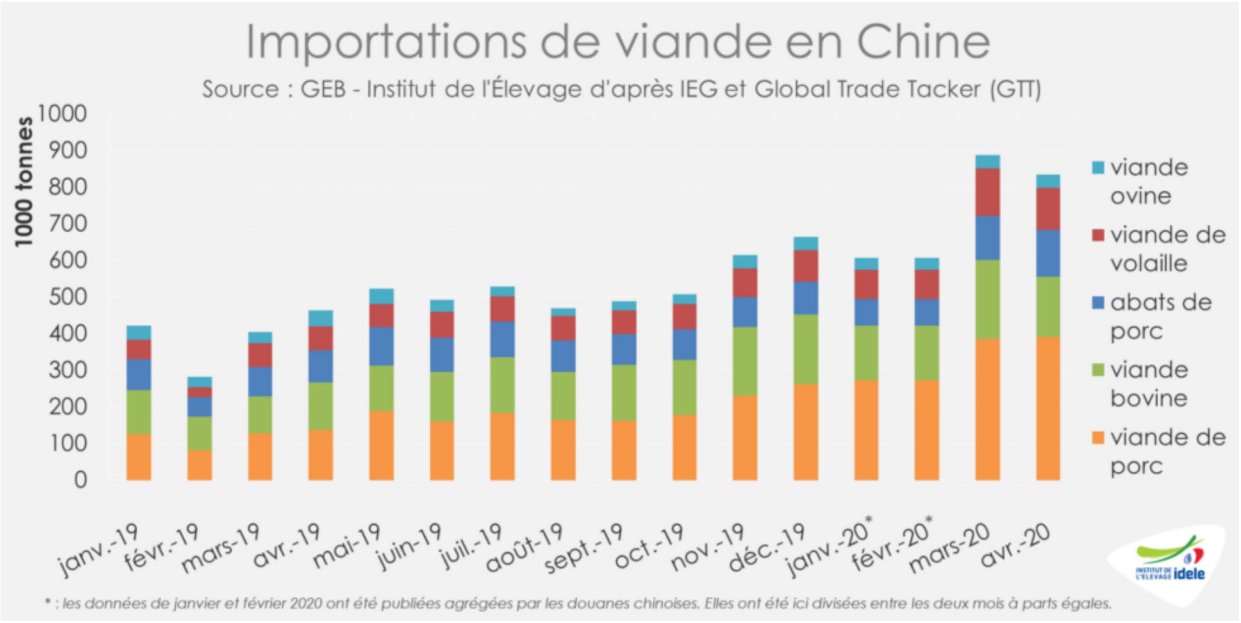
Sur le 1er trimestre 2020 intégrant les premières restrictions liées à la pandémie, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont été en net retrait à 113 300 téc (-9% /2019 et -1% /2018). Les destinations habituelles sont en baisse : Royaume-Uni (-19% /2019 à 50 400 téc), Pays-Bas (-15% à 10 400 téc), France (-17% à 9 200 téc) ou Italie (-18% à 7 100 téc). l'Irlande mise sur la diversification.



Les opérateurs irlandais misent beaucoup sur le marché chinois pour se relever de la crise du Covid-19. Or, un cas d'ESB atypique a été détecté mi-mai en Irlande sur une vache limousine de 14 ans. Le 22 mai, le Ministère irlandais de l'Agriculture annonçait la fermeture temporaire du marché chinois à la viande bovine irlandaise. Si la détection d'un cas d'ESB atypique n'aura pas d'effet sur le statut de l'Irlande (« risque contrôlé ») à l'OIE, cette suspension est conforme au protocole convenu avec les autorités chinoises : les autorités irlandaises ont soumis un rapport au gouvernement chinois. Les exportations vers la Chine avaient déjà été affectées par la pandémie de Covid-19 ce qui n'avait pas empêché d'envoyer plus de 3 000 tonnes de viande bovine irlandaise vers la Chine sur le 1er trimestre de 2020.

L'intérêt de l'Irlande pour le marché chinois est légitime. Depuis le début de l'année et malgré la crise qui a affecté la 2ème puissance mondiale, les importations chinoises de viandes atteignent des sommets. D'après les premières données disponibles, les importations chinoises de viande sont restées à des niveaux extrêmement élevés en avril 2020, avec plus de 2,4 milliards d'euros dépensés pour les achats cumulés de viandes de porc, de bovin, de volaille et d'ovin (x2 /2019).

En volume, les importations cumulées des quatre principales catégories de viande ont atteint 836 000 tonnes en avril 2020 (+80% /2019). Pour la viande bovine, les principaux fournisseurs sont le Brésil, l'Argentine et l'Australie. D'après les douanes chinoises, les importations chinoises de viande bovine brésilienne ont atteint 242 000 tonnes en janvier-avril (+140% /2019) et les importations en provenance d'Argentine 153 000 tonnes (+62% /2019). Plus loin dans le classement, les envois de l'Irlande sont également en hausse avec plus de 4 000 tonnes expédiés vers la Chine entre janvier et avril (avant la déclaration du cas d'ESB atypique).



Pour le moment, les exportations de viande bovine irlandaise vers la Chine restent suspendues. Il appartient aux Autorités chinoises de permettre à l'Irlande de reprendre les exportations. L'année dernière lorsque le Brésil avait connu un cas similaire d'ESB atypique, la suspension n'avait duré que deux semaines après que les Chinois avaient examiné le rapport soumis par les autorités brésiliennes.

Les organisations agricoles demandent que les exportations irlandaises vers la Chine reprennent le plus rapidement possible. Selon le président de l'*IFA*, Tim Cullinan, « *il ne devrait pas y avoir de retard pour retrouver l'accès [au marché chinois]* ».

Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

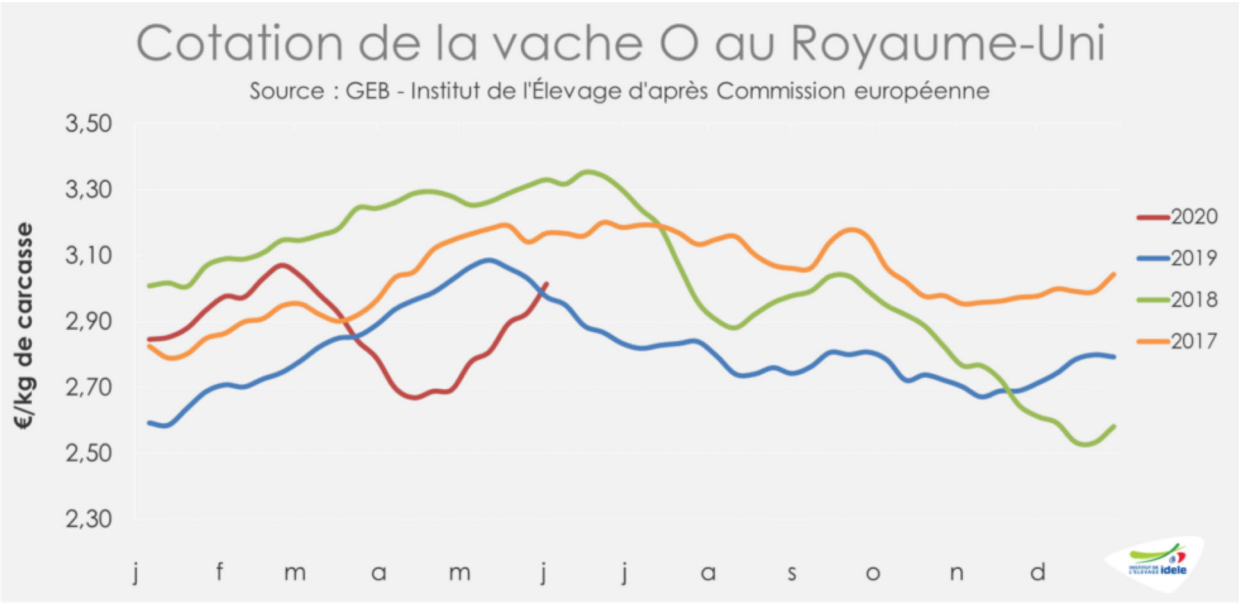
Royaume-Uni : redressement des abattages et hausse des cours

D'abord plombé par la pandémie, le marché britannique poursuit son redressement depuis plusieurs semaines. Le report de consommation vers la GMS semble désormais suffire à compenser les pertes liées à la fermeture de la RHD, d'autant que les importations ont certainement reculé en avril et mai. La consommation est dynamique et les abattages se sont globalement étoffés. A court terme, le nombre de bovins disponibles à l'abattage devrait être limité.

Marché à nouveau dynamique, les cours en hausse

En semaine 22 et en devise locale, les prix de toutes les catégories de bovins ont continué de rebondir. Le prix moyen pondéré britannique des bovins finis atteint désormais pour la première fois depuis plusieurs semaines la moyenne des cinq années passées.

La réouverture partielle de certaines chaînes de *fast-food* profite aux cotations. En euros, le cours de la vache O a progressé ainsi de 9 centimes en une semaine et de 24 centimes en un mois à 3,01 €/kg de carcasse (+1% /2019 et -9% /2018) en semaine 22.



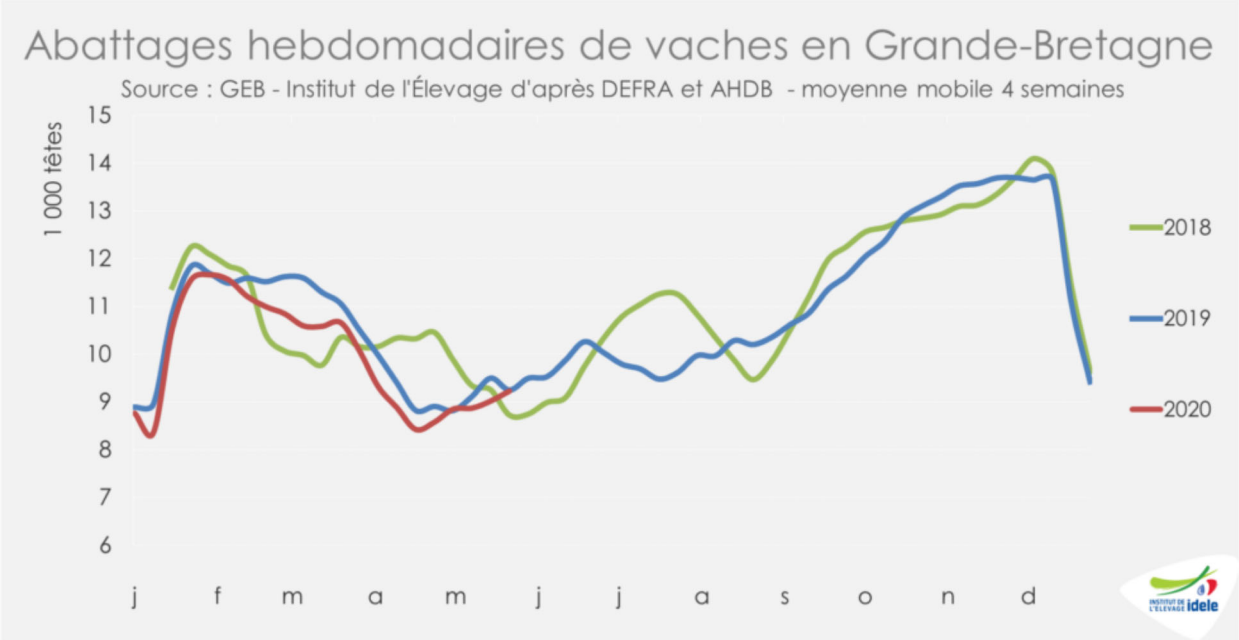
Les cours des autres catégories sont aussi en hausse :

- Le bœuf R a regagné 7 centimes d'euro en une semaine, à 3,91 €/kg éc (-2% /2019 ; -9% /2018) en semaine
- 22, Le JB R a repris également 7 ct à 3,86 €/kg éc (= /2019 ; -7% /2018),
- La génisse R a repris 8 ct à 3,91 €/kg éc (-2% /2019 ; -8% /2018).

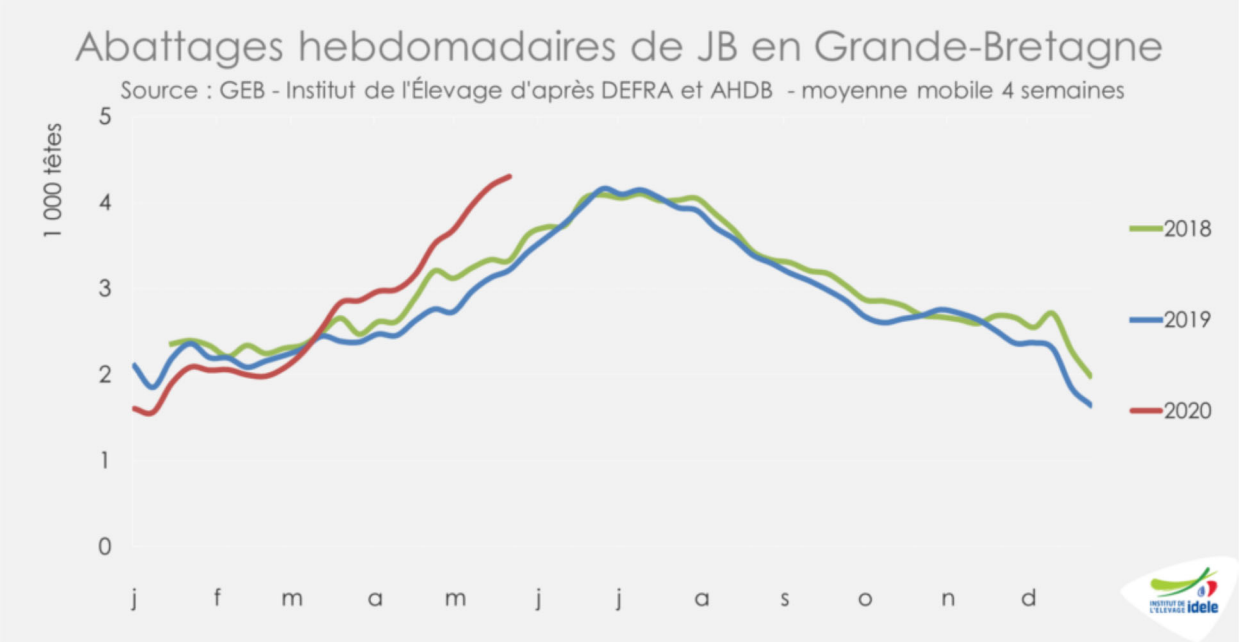
Abattages en hausse

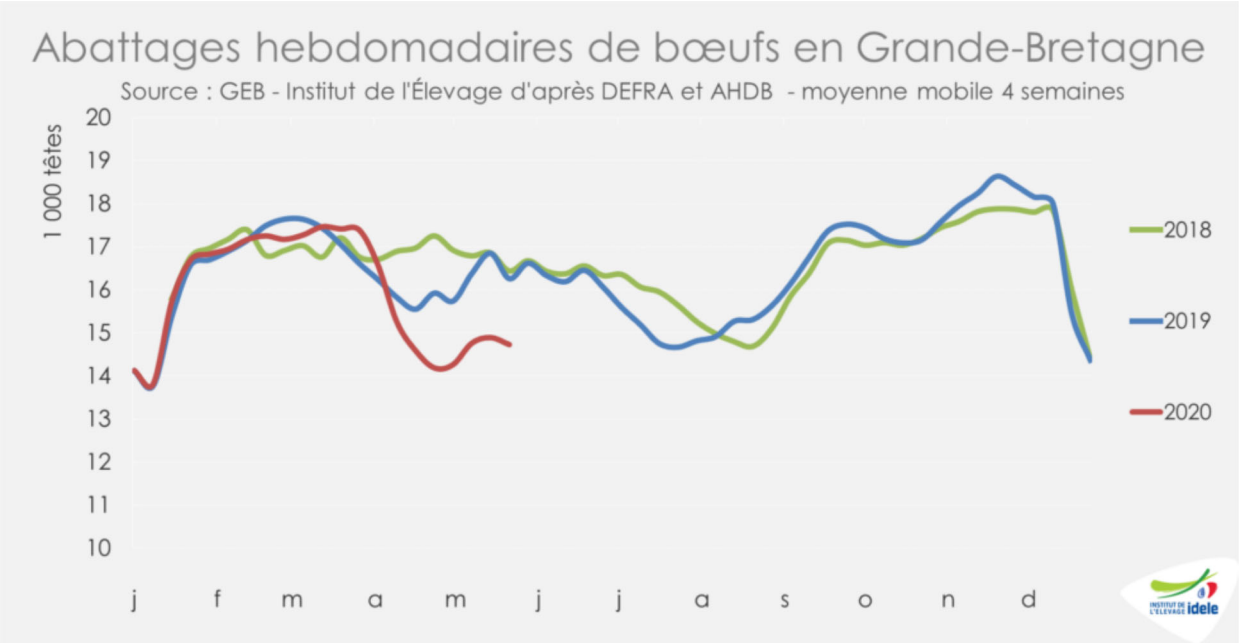
Après plusieurs semaines de bas niveaux d'abattage, la reprise observée depuis six semaines se poursuit. Sur les quatre dernières semaines (19 à 22), les abattages de gros bovins sont revenus à la « normale » (= /2019 et +1% /2018) d'après l'indicateur du Ministère de l'Agriculture (*DEFRA*) et d'*AHDB*. Il est probable qu'une partie de cette hausse soit liée aux préoccupations concernant le temps chaud et sec qui a sévi sur les îles britanniques ces dernières semaines. La pluie revenue depuis plusieurs jours désormais devrait limiter la décharge des herbages.

En attendant, les abattages de vaches de réforme sont plus soutenus (= /2019 et +6% /2018). Les réouvertures partielles de chaînes de restauration rapide, dont McDonald's, participent à ce rebond.



En mâles, les dynamiques sont contrastées : les abattages de JB sont en nette hausse (+34% /2019 et +29% /2018) alors que ceux de bœufs sont en baisse (-9% /2019 et -10% /2018). La production de bœufs reste cependant la première production bovine britannique, encore très majoritaires par rapport aux jeunes bovins mâles entiers.

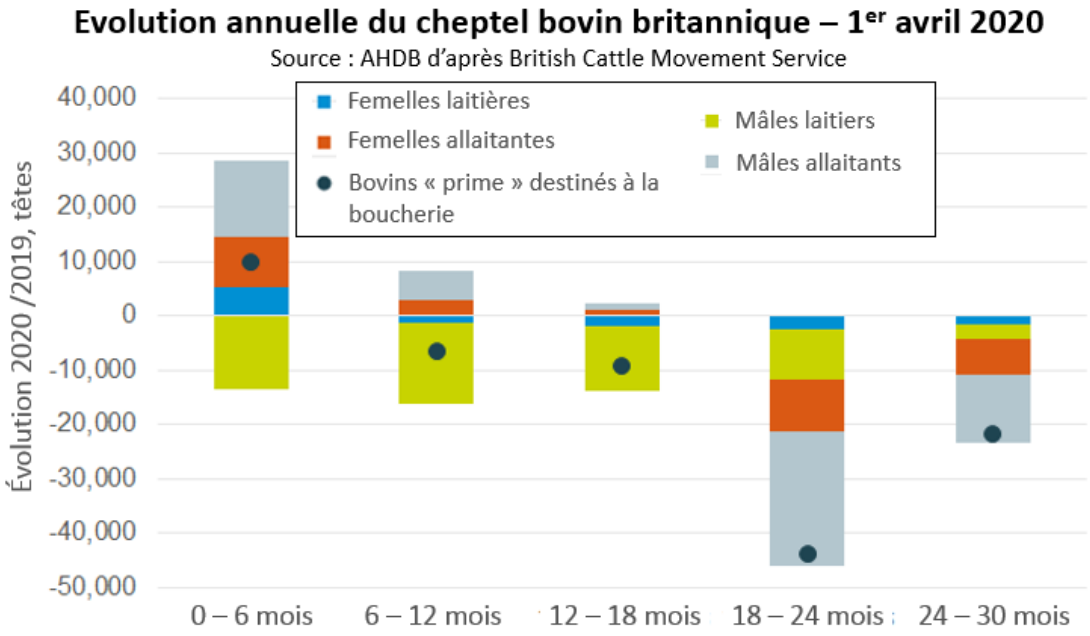




Effectifs en baisse

Le cheptel de bovins du Royaume-Uni au 1er avril 2020 était plus faible qu'un an auparavant, selon les données du *British Cattle Movement Service* et d'*AHDB*. Le nombre total de bovins de moins de 30 mois a diminué d'environ 74 500 têtes. Le nombre de bovins adultes a également diminué.

À court terme, le nombre de gros bovins de 12-30 mois disponibles pour la production de viande est en baisse de près de 75 000 têtes.



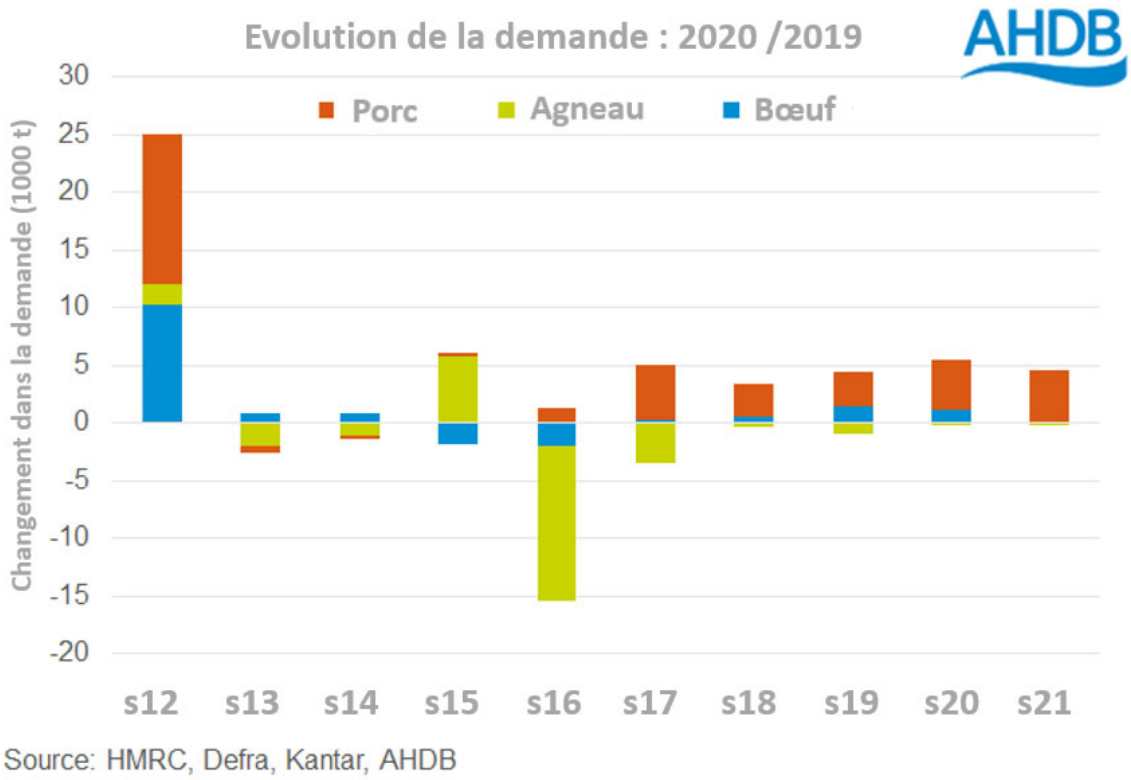
Le nombre de bovins de moins de 12 mois est en hausse d'un peu plus de 3 000 têtes. Dans cette classe d'âge, les données montrent une baisse du nombre de mâles laitiers, mais une augmentation des bovins de « type viande » (croisés inclus dans la définition britannique), reflet de l'augmentation de l'utilisation de semences sexées dans les élevages laitiers.

Dans le cheptel de souche, le nombre de femelles laitières de plus de 30 mois est inférieur de 49 000 têtes /2019. Même tendance pour les femelles allaitantes de plus de 30 mois, en baisse de près de 24 000 têtes sur l'année. La production devrait donc s'inscrire globalement à la baisse à moyen terme.

Achats des ménages dynamiques

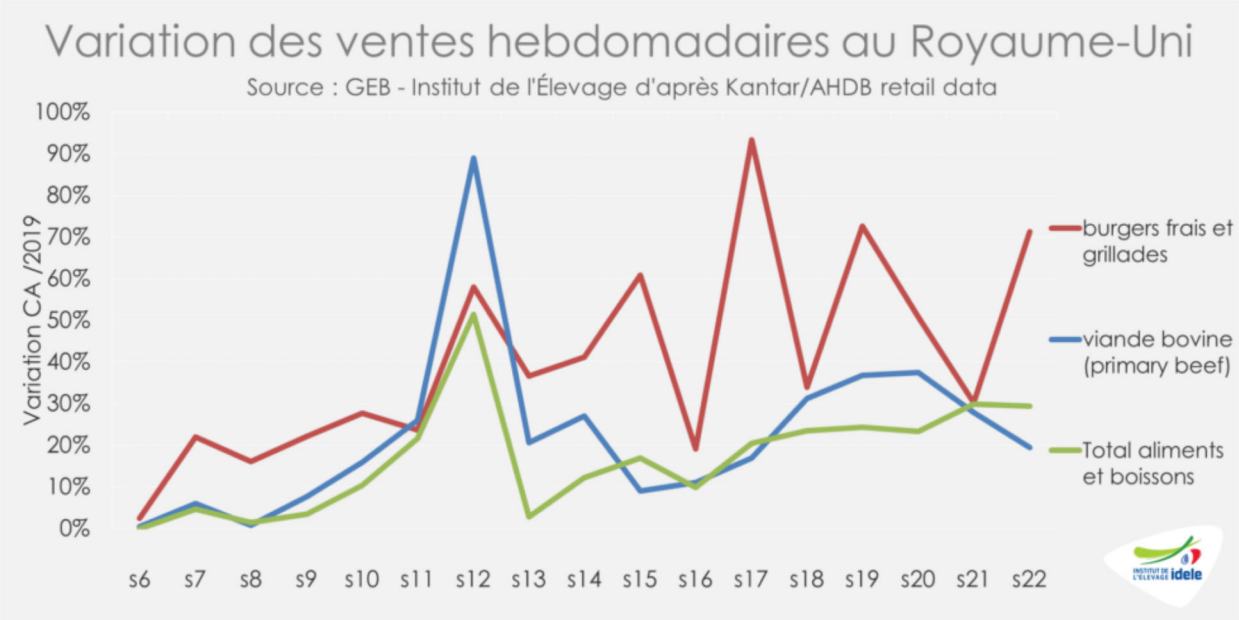
Par rapport à son analyse précédente qui montrait qu'au cours des premières semaines de confinement la demande totale de viande rouge était légèrement inférieure à celle d'avant le confinement et ce malgré une augmentation des ventes au détail, *AHDB* estime que la demande en viande rouge a rebondi et est désormais en légère hausse par rapport à l'année dernière.

Parmi les viandes rouges, la demande en viande bovine progresse depuis la semaine 17, mais de façon plus limitée que celle du porc. La demande de viande hachée a été forte et les ventes au détail de steak ont augmenté en volume mais pas en valeur, en lien avec l'augmentation significative de l'activité promotionnelle de certains détaillants pour écouler une marchandise habituellement prisée en restauration (cf. infra).



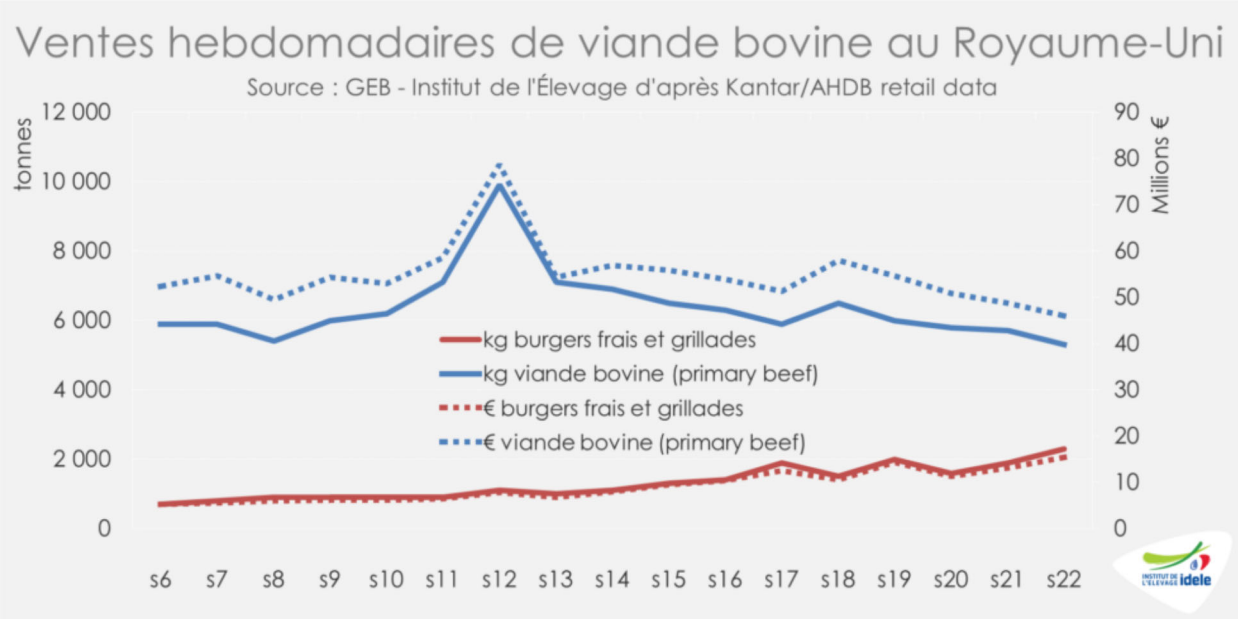
L'analyse d'*AHDB*, basée sur les ventes hebdomadaires au détail selon *Kantar*, suppose une fermeture complète du marché de la restauration commerciale (hors plats à emporter et livraisons), qui couvre environ 80% du secteur global de la RHD. De nombreux restaurants d'entreprises, cantines scolaires et autres collectivités sont également fermées, mais non inclus dans le calcul (avant le confinement, ce secteur représentant environ 12% de la demande en RHD). Cette analyse n'est pas un bilan à proprement parler et ne fait pas intervenir le commerce extérieur.

En attendant, en semaine 22, l'analyse hebdomadaire de *Kantar* montre que les achats de viande bovine dans les magasins de détail au Royaume-Uni progressent encore. Les ventes de *burgers* et de grillades de bœuf (produits uniquement réfrigérés, incluant d'autres protéines mais très majoritairement de la viande bovine) se sont accélérées et sont à nouveau en nette croissance en valeur (+71% /2019).



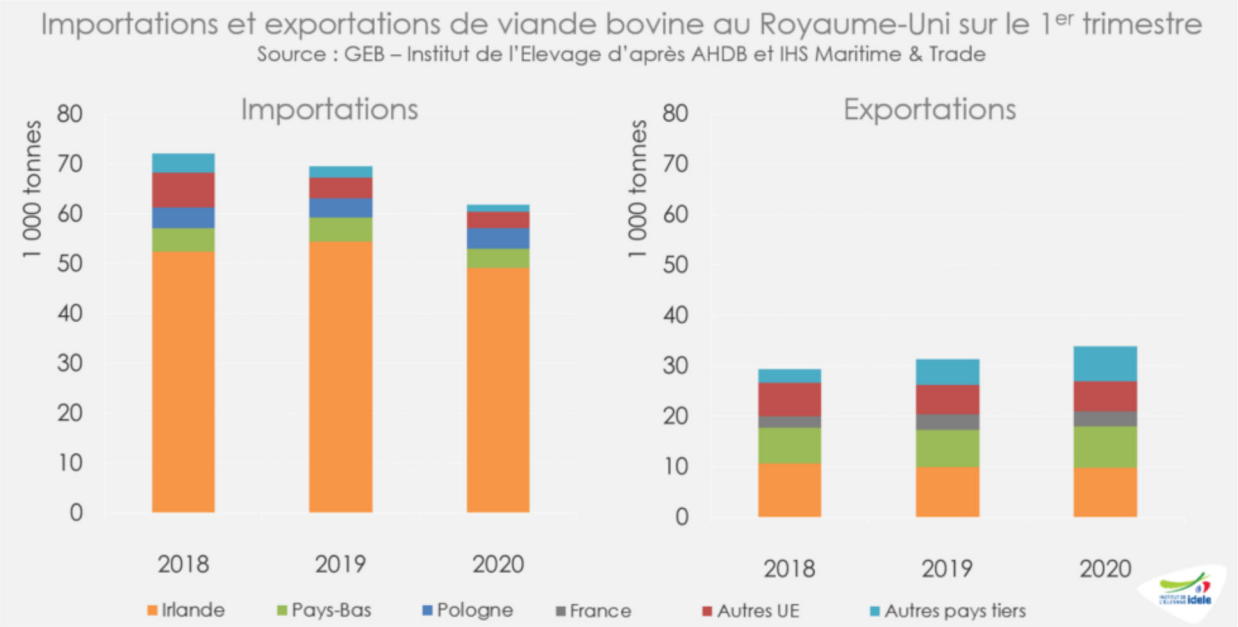
Au sein de la viande bovine (*primary beef*), les différents types de viande réfrigérées et congelées connaissent des fortunes diverses. En semaine 22, la croissance moyenne des ventes de ce type de produit (+19% /2019) était à nouveau inférieure au taux de croissance globale de ventes de produits alimentaires et de boissons (+29% /2019). Les ventes de viande à bouillir ont ralenti (+1% /2019) après 12 semaines de croissance à deux chiffres.

Les steaks (+20% /2019) prennent une part croissante des ventes en volume de cette catégorie de produits. Idem pour les rôtis (+28% /2019). D'après *AHDB*, les ventes de viande hachée pur bœuf ont de nouveau progressé (+11% /2019) pour représenter 56% des volumes de viande bovine (*primary beef*).



Plus d'export et moins d'import sur le 1er trimestre de 2020

En cumul sur le 1er trimestre 2020, les tendances observées tout au long de 2019 se confirment : les importations britanniques de viande bovine régressent quand les exportations progressent. Les importations qui ont globalement atteint 62 000 t (-11% /2019) ont diminué depuis l'Irlande (-10%), les Pays-Bas (-20%), mais ont progressé depuis la Pologne (+8%) et les exportations qui ont atteint 34 000 t (+8%) ont augmenté principalement vers les Pays-Bas (+12%) et les pays hors UE (+36%).



La tendance a cependant été un peu différente pour le seul mois de mars 2020, affecté par le début des mesures de restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Les exportations ont été stables par rapport à l'année dernière à 12 500 t quand les importations ont augmenté (+5% à 23 500 t), principalement depuis l'Irlande (+9% /2019 à 19 500 t) et la Pologne (+9% 1 500 t).

Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

Allemagne : le secteur viande fortement impacté par le Covid-19

Alors que le déconfinement partiel se poursuit, la demande des abattoirs en bovins est désormais plus ferme. Ainsi, l'ensemble des cours se redresse mais reste encore à de bas niveaux. En avril, la consommation de viande bovine s'était en partie reportée sur le commerce de détail. Depuis le déconfinement, le retour progressif de la restauration participe à fluidifier le marché. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les mauvaises conditions de vie des travailleurs détachés étrangers dans le secteur des viandes et conduit à une évolution de la réglementation.

Fin du travail détaché dans les abattoirs allemands au 1er janvier 2021

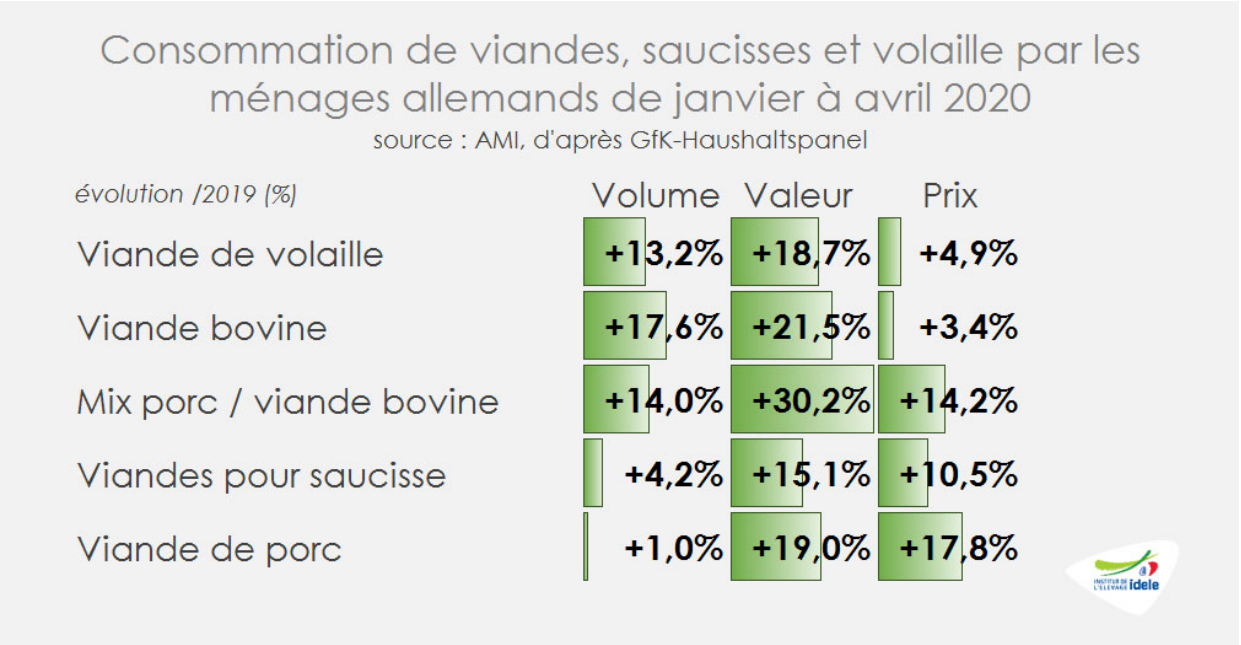
La pandémie de Covid-19 au sein des usines à viande se résorbe lentement. Néanmoins, la multiplication des cas début mai a mis en lumière les conditions de vie précaires et souvent indignes des travailleurs détachés étrangers. Le gouvernement allemand n'a eu d'autre choix que de réagir. Le 20 mai, ce dernier a renforcé l'encadrement du travail dans ses abattoirs, en interdisant les contrats de sous-traitance qui permettent de recourir massivement à des travailleurs détachés, d'Europe de l'Est notamment. Ainsi, le Ministre du Travail allemand a annoncé qu'à partir du 1er janvier 2021, l'abattage et la transformation de la viande ne pourront être effectués que par les salariés de l'entreprise. Selon le gouvernement, sur les 200 000 personnes travaillant actuellement dans l'industrie de la viande en Allemagne, entre 50% et 80% sont embauchées sous ce type de contrats. Le fonctionnement des abattoirs et surtout des unités de découpe devraient donc être prochainement chamboulé. En attendant, leur activité revient progressivement à la normale.

Comme ailleurs en Europe, les ventes au détail de viande ont progressé

Par rapport aux années précédentes, le comportement d'achat de viandes et saucisses a considérablement changé au cours des quatre premiers mois de 2020. La pandémie de Covid-19 a réduit la restauration à la portion congrue dès la mi-mars entraînant un report de consommation vers les commerces de détail.

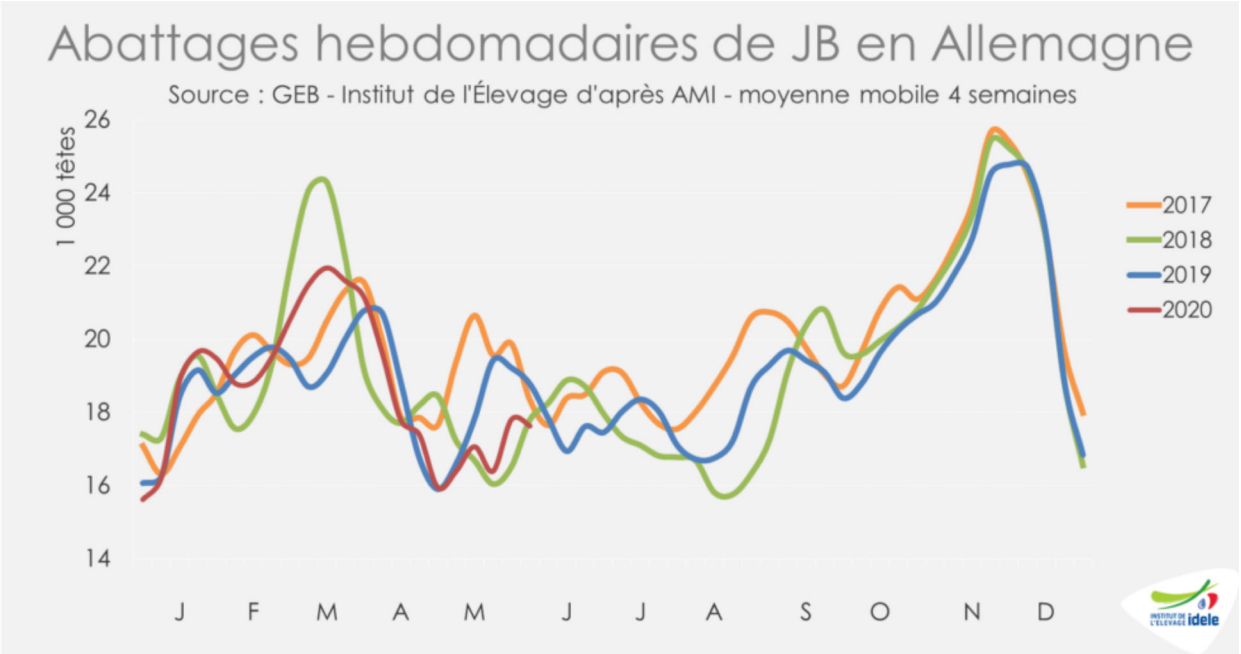
Ainsi, malgré la hausse généralisée des prix en Allemagne, les achats des ménages de viandes rouges, de saucisses et de volaille ont nettement progressé en cumul de janvier à avril 2020 (+7% /2019). Les hausse les plus significatives en volume ont concerné la viande bovine (+18% /2019), la volaille (+13%), ainsi que de la viande hachée mixte porc/bœuf (+14%). Même les ventes de porc ont augmenté en avril, après un 1er trimestre 2020 en retrait, en lien notamment avec la hausse des exportations vers la Chine touchée par la fièvre porcine africaine (FPA). En cumul sur quatre mois, la progression des ventes de porc reste limitée en volume (+1% /2019).

Sur le seul mois d'avril, les achats de viandes ont globalement augmenté de +19% /2019. Avec le déconfinement et la réouverture partielle de la RHD, les experts d'AMI estiment que ces hausses devraient être légèrement plus faibles en mai.

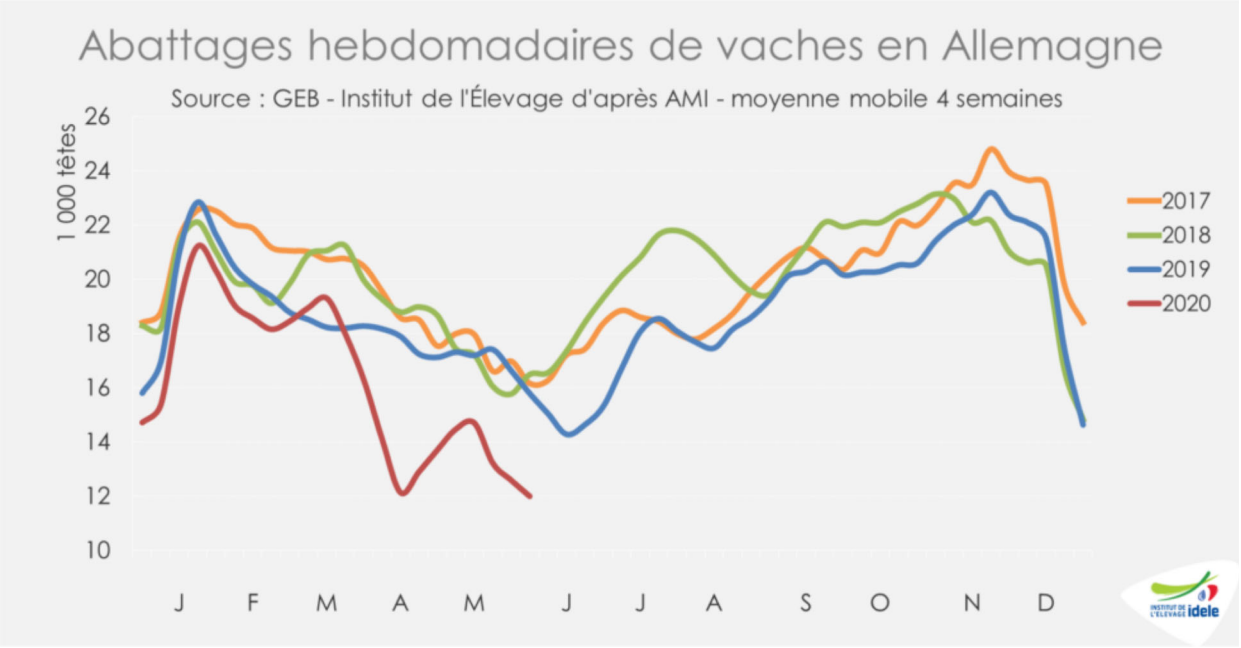


Demande plus ferme, mais dynamiques divergentes dans les abattages de mâles et de femelles

Sur les semaines 20 à 23, les abattages de gros bovins se sont redressés, mais restent nettement en retrait des années précédentes (-14% /2019 ; -14% /2018). Les dynamiques sont différentes entre les mâles et les femelles. En effet, sur la même période, les abattages de JB sont relativement plus dynamiques (-6% /2019 ; -1% /2018) en lien notamment avec la réouverture partielle et progressive de la restauration et le beau temps. Cette dynamique a néanmoins été perturbée par une demande plus faible ces derniers jours.



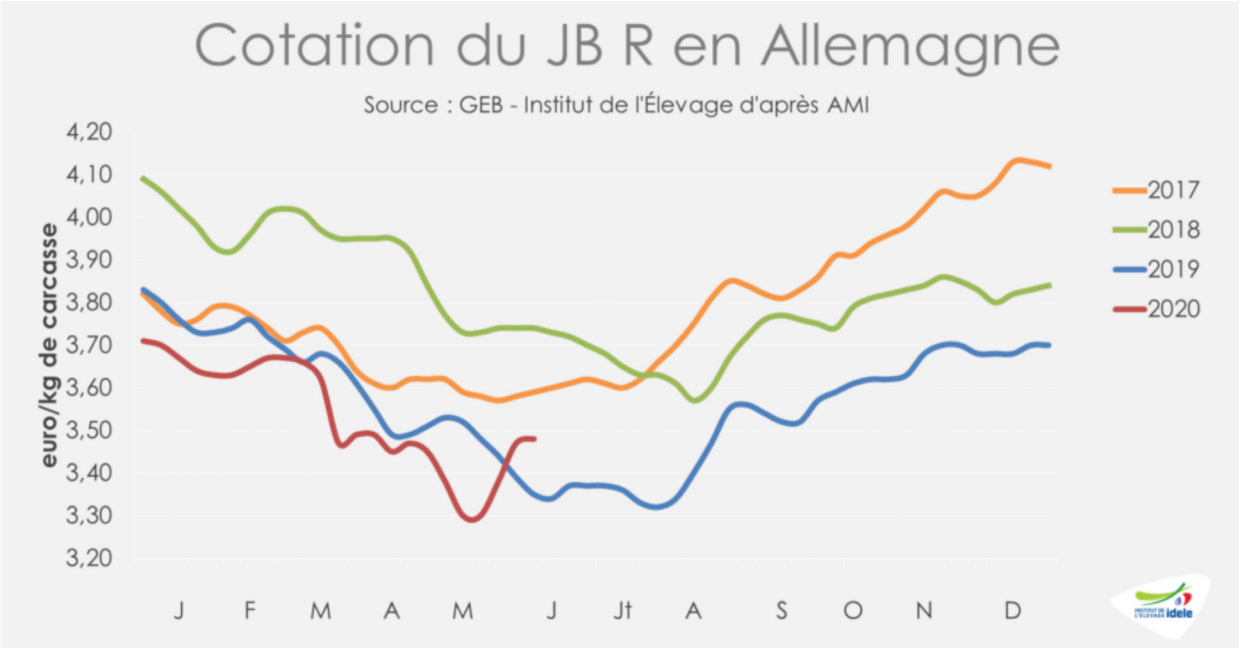
En parallèle, après un bref redressement fin avril, les abattages de vaches de réforme ont globalement reflué en mai. L'offre de femelles reste limitée : le marché des produits laitiers se porte mieux après les grosses craintes de mars et des 3 premières semaines d'avril. Sur les quatre dernières semaines, ceux-ci sont en retrait par rapport aux campagnes précédentes (-24% /2019 ; -27% /2018). L'offre en femelles limitée pourrait néanmoins prochainement s'étoffer.



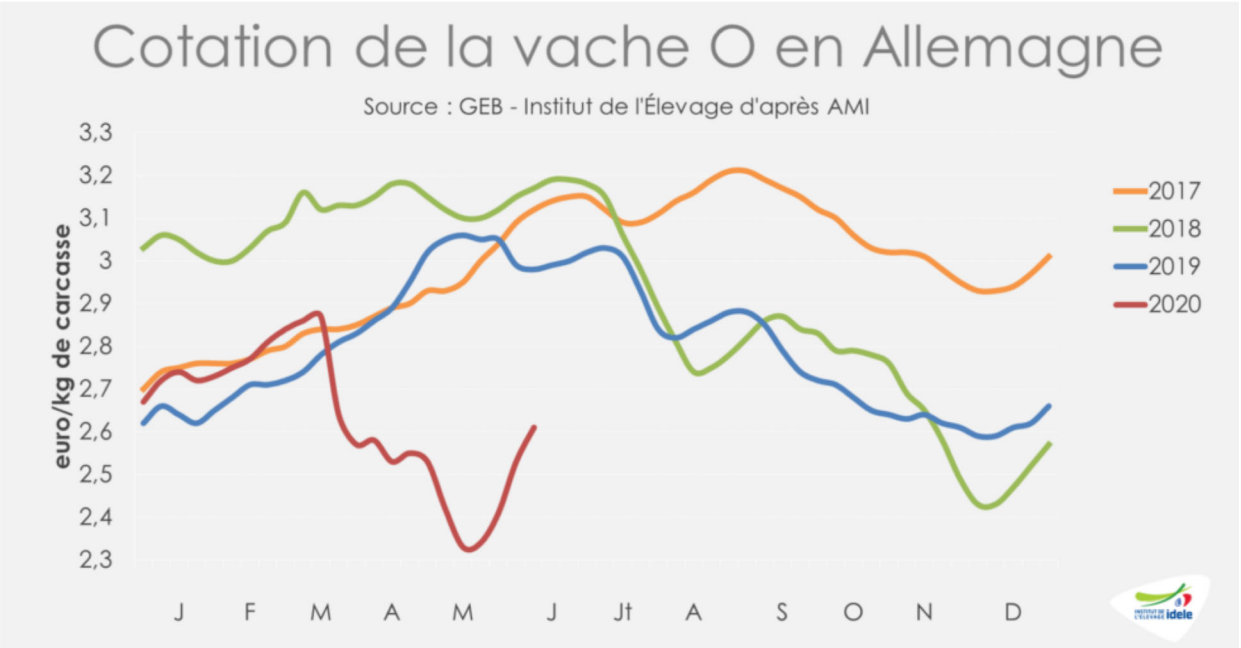
Du mieux sur les cours pour toutes les catégories

Avec le début du confinement en Allemagne mi-mars, les cours des jeunes bovins avaient entamé une baisse qui a duré tout au long des restrictions imposées par le gouvernement. Le cours JB R a ainsi perdu plus de 30 centimes à un plancher de 3,30 €/kg de carcasse mi-mai, en semaines 20 et 21. Comme ailleurs en Europe, cette baisse des cours s'expliquait alors par une demande plus faible en raison de la fermeture du secteur de la restauration, particulièrement importante pour la viande de jeunes mâles.

Sur la deuxième quinzaine de mai, en lien avec le déconfinement progressif appliqué dans les différents *Länder*, le marché est redevenu plus dynamique. Les réouvertures partielles de restaurants stimulent timidement la demande et les cours se redressent. En semaine 23, les cotations des JB sont en hausse plus limitée en lien avec la baisse de la demande des abattoirs dans certains Länder. Elles ont cependant repris 1 à 3 centimes en une semaine selon les conformations. Entre les semaines 19 et 23, elles ont ainsi repris entre 18 et 21 centimes. Le JB U atteint 3,55 €/kg de carcasse (+4% /2019 ; -7% / 2018) et le JB R 3,48 €/kg (+4% /2019 et -7% /2018). Le JB O cote 3,26 €/kg de carcasse (+2% /2019 ; -8% / 2018).



Comme pour les mâles, le marché des femelles s'est dégradé à partir de la mi-mars pour des raisons similaires. Mais la chute a été plus lourde, les cotations perdant jusqu'à 55 centimes d'euros pour certaines conformations au plus profond de la crise. Depuis la mi-mai, le marché est plus dynamique, les femelles bénéficiant, mais dans une moindre mesure, de la réouverture partielle de la restauration. Ainsi, la cotation de la vache O a repris 8 centimes en une semaine et 28 centimes en quatre semaines pour atteindre 2,61 €/kg de carcasse (-12% /2019, -18% /2018) en semaine 23. Cependant, c'est encore 26 centimes de moins (-9%) qu'avant le début de la crise.



Si les mesures de déconfinement se poursuivent, les experts d'*AMI* estiment que les marchés devraient poursuivre leur redressement tout au long du mois de juin.

Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

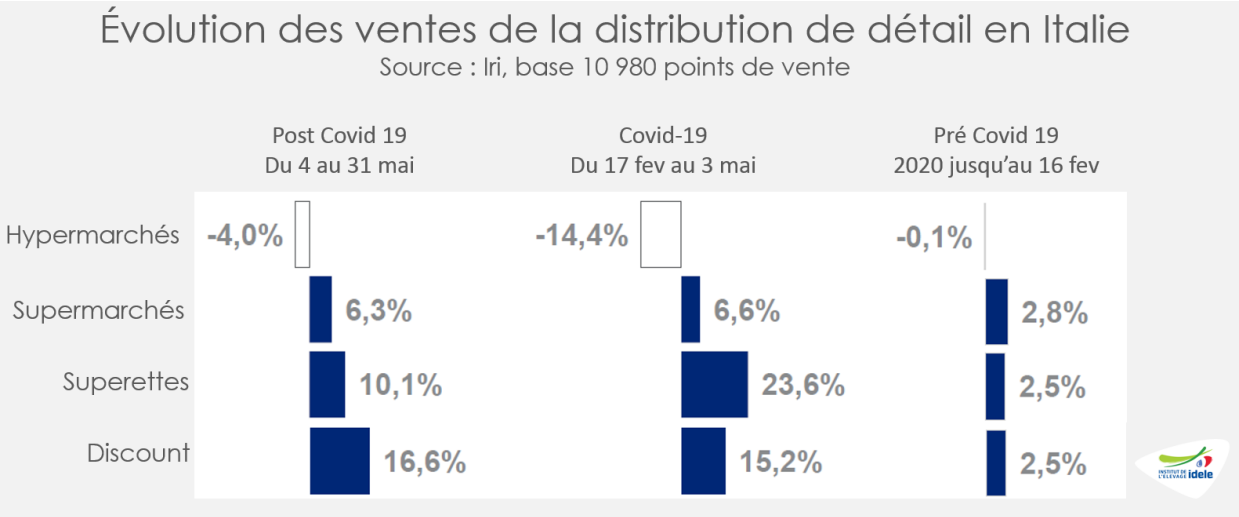
ITALIE : Plus de pression des importations

En Italie, la fermeture des restaurants début mars a comme ailleurs provoqué un report de consommation vers les commerces de détail, privilégiant dans un premier temps la viande italienne ainsi que la viande française qui arrivait en complément. Mais assez vite, les autres viandes importées se sont fait leur place également, engendrant plus de pression sur les prix. A l'heure du déconfinement et de la réouverture des restaurants, la filière reprend espoir, avec toutefois la crainte que la consommation de viande bovine soit limitée par le pouvoir d'achat des ménages.

Les achats des ménages en hausse

En Italie, 34% des dépenses alimentaires, hors boissons alcoolisée, se font en dehors du domicile, contre 29% en France. La fermeture des restaurants et des cantines était donc un enjeu de taille pour les filières alimentaires. Les enseignes de GMS notamment ont fortement accru leurs ventes pendant la période et cette hausse se poursuit dans la période de déconfinement progressif. Le discount et les supérettes sont les deux segments à en profiter le plus, avec respectivement (+17% et +10% de chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019).

Les ventes des supermarchés sont toujours à +6%. Comme en France, les ventes des hypermarchés ont beaucoup reculé (-14%dans la période de confinement et -4% dans la période de déconfinement).

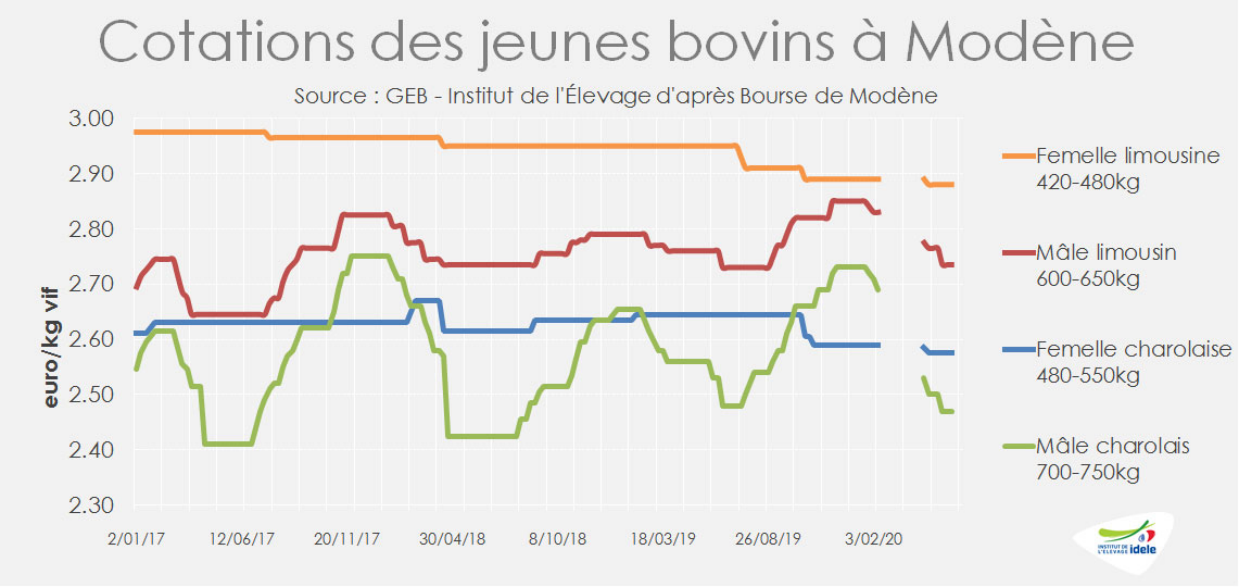


Les achats de viandes bovines par les ménages selon le panel Nielsen-ISMEA étaient en hausse de 16% sur la période finissant le 23 mars et de 13% sur la période suivante (fin le 19 avril). Comme en France, la viande de veau a souffert de la crise, moins mise en avant dans les GMS et moins recherchée par les consommateurs qui allaient à l'essentiel pour leurs achats hebdomadaires. Au sein de l'univers des viandes bovines, les jeunes bovins mâles et femelles s'en sont donc plutôt bien sortis.

Les prix sous la pression d'une offre européenne en hausse

La hausse des ventes de viande bovine dans les boucheries et GMS pendant le confinement n'a pas permis de compenser l'intégralité de la valeur perdue sur les déhanchés, les peaux et les abats. Les GMS ont demandé davantage de catégoriel et moins de quartiers entiers. La viande française a naturellement trouvé sa place au début du confinement, en complément de l'offre italienne. Puis face à la demande des supermarchés pour plus de catégoriel, les viandes irlandaises, allemandes et polonaises, fortement dépréciées, ont fini par réussir à se positionner. Des filets origine Pologne ont été repérés dans un supermarché en Italie du Nord au prix de 11,90 €/kg début juin.

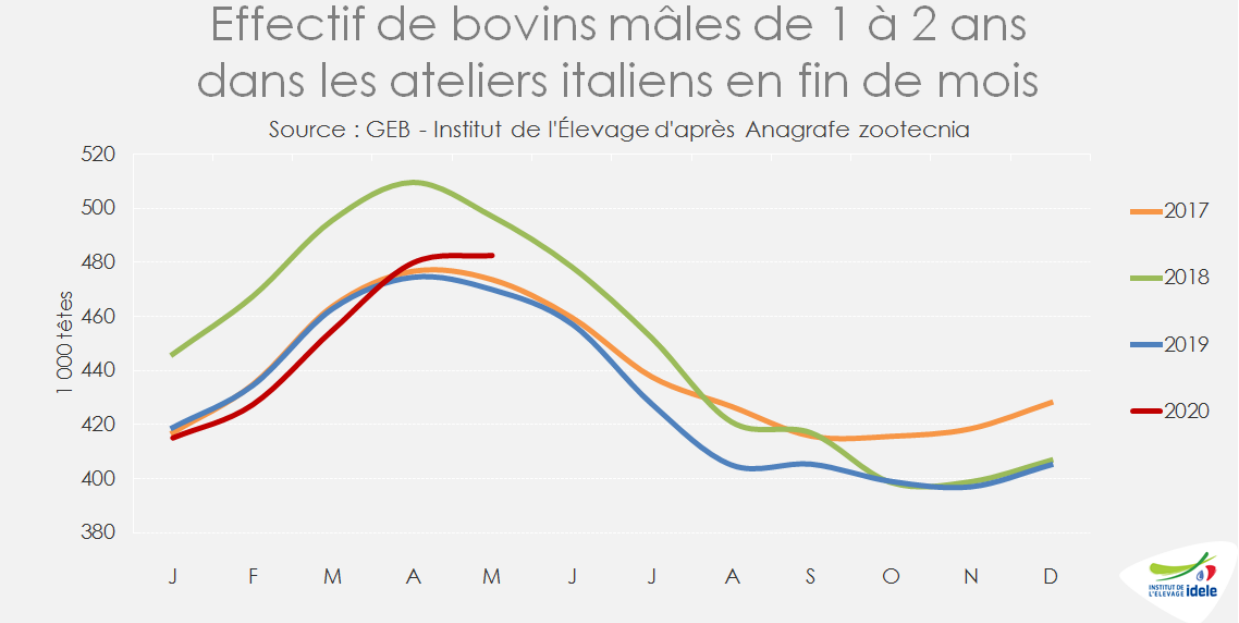
Les cotations des mâles finis à Modène ont enregistré leur baisse saisonnière, mais restent à des niveaux comparables à ceux des années précédentes. Celle du Charolais de 700-750 kg a perdu 22 centimes en 16 semaines, à 2,47 €/kg vif le 8 juin (-2% /2019 et +2% /2018). Le Limousin de 600-650 kg a perdu 10 centimes à 2,74 €/kg (-1% /2019 et = /2018). Les cotations des femelles continuent de s'effriter lentement, sans doute en lien avec la hausse de production de ces dernières années face à une demande qui semble à présent plafonner. La Charolaise cotait 2,58 €/kg le 8 juin (-3% /2019 et -2% /2018) et la Limousine 2,88 €/kg (-2% /2019 et 2018).



Hausse des effectifs de mâles en BDNI et retards de sorties

Au 31 mai, la BDNI italienne dénombrait 483 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 13 000 de plus qu'un an plus tôt, alors que ce même effectif était encore en baisse au 31 mars dernier (-8 000 têtes /2019) et que la catégorie d'âge inférieur ne donnait pas de signe de hausse. Ceci indique de possibles retards de sorties et témoigne d'un marché italien moins

fluide qu'en mars lorsque la mise en place du confinement avait accéléré les sorties pour fournir les enseignes de GMS dont la demande se porte en premier lieu sur la viande italienne de jeunes bovins mâles et femelles.



Les femelles de 1 à 2 ans étaient elles aussi plus nombreuses fin mai (+7 000 têtes). Mais il n'est pas possible dans ces données mensuelles de distinguer les femelles à l'engraissement des femelles de renouvellement, laitières inclues.

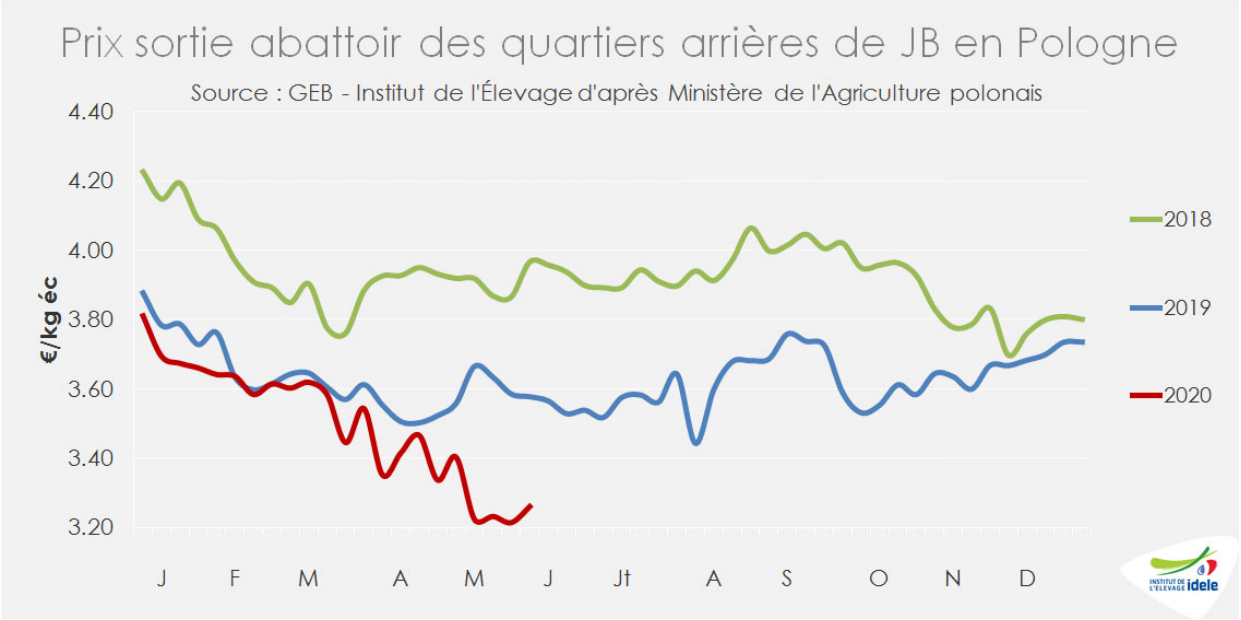
Les femelles de plus de 28 mois, pour l'essentiel des vaches, enregistraient une forte hausse fin mai (+30 000 têtes /2019, contre +11 000 têtes au 29 février). Ceci est dû au très fort ralentissement des abattages de vaches de réforme pendant le confinement en raison de la fermeture des fast-foods, principal débouché pour la viande de vache en Italie, mais aussi de la forte baisse de la demande en France pour les viandes européennes valorisées essentiellement en RHD.

Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

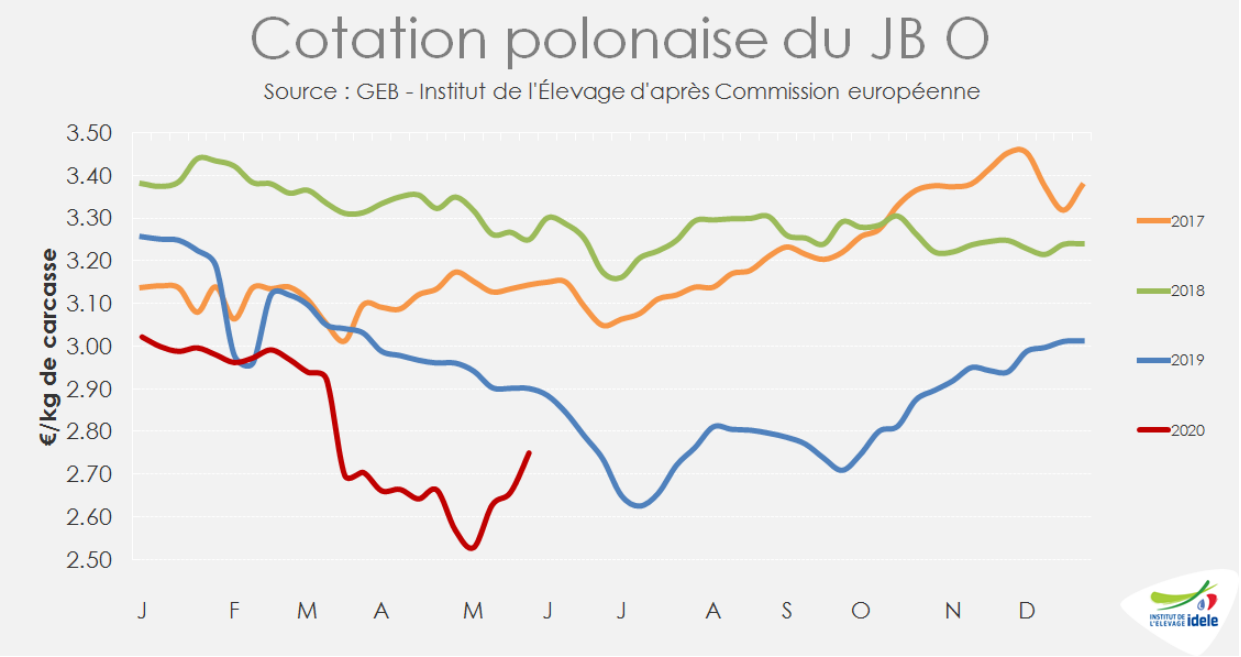
POLOGNE : Les prix rebondissent enfin

La Pologne, qui exporte chaque année entre 80 et 90% de sa production de viande bovine, essentiellement sur le segment de la RHD, a durement subi la fermeture des restaurants presque partout en Europe. La filière reprend espoir début juin avec la réouverture progressive des restaurants et le début de la saison des barbecues.

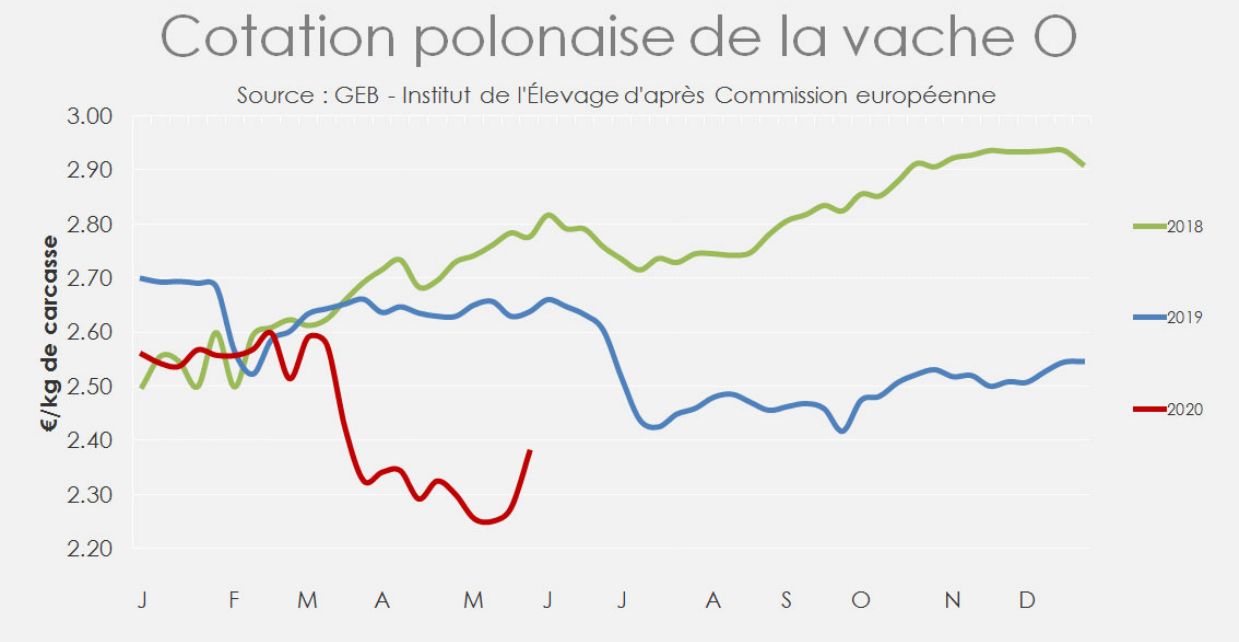
Alors que le prix de la viande bovine polonaise avait déjà été mis à mal par plusieurs scandales sanitaires en 2019, il a décroché à partir de la mi-mars 2020 lorsque presque tous les pays européens ont décidé de confiner leur population pour lutter contre la propagation du coronavirus et que la filière polonaise perdait son principal débouché. En moyenne sur le mois de mai, les prix des arrières de jeunes bovins polonais sortie abattoir sont tombés à 3,23 €/kg (-11% /2019 ; -17% / 2018). Ces très bas prix ont ainsi permis à certains muscles de pénétrer les supermarchés italiens (cf. article Italie).



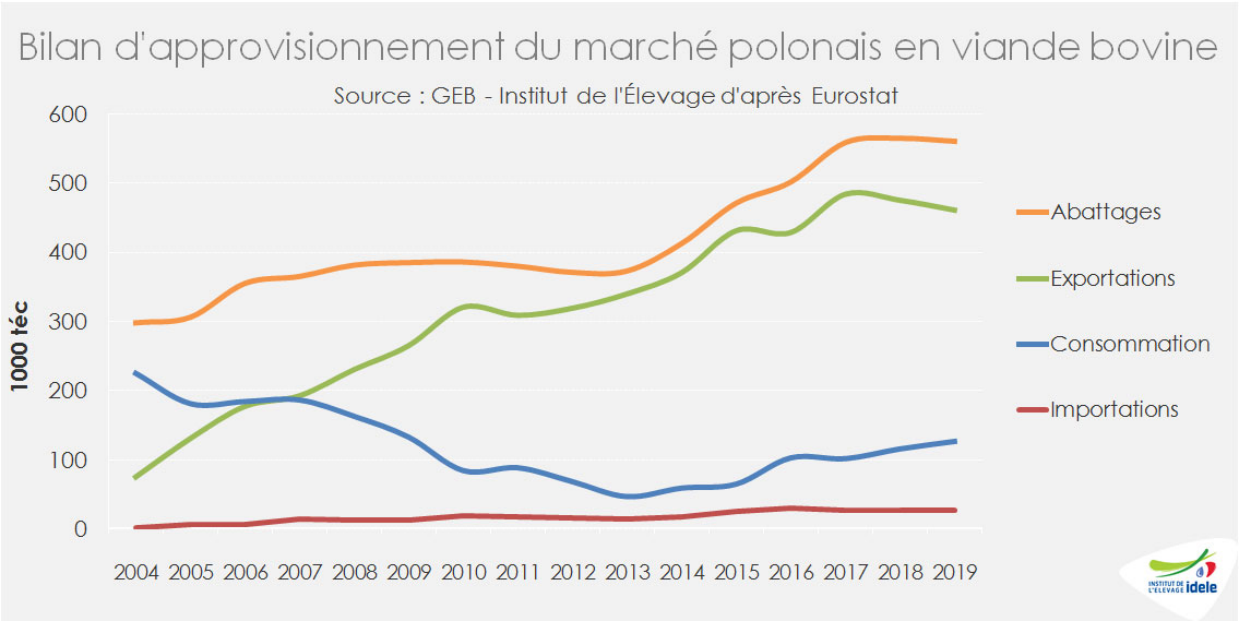
Les difficultés à valoriser la viande avaient été anticipées par les abatteurs qui ont baissé leurs prix d'achat dès l'annonce de la fermeture des restaurants en Italie. En 8 semaines, entre mi-mars et début-mai, la cotation du JB O polonais entrée abattoir a perdu 40 centimes/kg de carcasse, avant de reprendre 22 centimes en 3 semaines à 2,75 €/kg de carcasse fin mai (-9% /2019 et -19% /2018).



Les vaches de réforme, destinées principalement à la fabrication de burgers pour les fast-foods ont été les plus durement touchées par la chute de la demande. La cotation de la vache O polonaise est tombée au plus bas à 2,25 €/kg de carcasse avant de se relever fin mai à 2,38 €/kg (-15% /2019 et -24% /2020).



Durant la période de confinement, la filière bovine polonaise a bien essayé de stimuler la consommation nationale de bœuf à travers des campagnes de communication et des promotions. Mais les Polonais n'ont pas l'habitude de cuisiner cette viande à la maison. Si la consommation polonaise réaugmentait ces dernières années, c'était à travers la restauration, en steak house et en fast-food. L'arrivée de la saison des barbecues et la réouverture des restaurants donnent toutefois quelques espoirs à la filière.



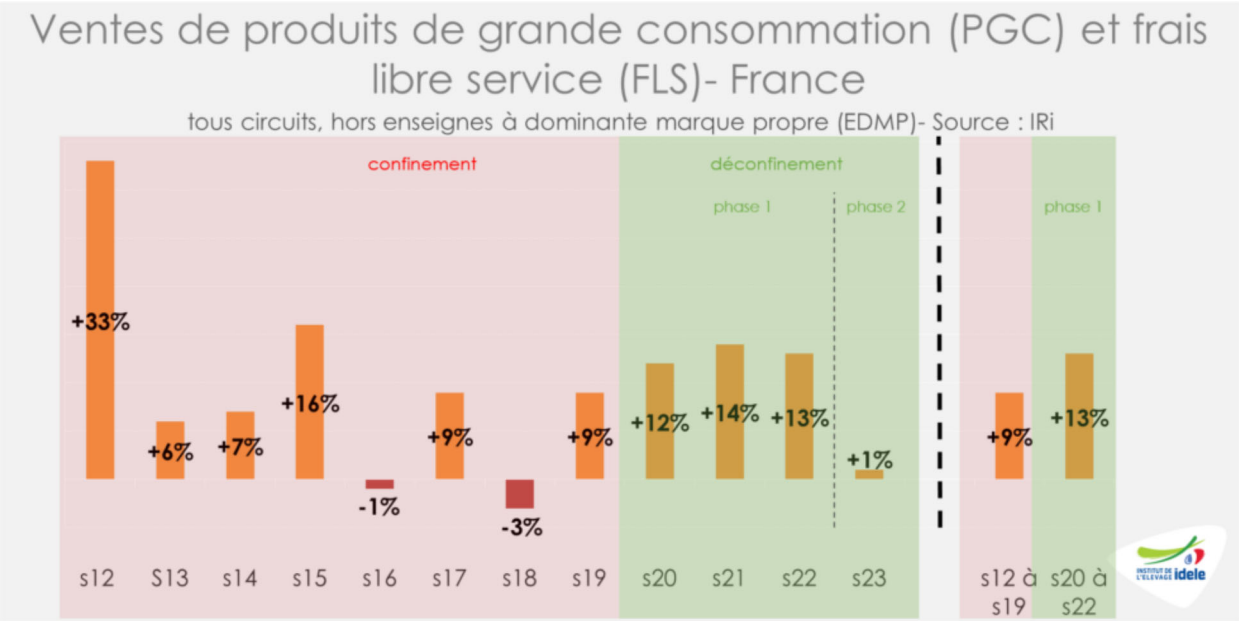
Les Polonais sont les plus gros contributeurs en volumes au stockage privé subventionné par la Commission européenne, avec 442 tonnes sur les 1 465 tonnes notifiées en tout. Ces volumes restent faibles au regard de ce qui avait été prévu (25 ktéc). La mesure concerne les quartiers arrières de bovins de plus de 8 mois, de conformation O ou plus, sans distinction de catégorie. Chaque entreprise à la possibilité de stocker la viande pendant 90, 120 ou 150 jours. Cette aide au stockage est ouverte depuis le 7 mai.

Sur les 2 premiers mois de l'année, avant le confinement généralisé en Europe, la Pologne avait exporté 76 000 téc de viande bovine (+11% /2019 et +6% /2018), dont 49 000 téc de viande réfrigérée, 21 000 téc de viande congelée et 6 000 téc de viande transformée. Avec 14 000 téc de viande réfrigérée (+18% /2019 et +14% /2018), l'Italie était toujours le premier client de la viande polonaise, devant l'Allemagne avec 9 000 téc (+18% /2019 et +21% /2018).

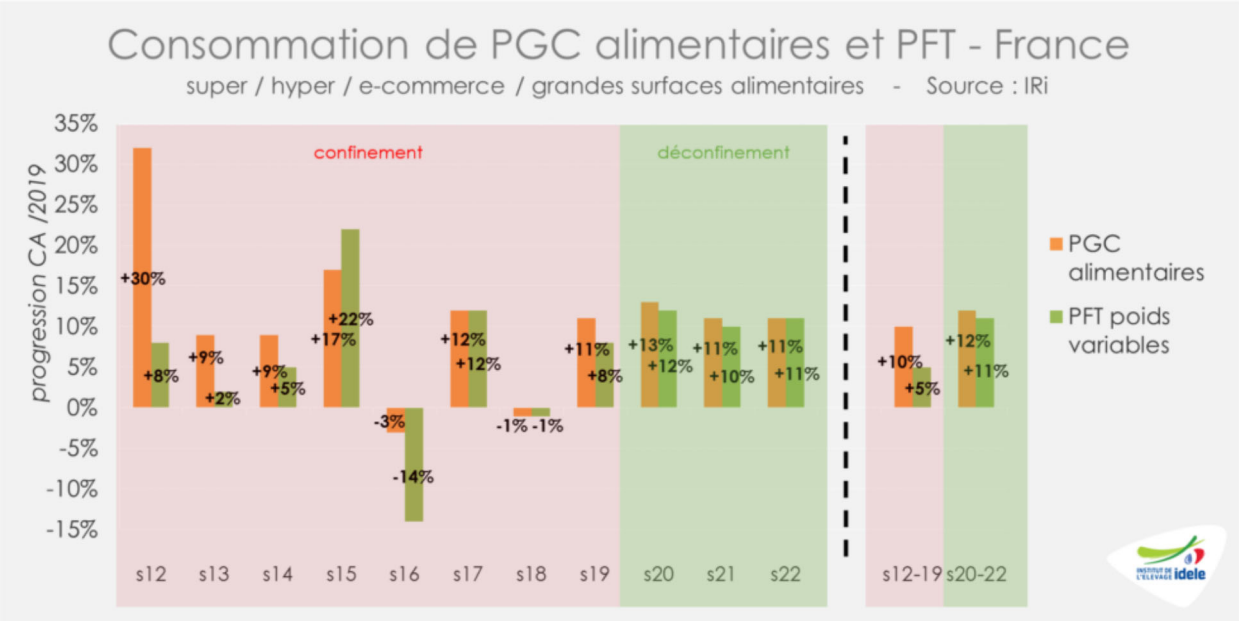
Viandes bovines » Gros bovins » France »

Les ventes en GMS soutenues en phase 1 du déconfinement

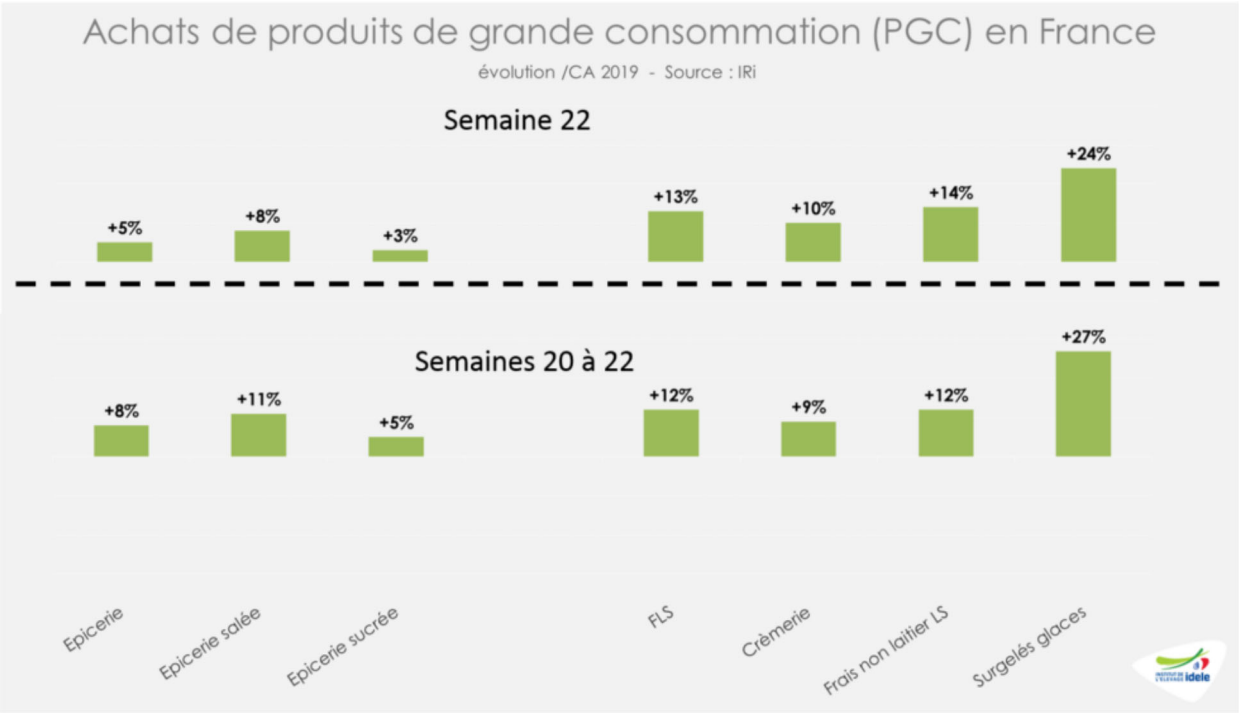
Depuis l'entrée en vigueur de la phase 1 du plan de déconfinement progressif le 11 mai dernier, les ventes de produits de grande consommation (PGC) sont restés soutenues en GMS. Cette phase 1 était partielle : l'activité de la RHD était ainsi toujours limitée malgré le développement des ventes à emporter et livraisons. En semaine 23, qui compte un jour ouvré de moins qu'en 2019, le déconfinement est entrée en phase 2 : la réouverture progressive de la RHD limite partiellement la progression de la vente au détail.



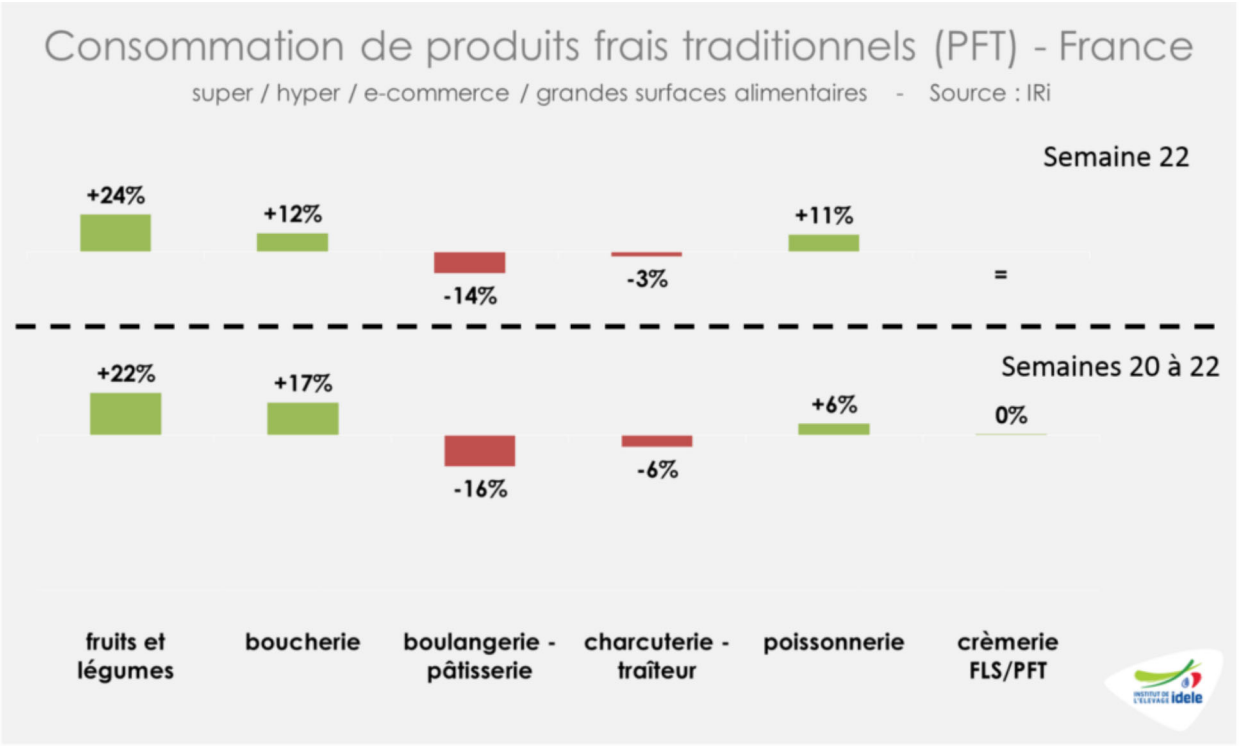
Sur les 3 premières semaines du déconfinement (phase 1), les ventes de PGC sont restées en hausse significative (+13% /2019). Les ventes de PGC alimentaires (+12% /2019) comme de produits frais traditionnels (PFT) (+11% /2019) ont enregistré une hausse marquée d'après l'*IRi*.



Les ventes de surgelés (dont les viandes congelées) enregistrent une progression élevée (+27% /2019). Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) sont en hausse plus modérée (+12% /2019). La météo clémente dans la majeure partie du pays participe à ces hausses.

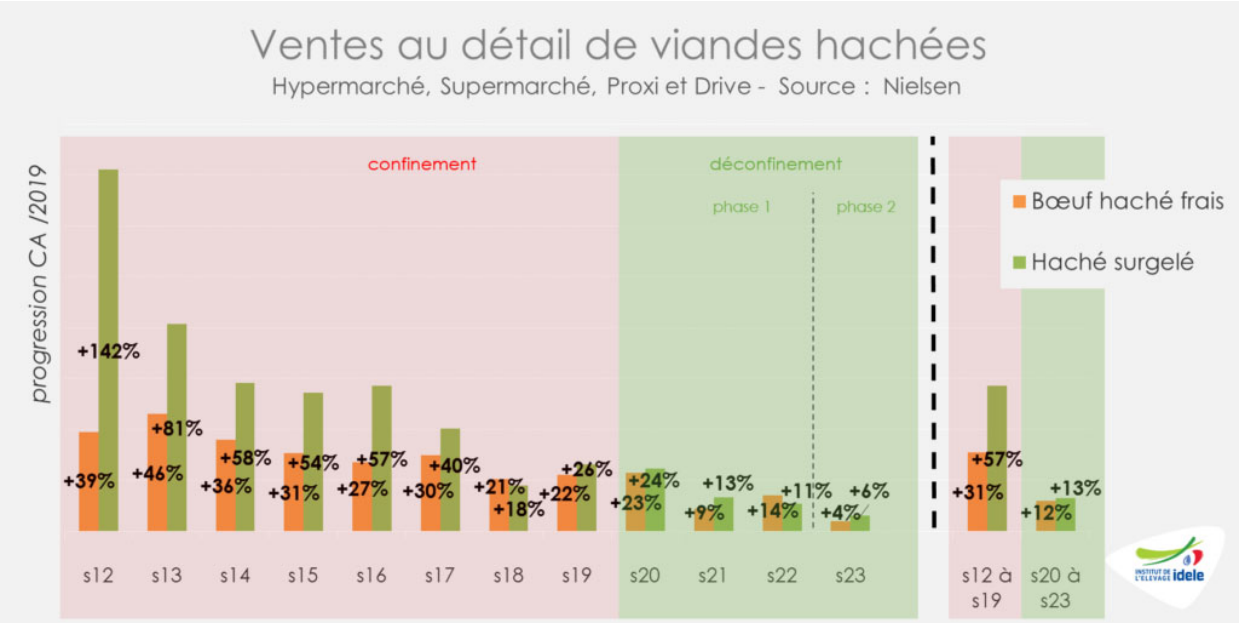


Comme lors du confinement, et alors que la phase 1 du déconfinement n'a pas fondamentalement modifié les possibilités offertes aux consommateurs, la progression des ventes de PFT reste portée par les rayons fruits et légumes et boucherie. Les achats au sein du rayon boucherie sont restés en hausse (+17% /2019).



Lors du confinement, la progression des ventes de hachés en GMS a été importante. Initialement sous forme surgelée notamment pour constituer des stocks de sécurité et de façon continue sous forme réfrigérée. Sur l'ensemble du confinement, d'après les données de l'institut *Nielsen*, les ventes de haché surgelé (toutes espèces) ont ainsi progressé de 57% /2019 quand les ventes de viande bovine hachée réfrigérée ont augmenté de +31% /2019.

Depuis le déconfinement (en phase 1), le rythme de croissance des ventes de hachés est plus faible mais reste important. En semaine 22, les ventes de viande bovine hachée réfrigérée (+14% /2019) comme celles de haché surgelé (+11% /2019) connaissaient encore une progression à deux chiffres, d'après *Nielsen*. En semaine 23, qui compte un jour ouvré en moins en 2020, les niveaux de croissance ont été plus faibles (+4% /2019 pour le boeuf haché frais et +6% pour le haché surgelé). Cette première semaine de la phase 2 du déconfinement a vu notamment la réouverture partielle de la RHD, notamment en « zone verte ».



Côté prix, l'*IRi* montre que l'évolution des prix en mai (P5) reste modérée par rapport au mois précédent (-0,21% /P4) et qu'elle est quasi nulle sur un an (-0,02% /2019). Tous circuits GMS :

- l'évolution des prix à un mois est négative pour les produits frais LS non laitiers à poids fixe (-0,15%) comme pour les surgelés et glaces (-0,25%).
- L'inflation à un an est cependant positive pour les produits frais LS non laitiers à poids fixe (+2,35%), mais pas pour les surgelés et glaces (-0,13%).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi EGALIM, l'*IRi* suit plusieurs produits dans les catégories alimentaires, dont certaines viandes. Dénommée « scope EGA », cette catégorie regroupe 225 produits gencodés (Le *gencod* est un système de codification des produits qui permet d'identifier le produit et sa provenance. Le code *gencod* est repris sur les codes-barres.) à poids fixe dans les rayons épicerie, liquides et produits libre-service. En mai, l'évolution des prix de ces produits était globalement à nouveau négative.

L'inflation en avril sur les catégories alimentaires « Scope EGA »*

*Inflation à 1 mois (en %) - *Calculé sur 225 catégories alimentaires gencodées poids fixe*

Source : IRi

	Tous circuits	Hypers	Supers	EDMP / Hard Discount	Proxi	Drive GSA
Tous produits	**-0,18**	**-0,41**	**-0,09**	**-0,41**	**+0,02**	**-0,24**
Marques nationales (MN)	-0,24	-0,49	-0,132	-0,55	=	-0,44
Marque de distributeurs (MDD)	-0,06	-0,20	-0,03	-0,26	+0,07	+0,10
Produits premiers prix (PPX)	+0,05	+0,13	+0,14	-0,42	-0,10	0,65

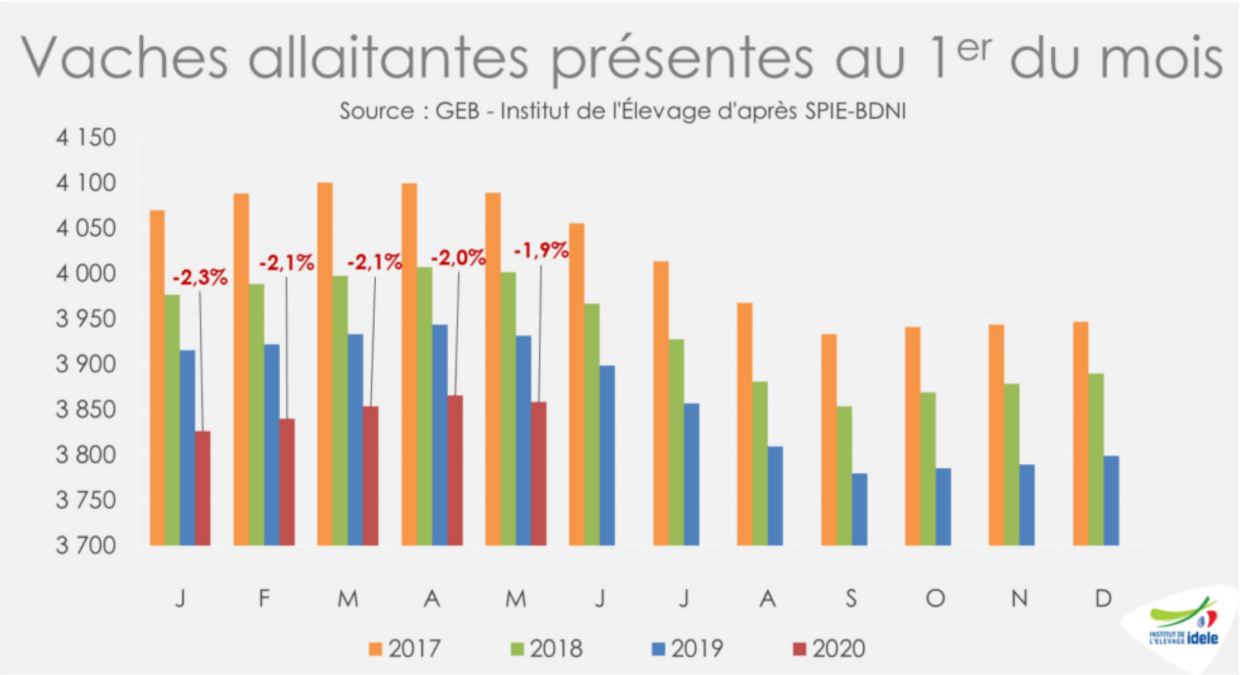
Viandes bovines » Gros bovins » France »

Les cotations progressent en femelles mais restent au plancher pour les JB

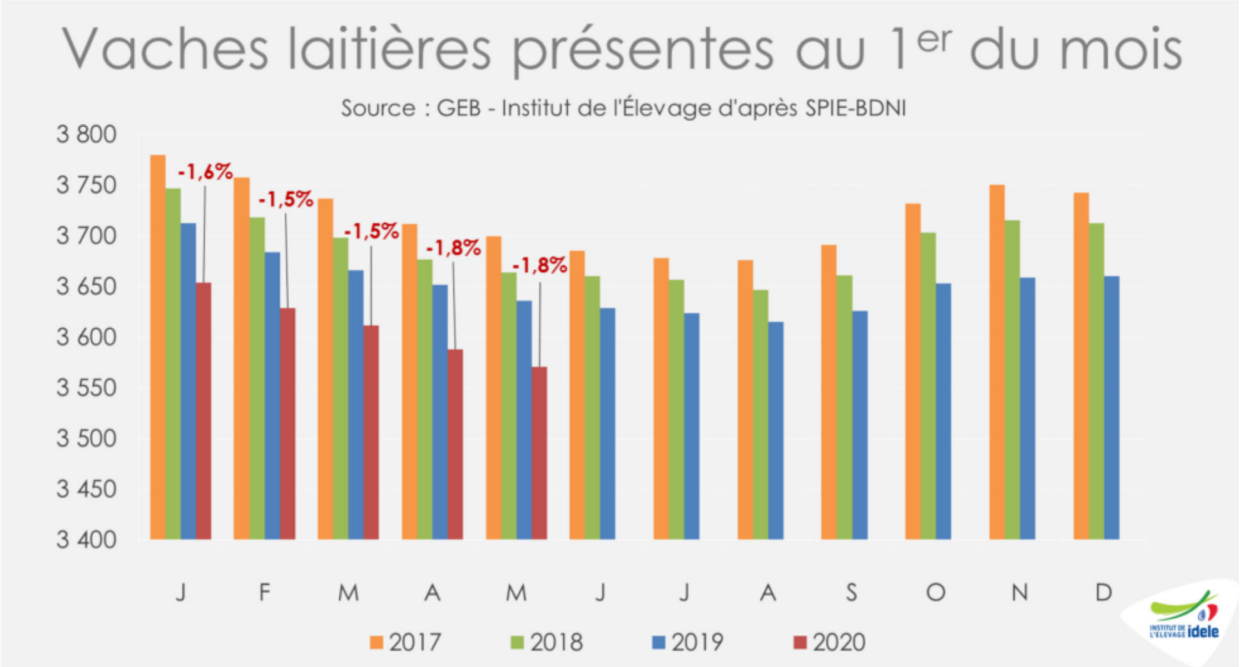
La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement ont perturbé les marchés. Les prix ont été sous pression. S'ils se redressent significativement à présent pour les femelles, ce n'est pas encore le cas pour les JB pour lesquels le retard d'abattage n'est pas encore résorbé. Le début du confinement a également entraîné un effondrement des importations réduisant la part de viande importée dans le disponible consommable.

Des effectifs de vaches laitières en retrait en mai

Au 1er mai 2020, le cheptel de vaches allaitantes comptait 73 000 têtes de moins qu'un an auparavant à 3,858 millions de têtes (-1,9% /2019 contre -2,3% le 1er mars 2020, avant les mesures de confinement). Le rythme de décapitalisation s'est donc légèrement réduit mais reste élevé. Même constat pour les femelles allaitantes de 24 à 36 mois : leur effectif national était en retrait de -71 000 têtes (-6,5% /2019) au 1er mai contre -85 000 têtes au 1er mars (-7,8% /2019).



Avec le début du confinement, l'évolution du cheptel laitier a été différente, sans doute en lien avec les craintes de baisse de prix du lait et les mesures mises en œuvre pour réduire la production. Le recul des effectifs atteignait -65 000 vaches au 1er mai 2020 (-1,8% /2019) contre -55 000 têtes deux mois auparavant (-1,5% /2019 au 1er mars 2020). En revanche, le déficit de jeunes femelles laitières, âgées de 24 à 36 mois s'est réduit (-54 000 têtes ou -4,7% /2019 au 1er mai 2020 contre -64 000 têtes ou -5,5% /2019 au 1er mars 2020).



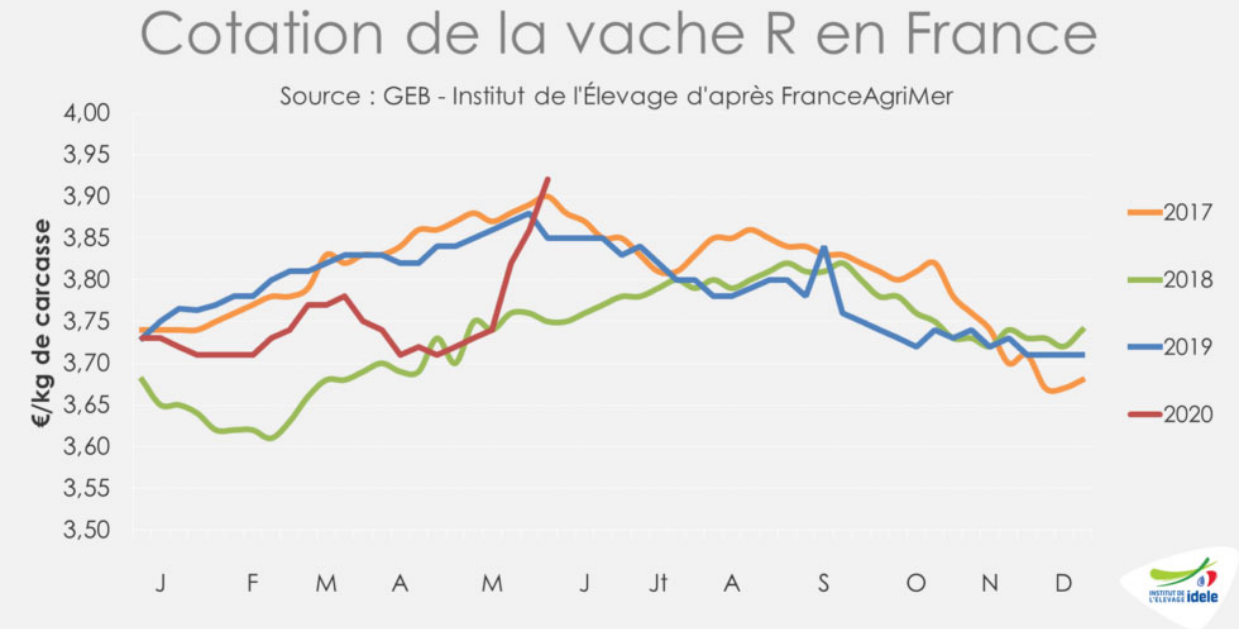
Les abattages de vaches allaitantes en hausse depuis le début du déconfinement

Pendant le confinement, la filière bovine française a fait face à des changements profonds : RHD quasiment à l'arrêt, progression de la vente au détail, notamment de haché, bouleversement de la gestion de l'équilibre carcasse. Depuis la fin du confinement le 11 mai, les ventes au détail sont restées dynamiques et la RHD est restée amputée de la majeure partie de son activité jusqu'en fin de semaine 22. La phase 2 du déconfinement entrée en vigueur le mardi 2 juin entrane la réouverture d'une partie de la restauration qui ne pouvait pratiquer jusque-là que la vente à emporter ou la livraison.

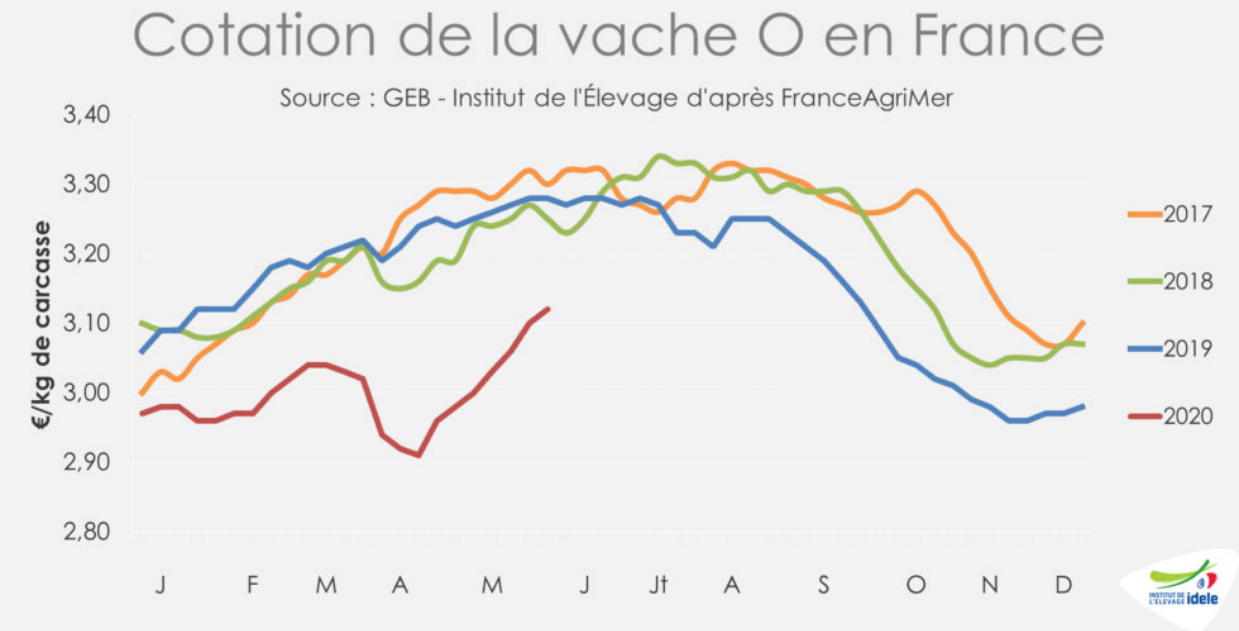
L'analyse de la seule semaine 23 est cependant difficile car elle a compté un jour férié en 2020 mais pas en 2019. En attendant, depuis le début du déconfinement, l'indicateur hebdomadaire de *Normabev* montre que les abattages de gros bovins restent en léger retrait en têtes (-2% /2019), mais sont stables en tonnage (= /2019). Entre les semaines 19 et 23, les abattages de réformes allaitantes ont même sensiblement progressé en têtes (+1% /2019), comme en tonnage (+3% /2019). Ce n'est pas le cas pour les abattages de vaches laitières. Ceux-ci sont en retrait en têtes (-3% /2019) et en tonnage (-2%).

Les cours des réformes progressent

En semaine 23, quatrième semaine de déconfinement partiel, les cotations des réformes ont toutes poursuivi leur remontée. La cotation la vache U a repris 1 centime en une semaine et 10 centimes depuis la fin du confinement. Elle s'établit à 4,48 €/kg de carcasse (+3% /2019 et +4% /2018). Le cours de la vache R a lui repris 6 centimes en une semaine et 19 centimes depuis la fin du confinement, à 3,92 €/kg éc (+2% /2019 et +5% /2018). Il n'avait plus atteint un niveau pareil depuis novembre 2015. Il reste cependant loin du record de la décennie 2010 : 4,63 €/kg éc mi-2013, marquée par une pénurie d'offre sur le marché non seulement en France mais aussi chez nos voisins européens, occupés à recapitaliser leurs troupeaux laitiers.

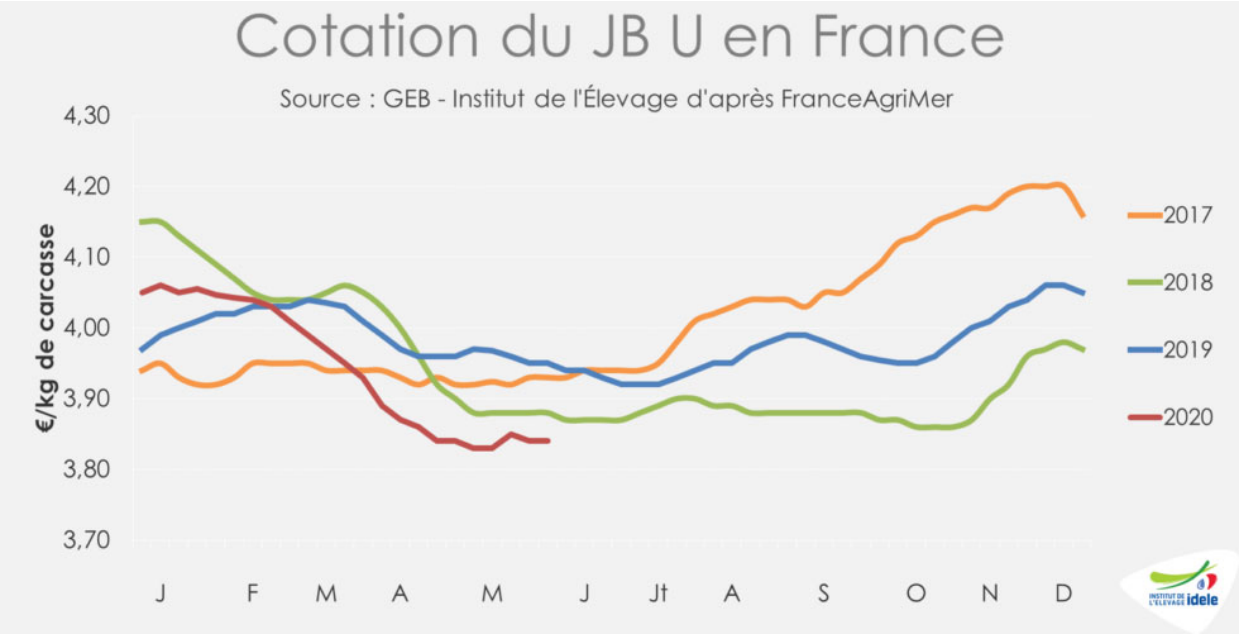


Les cours des vaches les moins conformées progressent également, mais restent encore loin des niveaux des années passées. Si les cotations des vaches O et P se sont respectivement appréciées de 12 et 14 centimes depuis la semaine 19, elles restent inférieures aux années précédentes. La cotation de la vache O atteint 3,12 €/kg éc (-5% /2019 et -4% /2018) et celle de la vache P 2,89 €/kg éc (-2% /2019 et -73 /2018) en semaine 23.

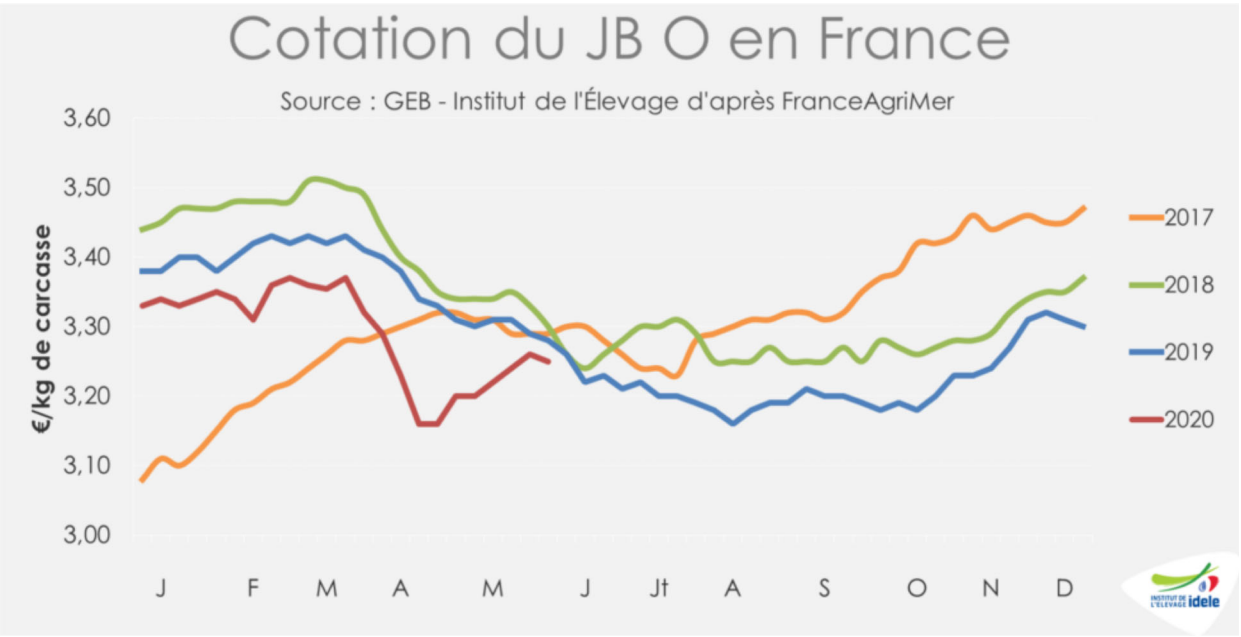


Les cotations des jeunes bovins restent au plancher

Les cotations des jeunes bovins ont accusé une forte baisse saisonnière, en réponse à un marché européen du JB extrêmement disputé en raison de la fermeture des restaurants dans la plupart des pays d'Europe. Entre début mars et début juin, la cotation du JB U a perdu 15 centimes/kg de carcasse pour tomber à 3,84 €/kg (-3% /2019 et -1% /2018). Celle du JB R a perdu également 15 centimes, à 3,68 €/kg (-2% /2019 et -1% /2018).



Entre mi-mars et mi-avril, la cotation du JB O s'est effondrée de 21 centimes en raison notamment de la fermeture des *fast-foods* et de la difficulté à retenir ce type d'animaux en ferme. Puis les perspectives de réouverture des *McDonald's* lui ont permis de regagner quelques centimes. Le JB O cotait 3,25 €/kg début juin (-1% /2019 et -2% /2018).

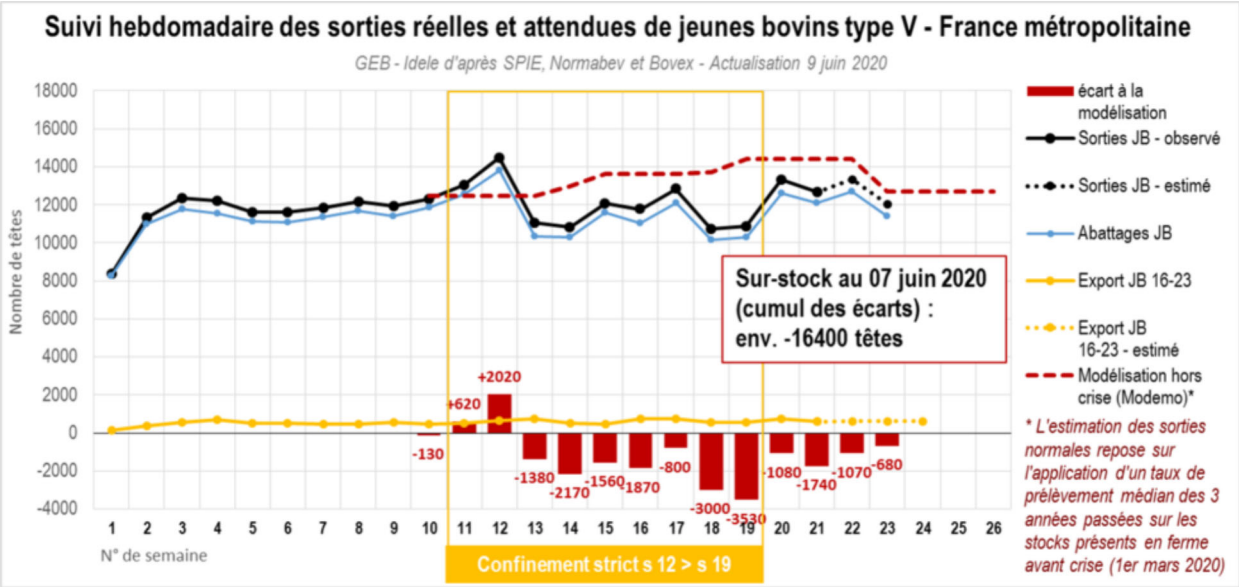


Encore des JB en attente de pouvoir sortir

Les abattages de jeunes bovins ont subi un coup de frein sur les semaines 16 à 19 (-11% /2019 pour les de type JB viande et -14% pour les JB laitiers d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev), en raison de la contraction des débouchés. Puis ils se sont redressés sur les semaines 20 à 23 (+1% pour les JB de type viande mais toujours -6% pour les JB laitiers dont les mises en place baissent d'année en année).

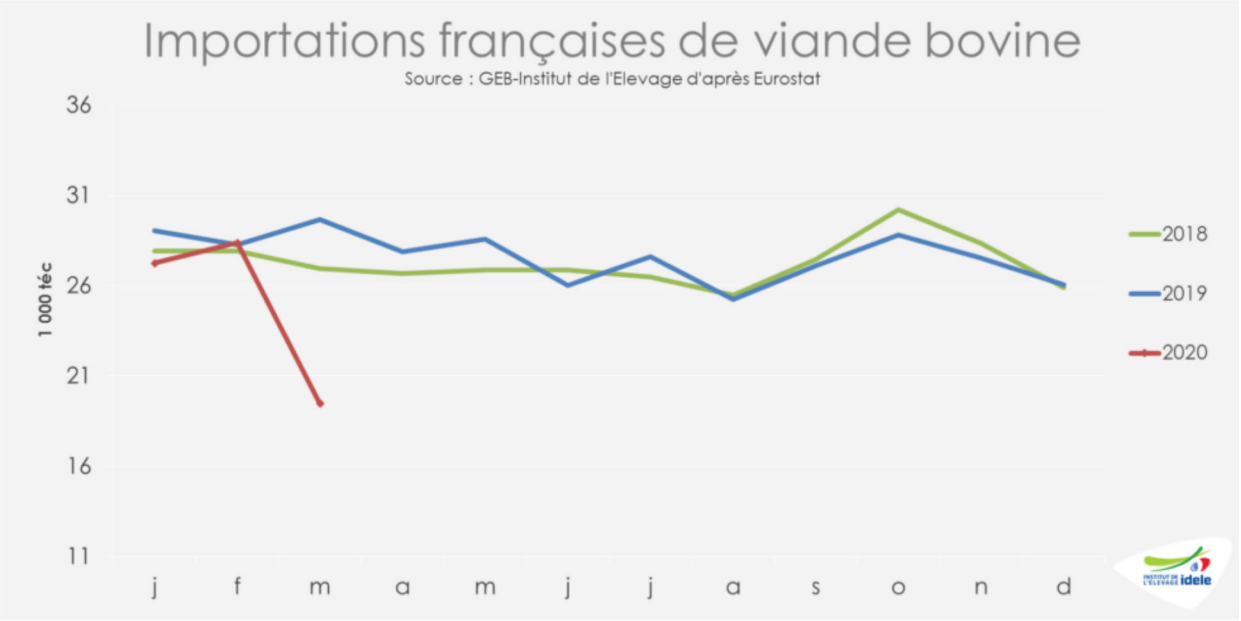
Le retard pris dans les abattages a conduit à un alourdissement des animaux. Sur les 4 dernières semaines (s.20 à s.23), la hausse des poids à l'abattage atteignait en moyenne +2,0% /2019 pour les JB viande de +1,9% pour les JB laitiers.

La modélisation MODEMO indique par ailleurs un surstock en fermes de 16 400 JB viande au 7 juin par rapport aux prévisions de sorties des semaines 11 à 23. Ceci représente entre une et deux semaines d'abattage de retard selon les régions. Les prévisions montrent également que l'offre attendue en juin est inférieure à celle qui était attendue en mai.



Importations en berne, exportations stables : un disponible consommable bien moindre en mars

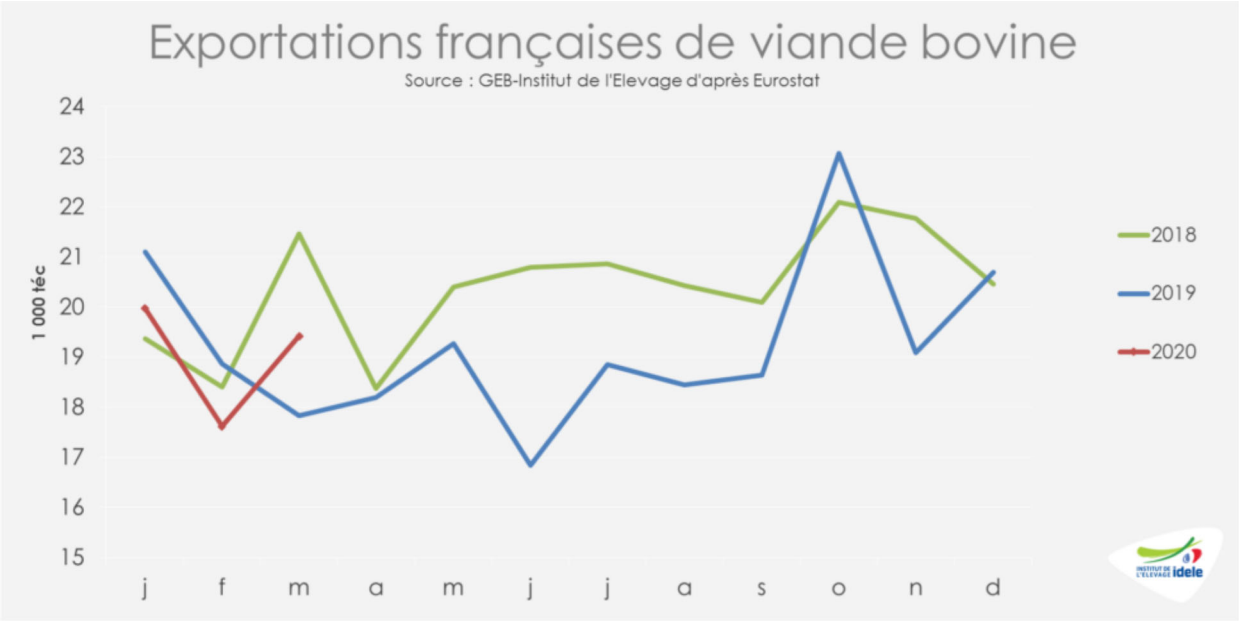
Les mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre du confinement ont perturbé le marché de la viande bovine. Ainsi, en mars intégrant les premières semaines de confinement, les importations françaises de viande bovine ont chuté à 19 500 téc (-34% /2019 ; -28% /2018), d'après Agreste. C'est près de 10 000 téc de moins qu'un an auparavant et 9 000 téc de moins qu'en février 2020.



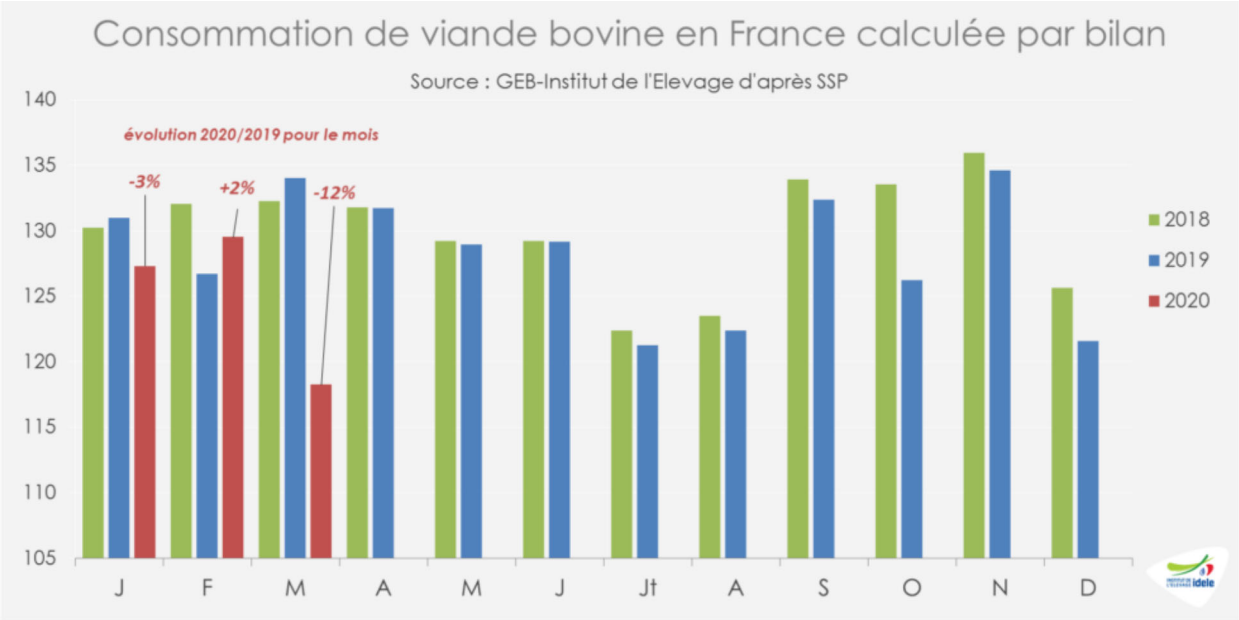
En cumul sur le 1er trimestre 2020, les importations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée sont en retrait quelle que soit l'origine : Pays-Bas (-5% /2019), Irlande (-8%), Allemagne (-32%), Belgique (-10%), Espagne (-28%), Pologne (-11%) ou encore Italie (-26%).

En parallèle, les exportations françaises de viande bovine ont été plus soutenues en mars avec près de 19 500 téc exportées (+9% /2019 ; -10% /2018), soit plus de 1 500 téc supplémentaires par rapport à mars 2019 et +2 000 téc par rapport à février 2020.

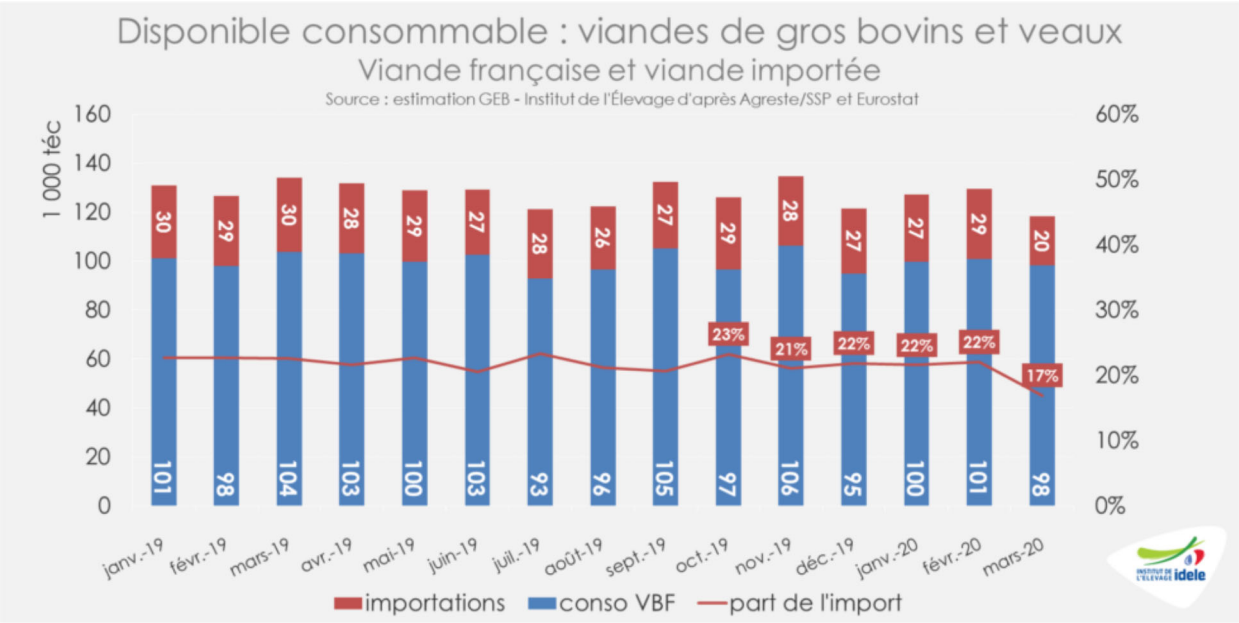
En cumul sur les trois premiers mois de 2020, les exportations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont été stables vers la Grèce et l'Allemagne (= /2019) mais en retrait vers l'Italie (-3%).



Avec des abattages qui avaient diminué en début de confinement, le disponible consommable s'est très nettement rétracté sur mars (-12% /2019). Sur le 1er trimestre de 2020, le disponible consommable est donc logiquement en retrait à 375 000 téc (-4% /2019).

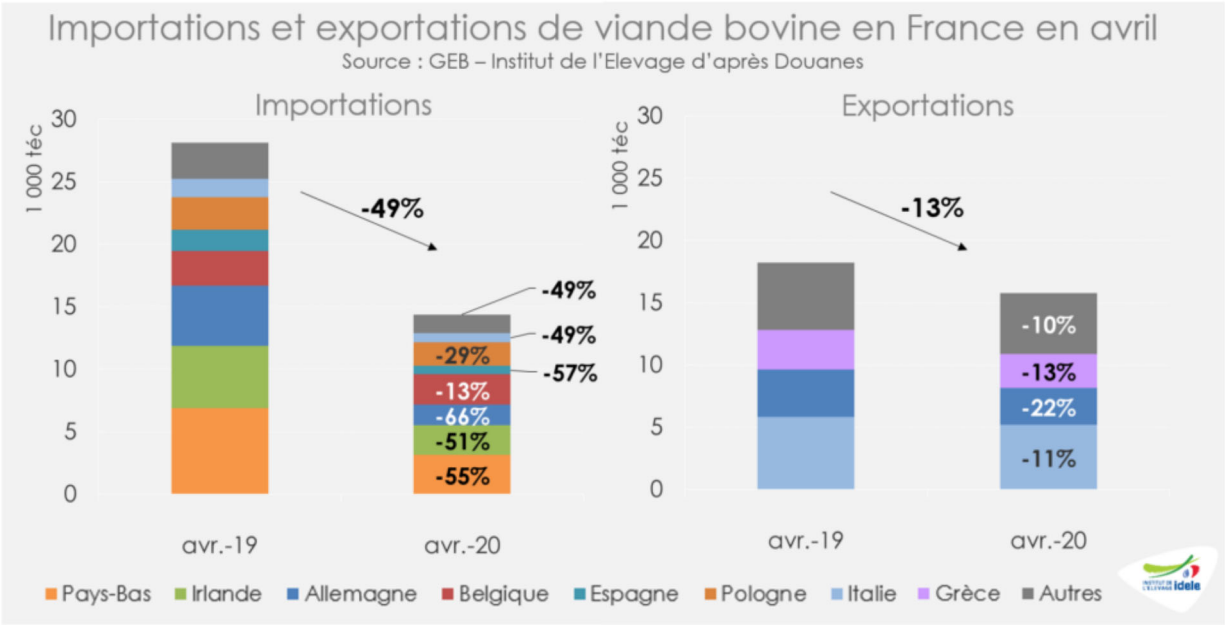


Sur le mois de mars 2020, l'essentiel de la baisse concernerait la viande importée : la part des imports dans le disponible consommable passant de 21% en février 2020 à 17% en mars 2020. Attention toutefois, dans cette estimation les effets des éventuelles variations de stocks, susceptibles d'être beaucoup plus importants à certaines périodes, ne sont pas intégrés.



La part des importations devrait encore reculer au mois d'avril. D'après les Douanes, les importations françaises de viande bovine chutent à 14 400 téc (-49% /2019). Toutes les origines sont concernés : Pays-Bas (-55% /2019), Irlande (-51%), Allemagne (-66%), Belgique (-13%), Espagne (-57%), Pologne (-29%) ou encore Italie (-49%).

Les exportations françaises cette fois-ci en retrait à 17 800 téc (-13% /2019). Les principales destinations sont concernées : Italie (-11% /2019), Allemagne (-22%), et Grèce (-13%).



Des signaux rassurants à court terme sur l'équilibre des marchés

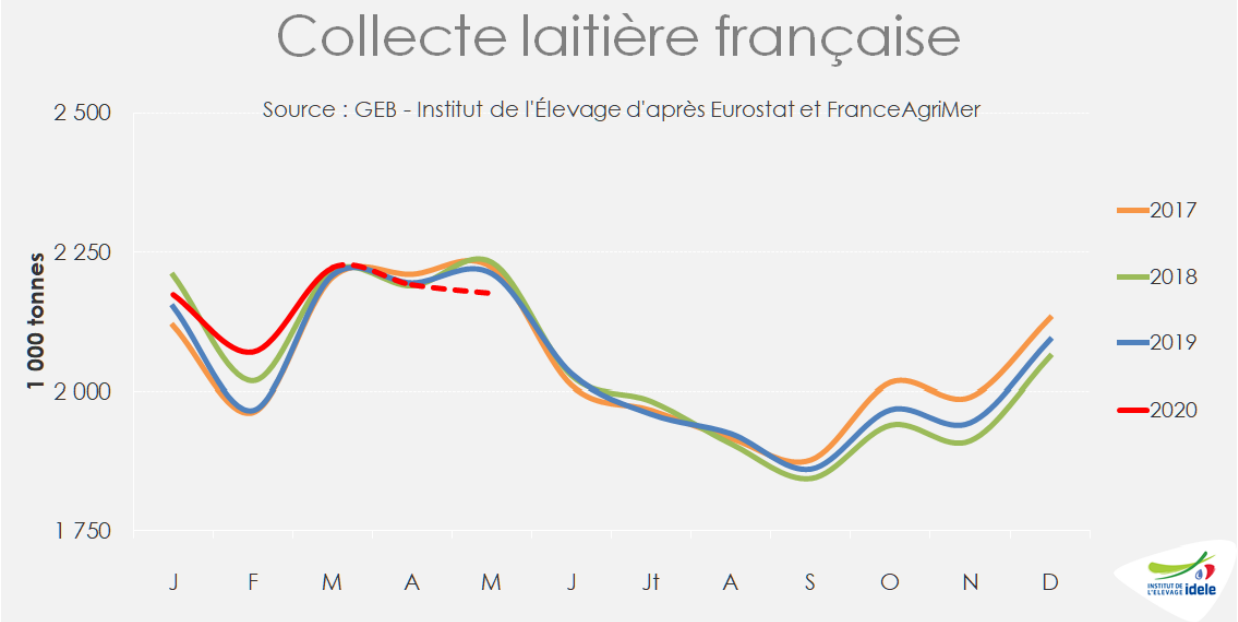
En France, La collecte poursuit une baisse saisonnière marquée depuis la mi-avril. Les éleveurs, dont les cheptels sont globalement réduits, ont visiblement intégré les messages de modération envoyés par de nombreux collecteurs. Après un premier trimestre relativement dynamique, la croissance de la collecte de l'UE 27+RU a fléchi en avril. Si seulement 1/3 des pays affiche une production en recul d'une année sur l'autre, la quasi-totalité des autres ont enregistré un ralentissement de leur production entre mars et avril.

Les marchés des produits laitiers ont finalement bien résisté au chamboule-tout provoqué par le confinement dans la plupart des pays consommateurs et importateurs de produits laitiers. Après avoir décroché jusqu'à la mi-avril, les cours des ingrédients laitiers se sont partiellement redressés. Toutefois les échanges internationaux de produits, peu dynamiques en début d'année, ont été plus ou moins entravés en mars et surtout en avril.

France : Baisse saisonnière prononcée

La collecte française poursuit une baisse saisonnière marquée depuis la mi-avril. Les éleveurs, dont les cheptels sont peu étoffés, ont visiblement intégré les messages de modération envoyés par certains collecteurs.

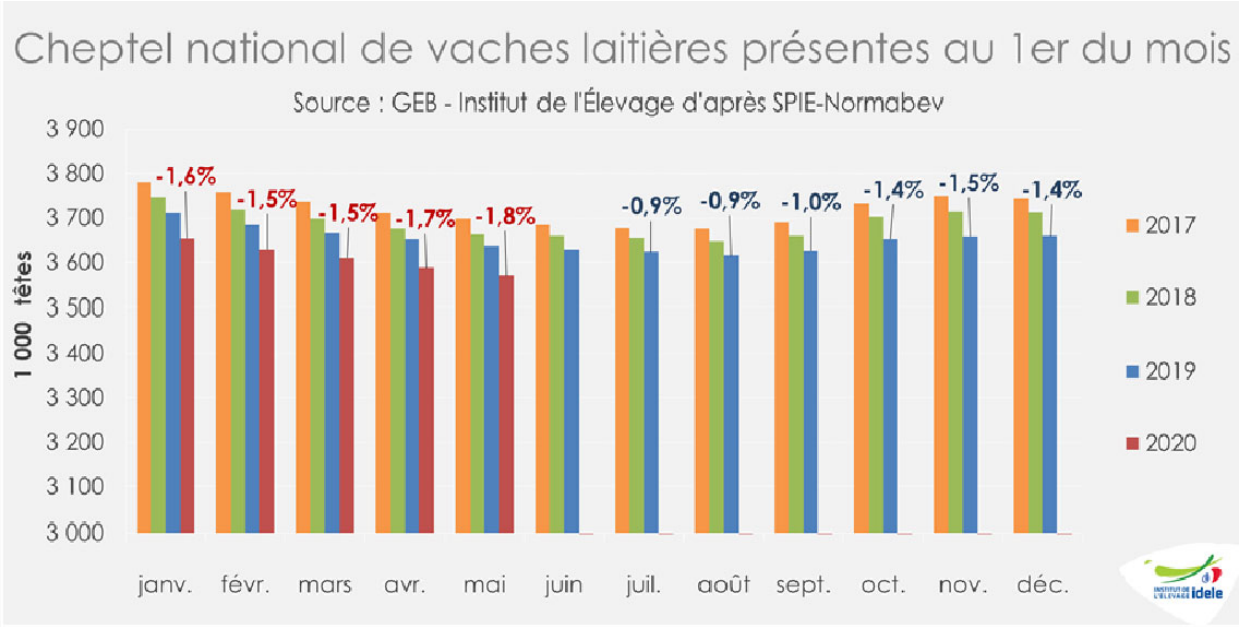
La collecte laitière a amorcé précocement sa baisse saisonnière. Elle a nettement fléchi en mai (-1,4% /2019) d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, après avoir marqué le pas en avril (-0,2% /2019). Rappelons qu'au 1er trimestre, elle avait progressé de +1,2% /2019 (effet année bissextile neutralisé), retrouvant ainsi le niveau moyen des cinq années précédentes. La bonne qualité des fourrages et le bon prix du lait avaient alors stimulé la production malgré un cheptel laitier réduit d'un hiver à l'autre (-1,6% /2019).



Croissance stoppée depuis avril

L'arrêt de la croissance de la collecte début avril puis la baisse saisonnière précoce tiennent pour une part à des raisons météorologiques. Les précipitations réduites depuis le confinement et les nuits fraîches début avril ont visiblement ralenti la production herbagère dans de nombreuses régions. Elles ont en revanche permis aux éleveurs de réaliser les ensilages d'herbe dans de bonnes conditions, même si les rendements ont été décevants dans les régions de l'Est (Lorraine, Bourgogne) et du Sud-Est, confrontées depuis janvier à des déficits hydriques importants.

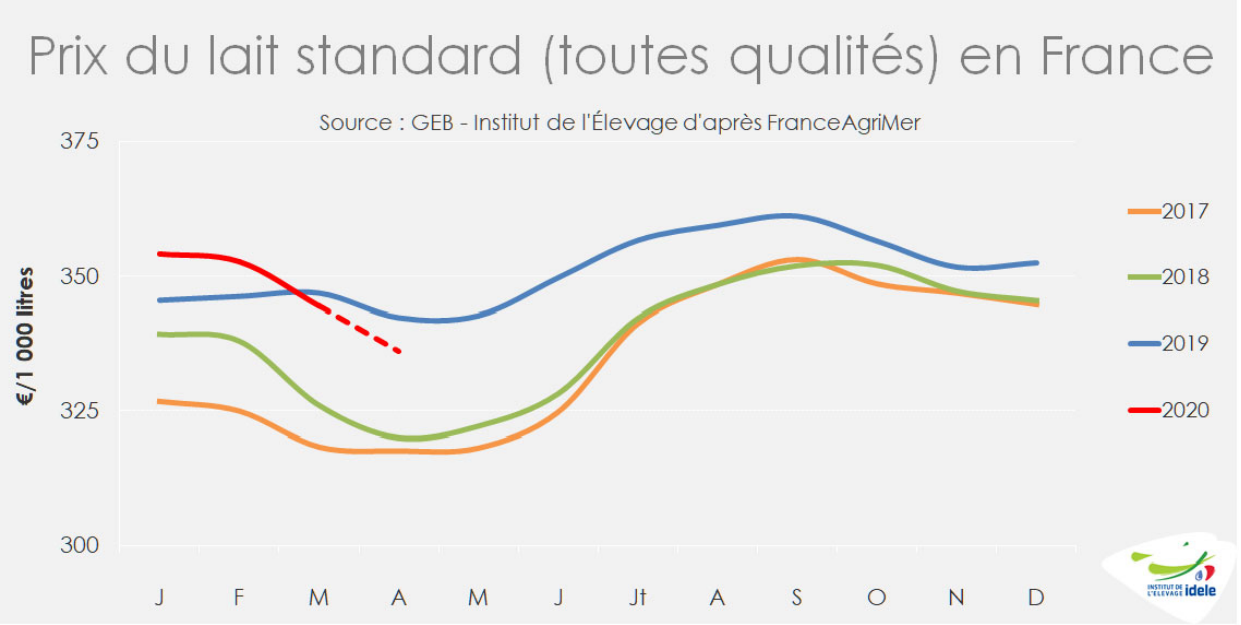
L'arrêt de la croissance semble aussi découler des signaux de modération envoyés par de nombreux collecteurs. Des éleveurs ont écourté des lactations et davantage réformé. D'après les données de SPIE-BDNI, les effectifs réformés ont bondi de +9% en mars et +3% en avril d'une année sur l'autre, tandis que les entrées en lactation ont reculé de 2%. En somme le bilan mensuel a été plus négatif que la normale. Ainsi l'effectif de vaches laitières a enregistré une baisse saisonnière plus prononcée d'un mois à l'autre, passant de -1,5% au 1er mars à -1,8% au 1er mai d'une année sur l'autre.



L'évolution du cheptel laitier est de plus en plus marquée selon les bassins laitiers : baisse toujours limitée en Nord Picardie (-0,4%), en Normandie (-1,0%) dans le Grand Est (-1,1%) et; dans la moyenne nationale dans le Grand Ouest (-1,9%) ; supérieur à -3% dans les bassins au sud de la Loire (Charentes-Poitou, Auvergne-Limousin et Sud-Ouest).

Prix du lait de printemps : des écarts croissants entre laiteries et entre régions

Après avoir été relativement stable et plutôt élevé en janvier et février (353 €/1 000 l), le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) a fléchi depuis mars à 344 €/1 000 l,passant sous le bon niveau de 2019. L'évolution du prix du lait d'un printemps à l'autre différera selon les collecteurs. Plusieurs groupes laitiers (Eurial, Savencia, Sodiaal et Terra Lacta) appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. Après avoir maintenu inchangé le prix de base en avril et mai, Lactalis annonce pour juin une baisse de 10 €/1 000 l d'un mois à l'autre.



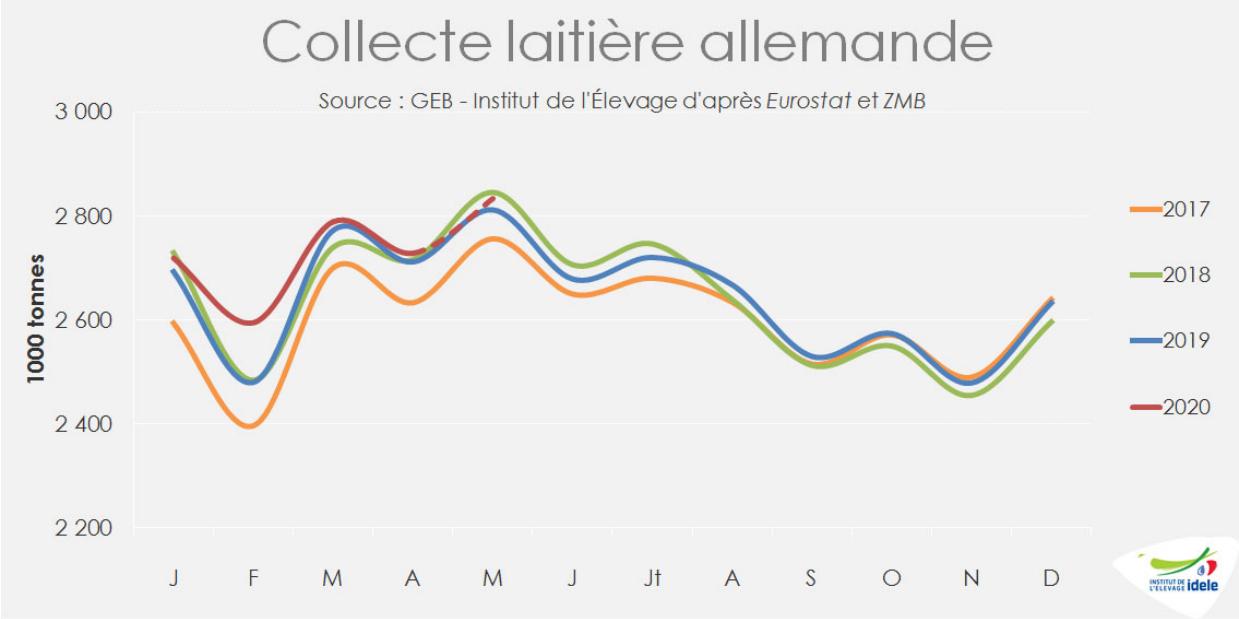
L'évolution du prix du lait diffèrera aussi selon les bassins laitiers. En Franche-Comté, il devrait se maintenir. En revanche, il risque de baisser dans le Massif Central avec des écarts croissants entre les éleveurs selon le profil laitier de leur collecter/transformateur.

Lait de vache » Collecte laitière »

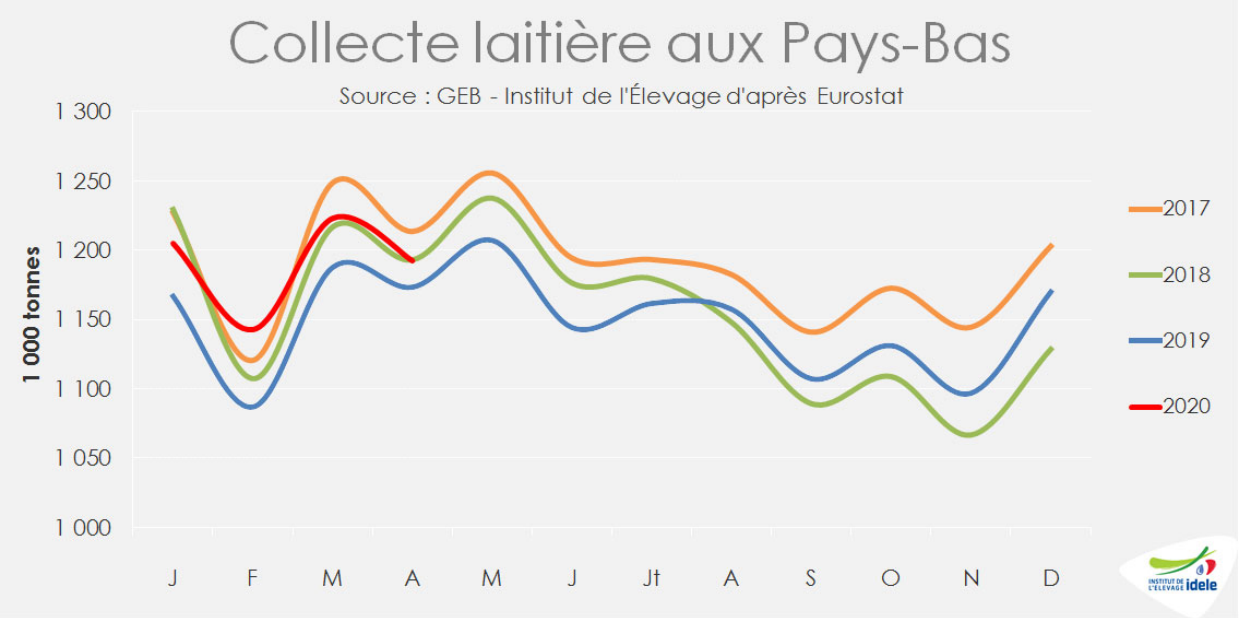
Croissance ralentie de la collecte européenne en avril

Après un premier trimestre relativement dynamique (+1,5%/2019, effet année bissextile neutralisé), la croissance de la collecte de l'UE 27+RU a fléchi en avril (+0,8%). Si seulement 1/3 des pays affiche une production en recul d'une année sur l'autre, la quasi-totalité des autres ont enregistré un ralentissement de leur production entre mars et avril.

En **Allemagne**, après une hausse de +1,2% au 1er trimestre 2020, les livraisons de lait connaissent un ralentissement depuis la fin du mois de mars. Elles ont progressé de 0,6%/2019 en avril et de 0,8% en mai. Stable au 1er trimestre, le prix du lait à la production a reculé de 7 €/1 000 l en avril. Il s'établissait à 320 €/1 000 l (-1,8%/2019) pour le lait conventionnel ramené à 38 g/l de MG et 32 g/l de MP. Les hausses des prix du beurre et de la poudre maigre enregistrés en mai devraient cependant entraîner un rebond des prix du lait sur la fin du 1er semestre.



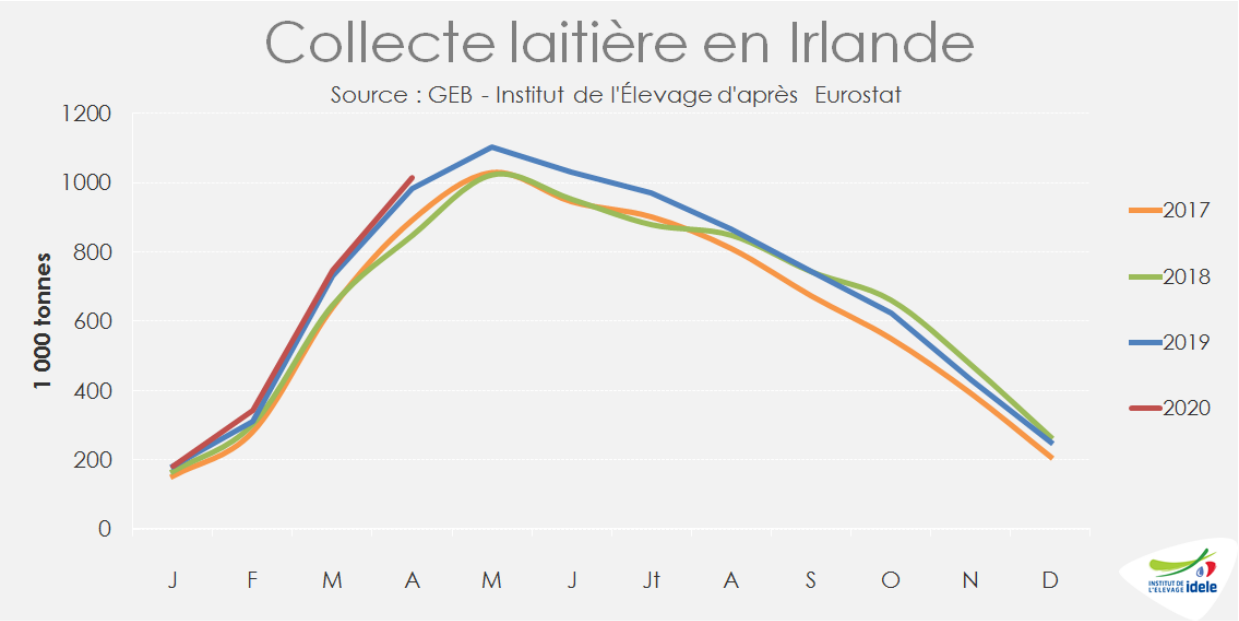
La collecte laitière aux **Pays-Bas** n'a pas été affectée par la propagation du Covid-19 dans le pays et a poursuivi sa progression en avril (+1,6% /2019). Sur les 4 premiers mois de l'année, elle affiche une hausse de +2,3% /2019 (effet année bissextile neutralisé). Friesland Campina a néanmoins, en juin, abaissé pour la 3ème fois son prix (-5€/t), ramené à 325 €/t (-9%/2019).



En **Pologne**, le prix du lait en monnaie locale a reculé en avril de 3% d'un mois sur l'autre, dans le sillage des commodités laitières, et se retrouve 2% sous son niveau de 2019. En outre, le pays subit des conditions météorologiques très sèches depuis mars. Après avoir affiché une hausse relativement dynamique au 1er trimestre (+2,2% /2019, effet année bissextile neutralisé), la production a en conséquence considérablement ralenti en avril (+0,4%/2019).

Évolutions divergentes dans les îles britanniques

L'**Irlande** a finalement passé sans encombre son pic de collecte en mai. Les transformateurs irlandais craignaient une apparition de la Covid-19 au sein des sites industriels, avec des conséquences sur la présence des employés. Il n'en a rien été et les coopératives irlandaises ont même pu traiter un volume de lait supérieur à celui de 2019. La collecte a en effet affiché une hausse de +3,5% /2019 en avril et elle devrait également être en progression de quelques pourcents en mai. Sur les 4 premiers mois de l'année, les données officielles enregistrent une progression de +3% (effet année bissextile neutralisé).

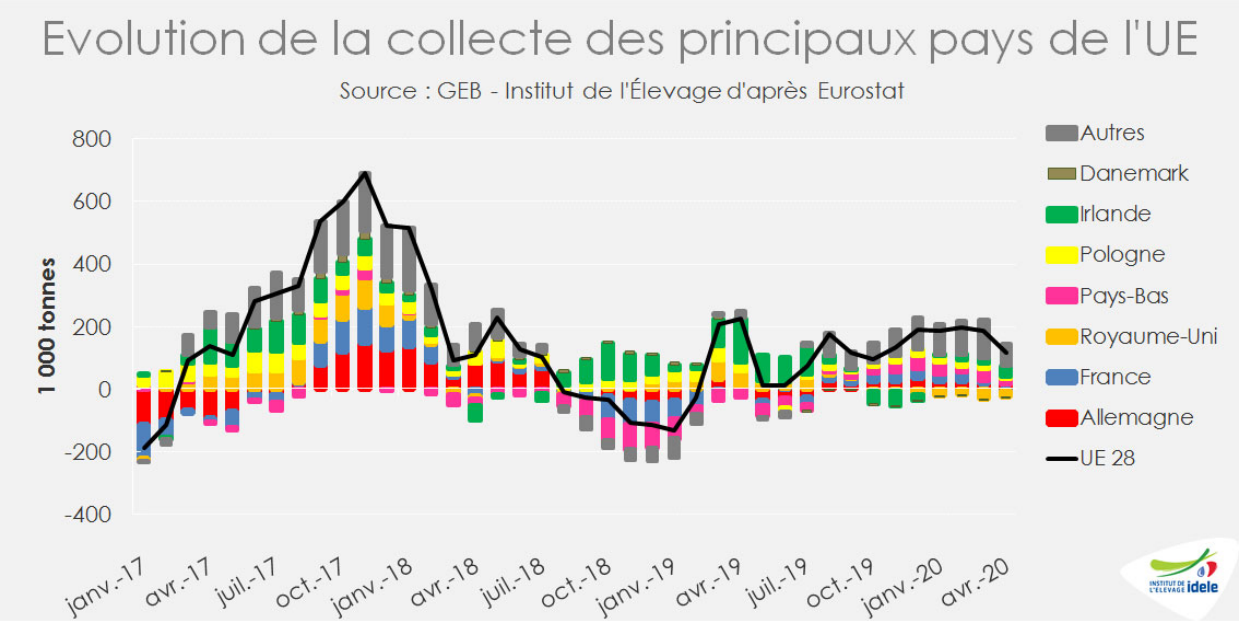


Cette évolution de la production s'est cependant réalisée avec des prix en baisse. Alors que le prix de base (3,7% de MG et 3,3% de protéines) était supérieur à celui de 2019 en février, il a perdu 11% en deux mois, soit -36€/t, pour être ramené à 294 €/t (-6%/2019). Mais la baisse des cours a été stoppée en mai, certaines coopératives ayant annoncé une stabilité des prix d'un mois sur l'autre.

A l'inverse, le **Royaume-Uni** a connu en avril (-1,6%/2019) son 7ième mois consécutif de repli des livraisons de lait. Sur le premier quadrimestre, le recul se chiffre à -1,8% (effet année bissextile neutralisé). Si la moitié des éleveurs a été touchée par une baisse des prix du lait, celle-ci semble avoir été somme toute limitée. Entre février et avril, le prix a reculé d'environ 4%, soit une baisse équivalente à celle de 2019 et moins forte qu'en 2018 (-7%). Les gouvernements d'Angleterre et du Pays du Galles ont annoncé un plan d'aide aux éleveurs laitiers. Pour en bénéficier, ces derniers devront démontrer avoir subi une réduction de 25% ou plus du prix moyen payé pour leur lait en avril et en mai, par rapport à février 2020. Les agriculteurs éligibles auront droit jusqu'à 10 000 £ pour couvrir environ 70% de leurs pertes de revenus.

Mêmes ralenties par rapport au mois de mars, les collectes italienne et espagnole sont demeurées relativement dynamiques en avril (+2%/23019 et +3% respectivement).

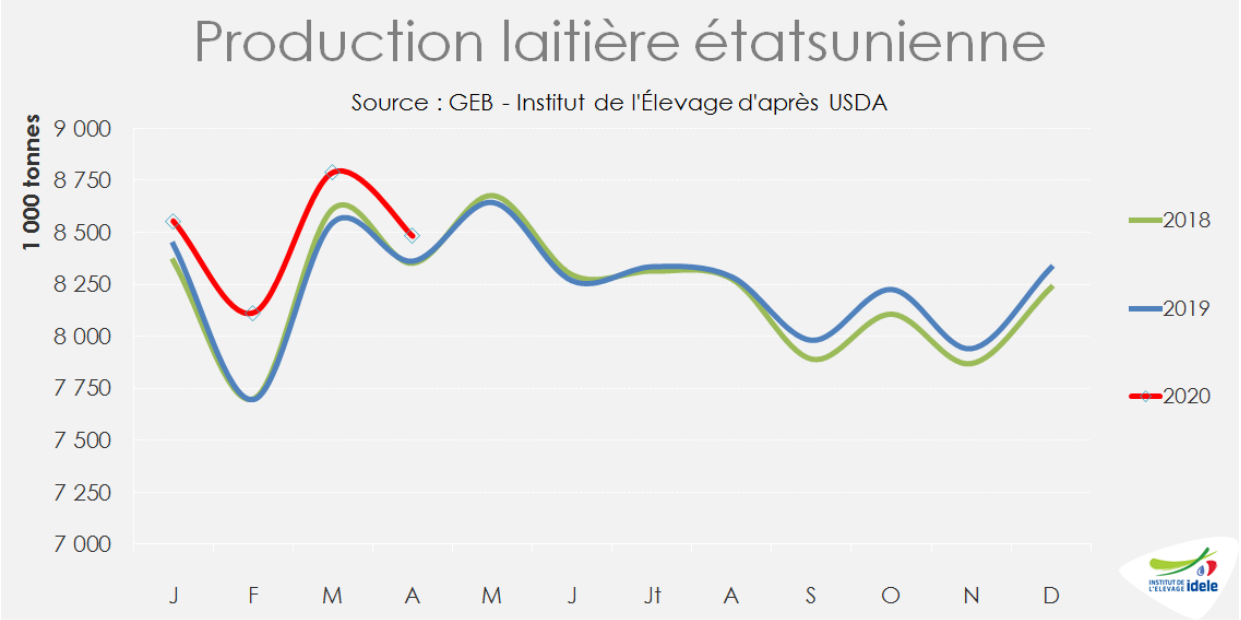
En somme, la croissance de la collecte **européenne** a ralenti en avril (+0,8% /2019) après avoir affiché pendant 5 mois des hausses supérieures à 1%. Le rebond des cours des ingrédients laitiers enregistré en mai pourrait redynamiser la collecte au 2nd semestre, à moins que la crise économique mondiale ne réduise la demande internationale et par voie de conséquence pèse sur les cours.



Tassement de la production mondiale

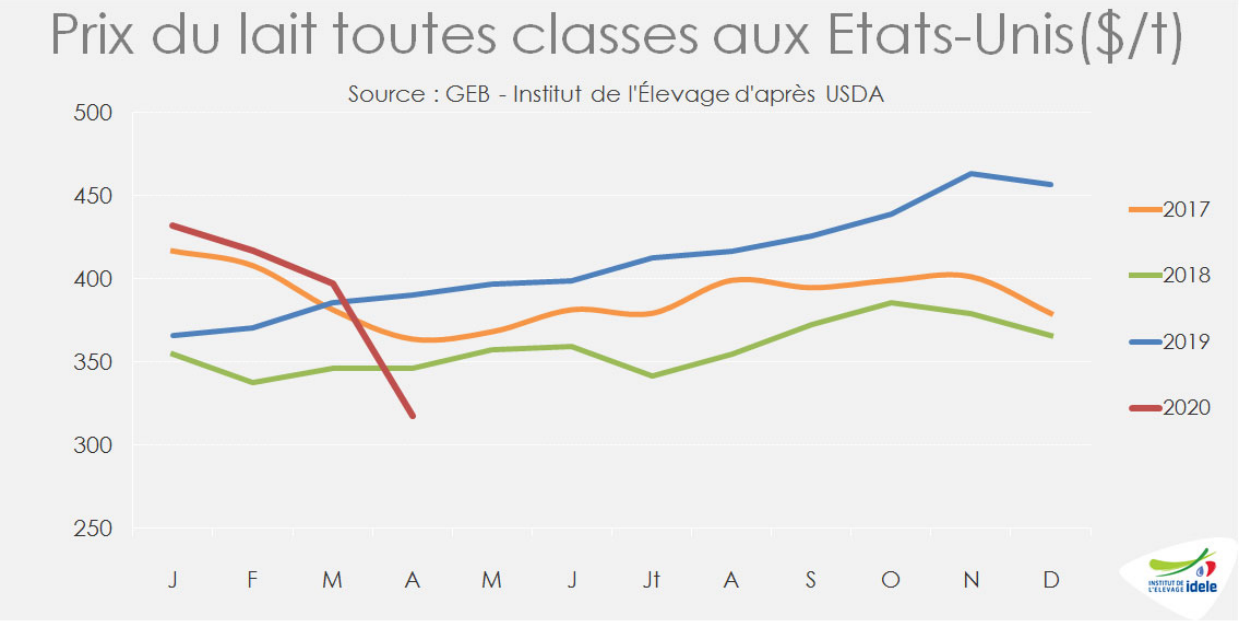
Les effets de la Covid-19 dans l'Union Européenne et aux États-Unis ont entraîné un ralentissement de la hausse de la production laitière dans l'Hémisphère Nord en avril tandis que la production a globalement progressé dans les bassins du Sud qui se trouvent dans le creux de leur collecte annuelle.

Aux **États-Unis**, la baisse de consommation et les problèmes logistiques liés à la propagation de la Covid-19 ont amené de nombreux éleveurs à réduire leur production. Alors qu'elle était sur une tendance croissante au premier trimestre, de +1,3%/2019 en janvier à +2,8% en mars, la production laitière étatsunienne n'a affiché qu'une hausse de +1,4% en avril, en prenant en compte le lait jeté par les éleveurs, estimé entre 1% et 2% de la production mensuelle.

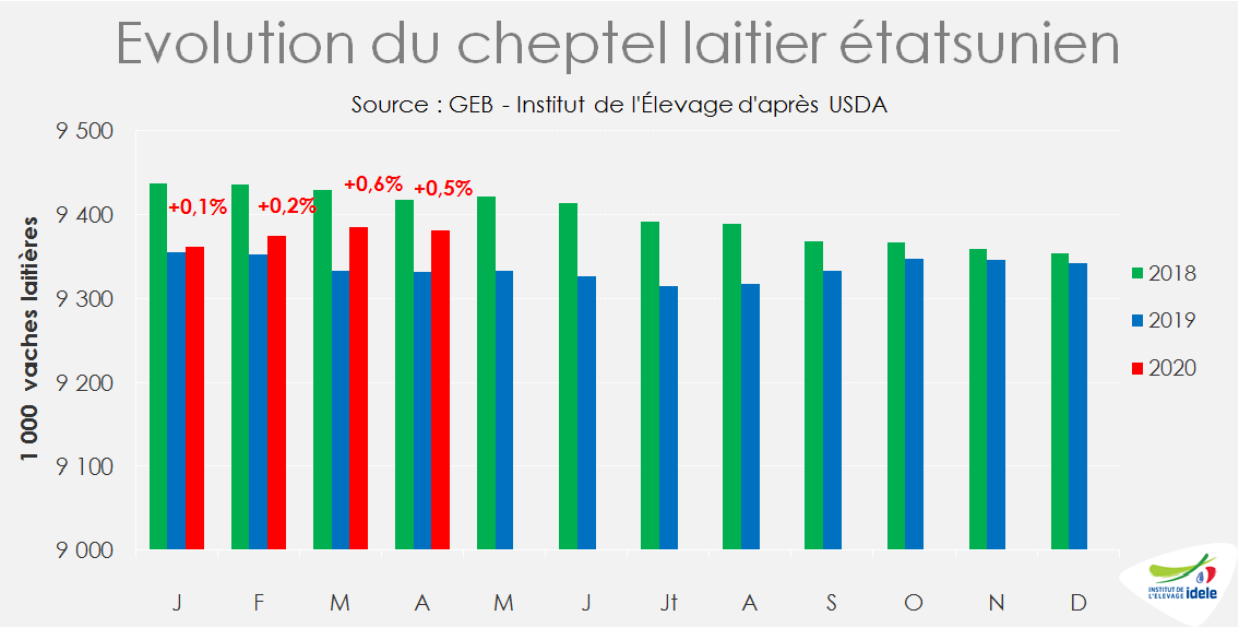


En outre, le prix du lait a chuté en avril, -20% d'un mois sur l'autre, pour s'établir à 317 $/t (292 €/t), soit 19% sous son niveau de 2019. Malgré une baisse du coût alimentaire en avril (-5%), la marge sur coût alimentaire, en recul depuis le mois de novembre, a chuté de 34% d'un mois sur l'autre et se retrouve pour la première fois de l'année sous son niveau de 2019 (-35%). Mais le nombre d'éleveurs laitiers ayant souscrit à ce programme d'aide est deux fois moindre qu'en 2019 et la production couverte dépasserait à peine les 50%.

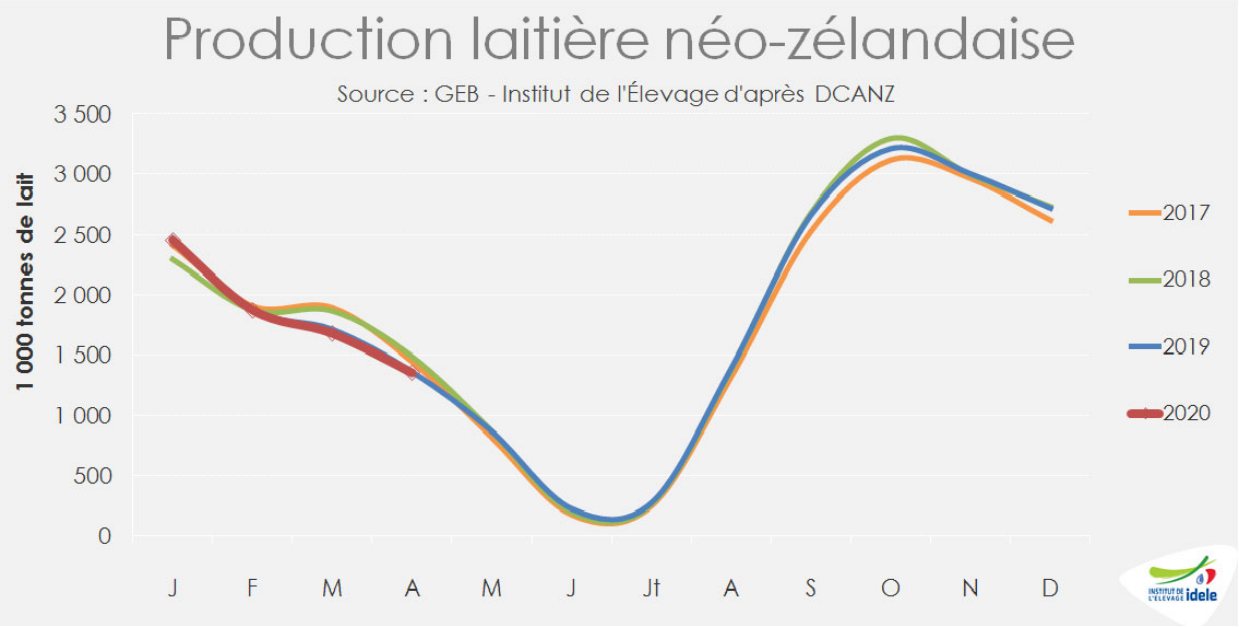
Les premières indications des prix de classe de lait montrent de nouvelles baisses en mai, comprises entre -3% pour la classe IV (beurre-poudre) et -7% pour la classe III (cheddar), laissant présager une poursuite du recul du prix toutes classes en mai.



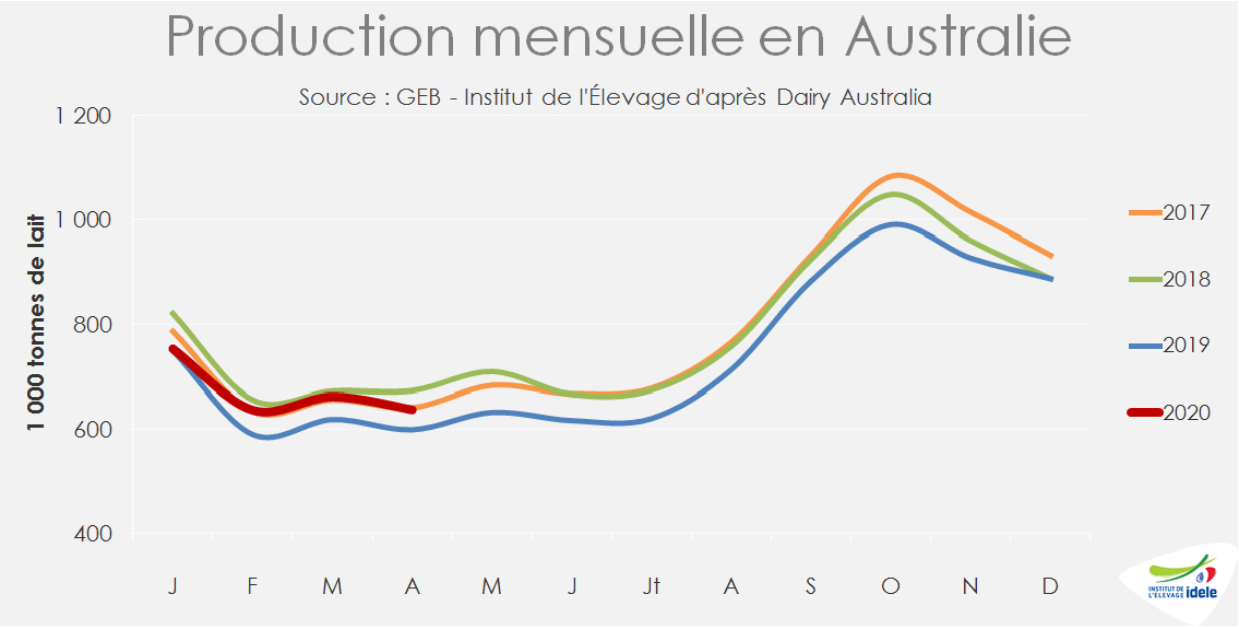
Cette baisse de prix a incité de nombreux éleveurs à réduire leur cheptel. Alors que sur le 1er trimestre 2020, les abattages de vaches laitières affichaient un recul de -3%/2019 (-27 000 têtes), ils ont bondi en avril de +4% /2019 (+11 000 têtes). Le cheptel laitier a ainsi reculé pour la première fois depuis le mois de juillet 2019 (-4 000 têtes), mais se situe encore au-dessus de son niveau de l'année dernière (+0,5%).



En **Nouvelle-Zélande**, la production poursuit sa baisse saisonnière, avec une majorité des vaches taries, avant d'atteindre son creux annuel au mois de juin. En avril, elle a reculé de -0,6% /2019 en volume et de -0,8% en MSU. Sur les 11 premiers mois de la campagne, la production a reculé légèrement (-0,6% /campagne précédente). Compte tenu des incertitudes qui planent sur l'économie mondiale et le marché international des produits laitiers, Fonterra a annoncé fin mai une fourchette de prix très large, entre $5.40 – $6.90/kg de MSU pour la campagne 2020/2021, à comparer au $7.10 – $7.30, prix presque définitif pour la campagne qui s'achève.



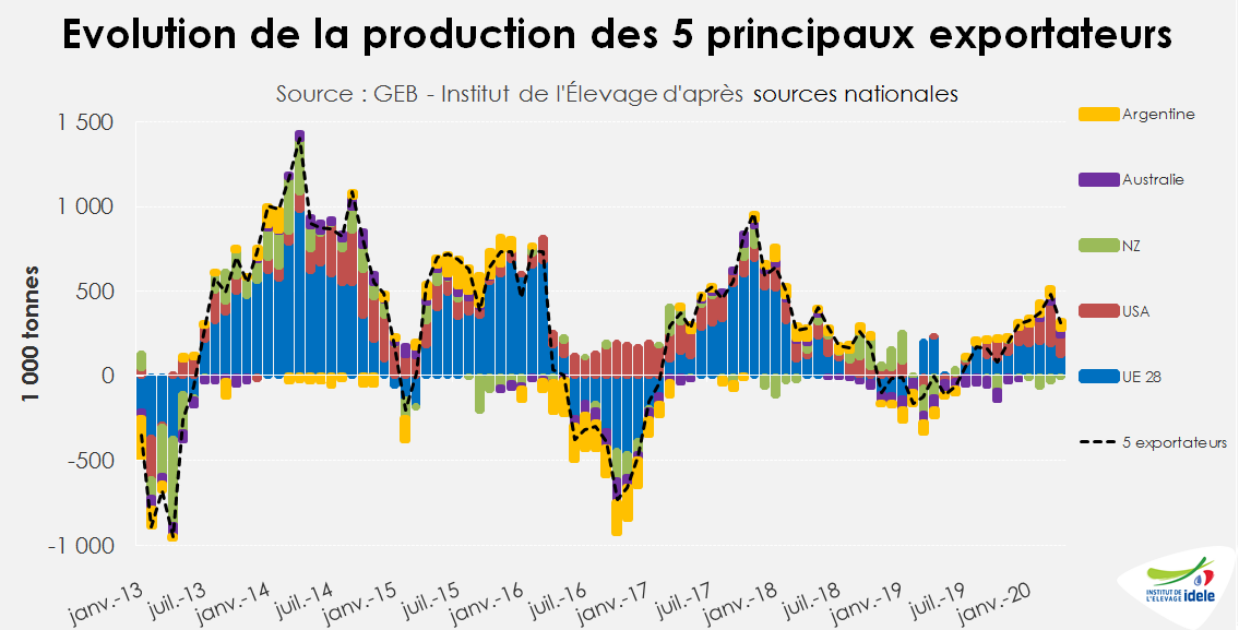
La production **australienne** est entrée dans sa phase de plateau automnale avant la hausse saisonnière qui débute en juillet. De nombreuses usines sont fermées ou en maintenance et le lait collecté est dirigé vers la fabrication de lait liquide. La production nationale de lait a affiché pour avril le quatrième mois consécutif de hausse (+6,4% /2019), ce qui ramène le recul sur les 10 premiers mois de la campagne à -1,3% /campagne précédente.



Les incendies du début de l'année n'ont donc pas impacté la production laitière. En revanche, les sécheresses successives ont réduit la production dans l'Ouest et l'ont concentrée dans le Victoria et en Tasmanie. Ces deux grands États producteurs de l'Est ont réalisé 73% de la production nationale en avril 2020, contre 70% en avril 2019.

En **Argentine**, la production a poursuivi en avril sur sa tendance haussière (+7,7%/2019) grâce à des conditions climatiques très favorables et des prix toujours élevés. Mais des inquiétudes se font jour, en lien avec une conjoncture économique nationale difficile qui devrait affecter la consommation intérieure et des débouchés à l'international incertains (Algérie, Brésil, Russie..).

En avril, le tassement de la production d'un mois sur l'autre dans les deux bassins de l'hémisphère Nord n'a pas été compensé par la hausse enregistrée dans ceux de l'hémisphère Sud, menant à un tassement de la production dans les **5 principaux exportateurs mondiaux** à +1,3% /2019.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

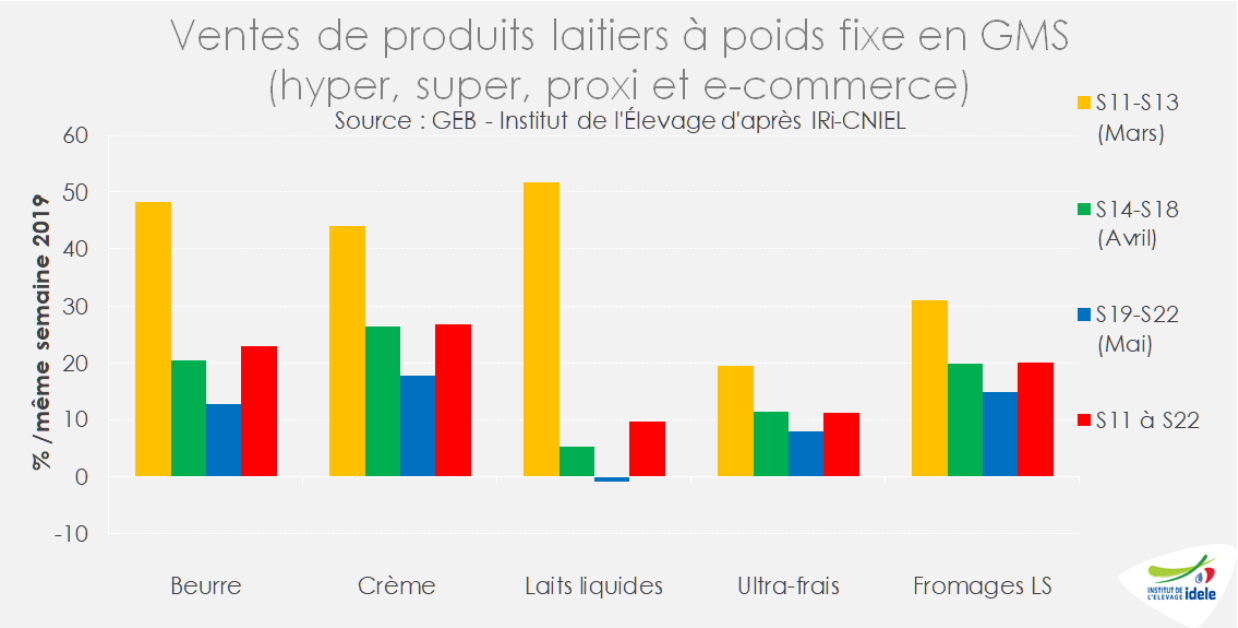
Redressement des cours des ingrédients laitiers

Les marchés des produits laitiers ont finalement bien résisté au chamboule-tout provoqué par le confinement dans la plupart des pays consommateurs et importateurs de produits laitiers. Après avoir décroché jusqu'à la mi-avril, les cours des ingrédients laitiers se sont partiellement redressés.Toutefois les échanges internationaux de produits, peu dynamiques en début d'année, ont été plus ou moins entravés en mars et surtout en avril.

Consommation stimulée par le confinement

En France comme dans tous les pays confinés, les achats des ménages de produits alimentaires, et entre autre de produits laitiers, ont été fortement modifiés pendant la période de confinement. Selon IRi, de la semaine S12 à S19 , la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce) a accru de 31% ses ventes de

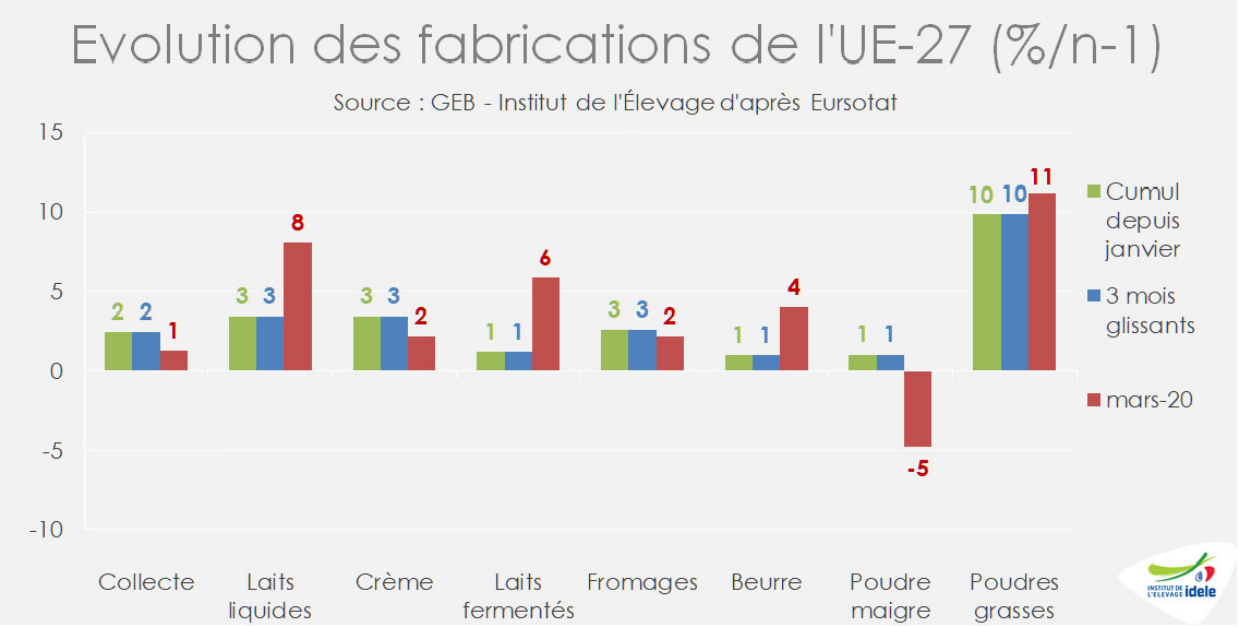
crème, de 27% de beurre, de 14% de laits conditionnés, de 13% d'ultra-frais et de 22% de fromages. Toutefois, la croissance des achats des ménages a été moindre avec la prise en compte de l'activité des rayons à la coupe (non couverts par IRi) de même que les circuits traditionnels (crèmeries, halles, marchés). Ces circuits ont subi une chute d'activité en début de confinement. Toujours selon IRI, les ventes de produits laitiers au rayon à la coupe en GMS ont reculé de 14% en valeur sur la même période. Lors du déconfinement, les achats des ménages ont été moins dynamiques, mais supérieurs à l'an dernier sauf en laits conditionnés selon IRi de la semaine 20 à 22. Les ventes de crème, de beurre, de fromages et d'ultra-frais ont respectivement progressé de +16% , +10%, +14% et +6% dans les rayons en libre-service de la grande distribution.



En Allemagne, les achats de produits laitiers par les ménages ont progressé aussi, mais moins fortement d'après ZMB de +4% en volume pour les liquides, +7% pour le beurre, +8% pour les fromages frais, +10% pour les yaourts, +11% pour les formages et +13% pour la crème.

Bond des fabrications de produits de grande consommation

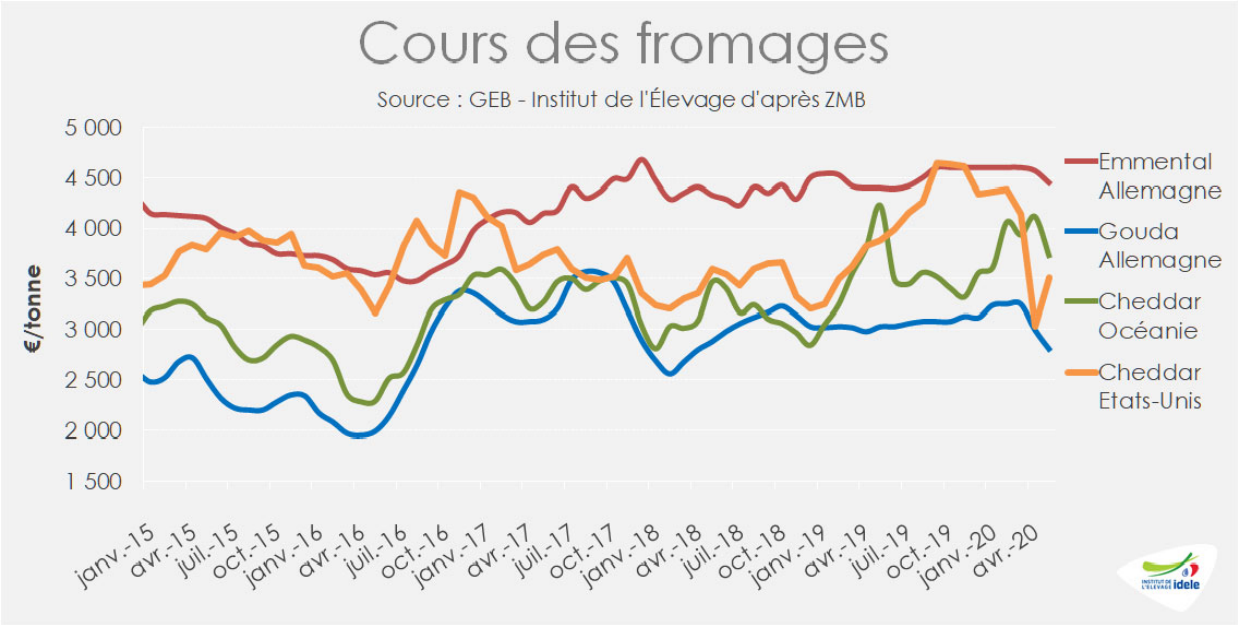
Les transformateurs laitiers européens ont en conséquence accru les fabrications de produits de grande consommation. En mars, les fabrications de laits conditionnés ont bondi de +8% /2019, celles de laits fermentés de +6% et de beurre de +4%. Grâce à une ressource laitière plus abondante en mars comme au 1er trimestre, les transformateurs ont dans l'ensemble poursuivi la croissance des fabrications fromagères et la reprise des fabrications de poudres grasses (+10% /2019 au 1er trimestre).



Marché des fromages robustes

Le marché des fromages a évolué diversement selon leurs destinations. En Allemagne, le cours de l'emmental, fromage destiné au marché européen, a légèrement fléchi de 150 €/t en deux mois à 4 450 €/t en mai, retrouvant le niveau de l'an dernier à pareille époque. En revanche, le cours du gouda en Allemagne, plus sensible à la

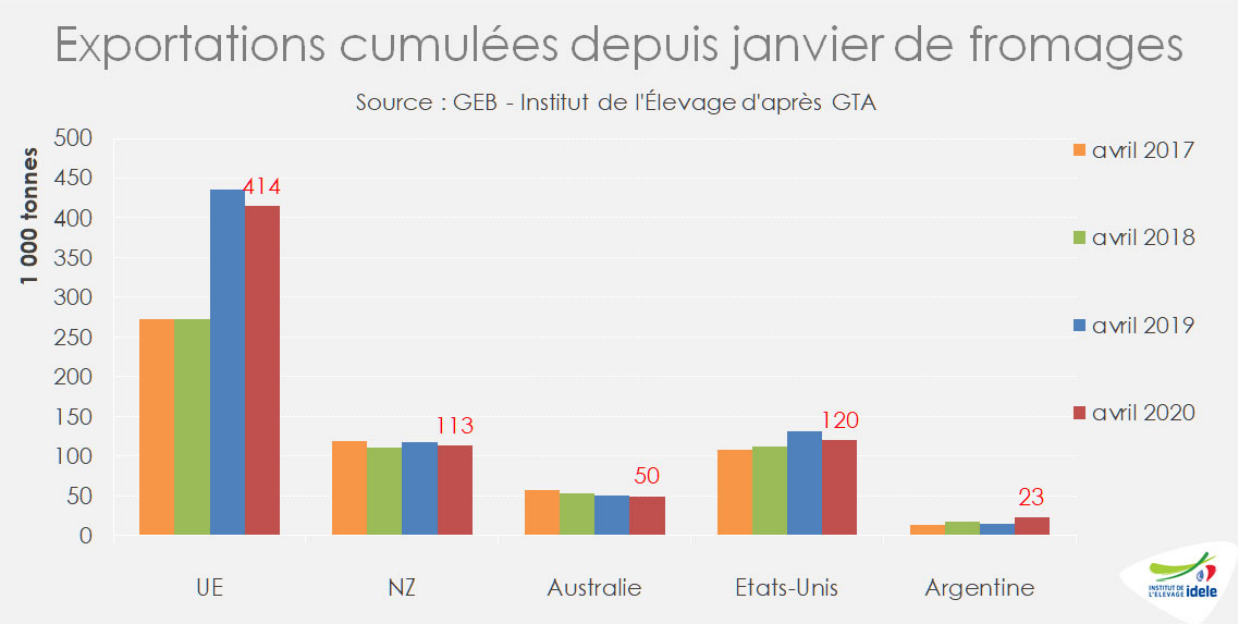
conjoncture internationale, a décroché de 440 €/t sur la même période (-8%) à 2 810 €/t, soit -7% /2019. Aux États-Unis, le cours du cheddar a chuté de plus de 1 000 €/t en un mois, à 3 036 €/t en avril, avant de rebondir en mai à 3 515 €/t tiré par le déconfinement de plusieurs États et les achats publics. Les fabricants de cheddar et de mozzarelle ont subi la fermeture de la restauration commerciale dans de nombreux États, le premier débouché intérieur de fromages ingrédients pour la fabrication des pizzas et des hamburgers.



De janvier à avril, les fabrications étatsuniennes de fromages avaient été stables, tandis que les exportations avaient nettement fléchi de -8% à 119 000 t sur la même période, en premier lieu vers le Japon, malgré la fermeté des ventes au Mexique (+33% à 26 900 t). Les fabrications de mozzarelle ont reculé en avril (-5%/2019), tandis que celles de Cheddar ont bondi de 8%, alimentant une forte hausse saisonnière des stocks , de +70 000 t en 4 mois, à 673 000 t début mai. (+39 000 t /2019).

Le cours du cheddar au départ d'Océanie, exporté essentiellement vers l'Asie du Sud-est a mieux résisté : il a baissé de 9% en un mois à 3 730 €/t en mai, soit 13% sous son niveau de l'an dernier. Durant le confinement, la Nouvelle-Zélande a maintenu son activité commerciale, après avoir sensiblement accru ses exportations au 1er trimestre 2020. L'Australie a quant à elle maintenu ses exportations au 1er trimestre 2020

Le confinement a fortement freiné les exportations de l'UE-27 sur les pays-tiers en avril, déjà peu dynamiques au 1er trimestre. Sur quatre mois, elles ont reflué de 5% /2019. Les ventes au Royaume-Uni, désormais considéré comme pays tiers, ont chuté de 29%, mais aussi celles au Japon de 3%. Elles ont aussi fortement chuté vers les États-Unis en avril. En revanche, les exportations vers les autres principales destinations (Suisse, Corées du Sud, Ukraine, Australie) sont restées positives sur 4 mois.

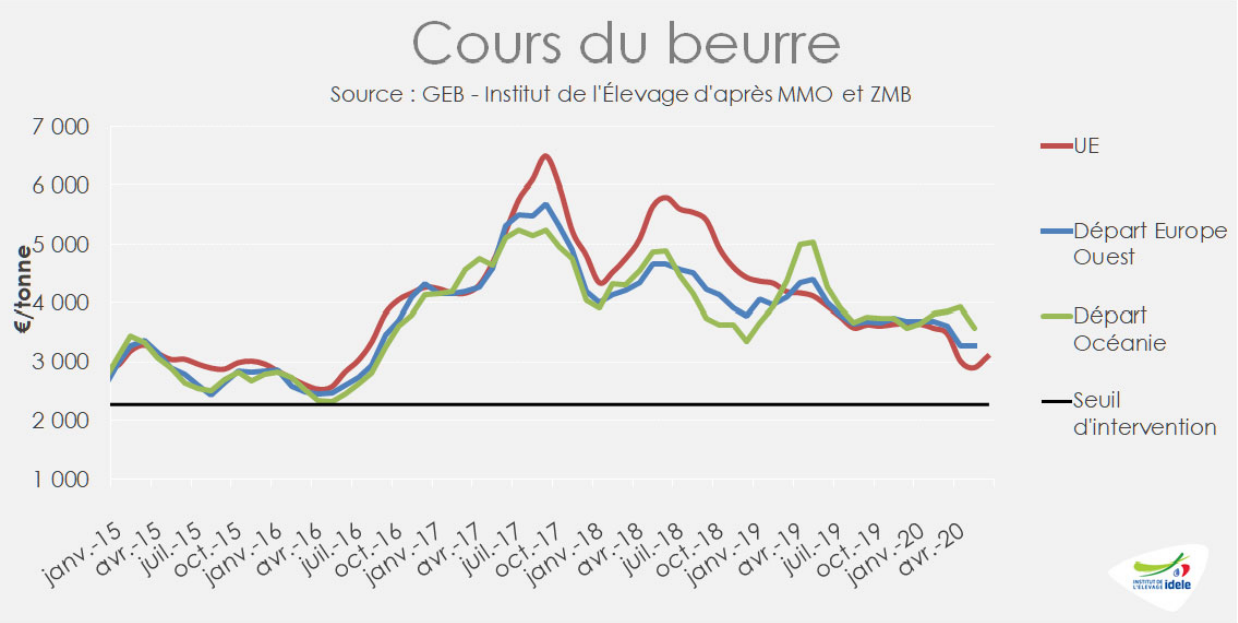


Malgré la fermeté de la consommation européenne, notamment en mars, les stocks de fromages ont significativement augmenté en mars de près de 20 000 t à 320 000 t fin mars d'après les estimations EDA. Par la suite, la crise du Covid-19 a perturbé les exportations sur pays tiers et encore étoffé les stocks des entreprises. En France et en Italie des volumes importants de fromages de garde dépourvus de débouchés pendant le confinement

sont restés dans les fromageries. Le dispositif d'aide au stockage privé, opérationnel depuis le 12 mai en France, connaît un certain succès : les demandes d'aide portent sur 42 167 t de fromages, dont 12 654 t en Italie, 7 450 t aux Pays-Bas, 5 770 t en France… Début juin, 7 116 t en Italie ont fait l'objet d'un contrat et d'une aide au stockage privé.

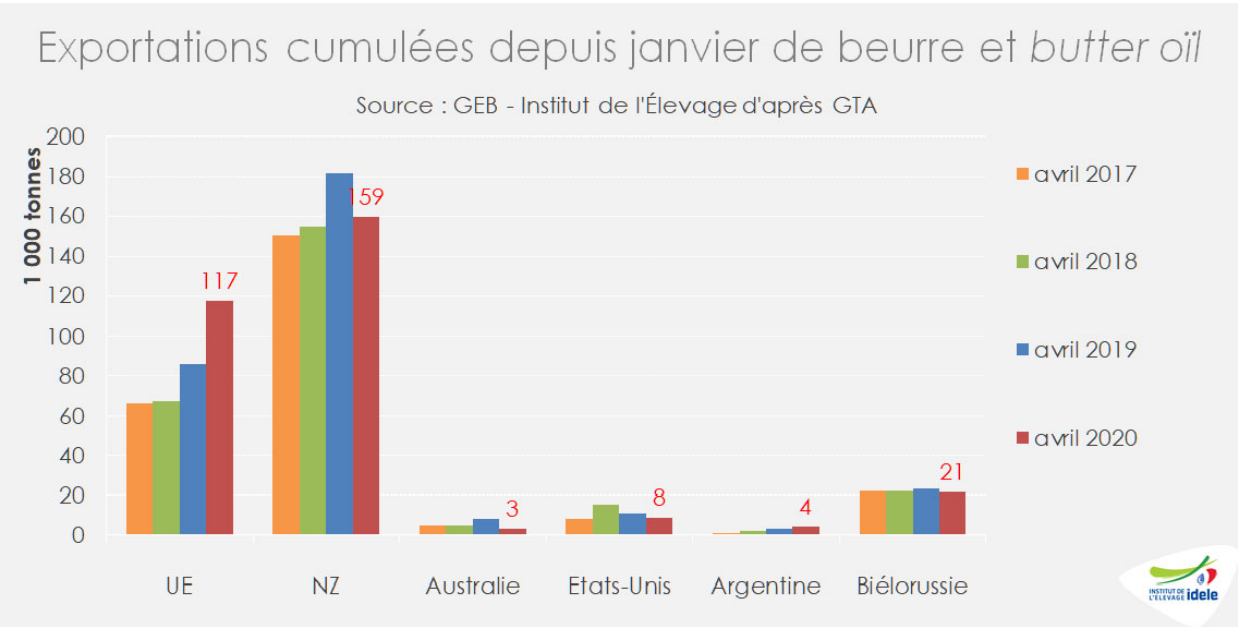
Marché du beurre rétabli

Le marché du beurre a retrouvé l'équilibre qui prévalait avant la période de confinement. En France, la cotation ATLA du beurre cube sur le marché spot (qui mesure les nouveaux contrats), s'est stabilisée à 3 170 €/t début juin, après avoir regagné +570 €/t en deux mois, depuis son bas niveau atteint 2 600 €/t atteint début avril. Rappelons qu'elle avait chuté de 900 €/t en six semaines. Début juin, elle a ainsi probablement retrouvé le niveau qui aurait prévalu sans cette crise sanitaire.



Durant ce printemps, les fabrications européennes, probablement supérieures à celles de l'an dernier, semblent s'écouler sans difficulté majeure. D'une part le confinement de la plupart de la population européenne a stimulé l'utilisation de beurre par les ménages cloitrés à leur domicile.

D'autre part la demande internationale est demeurée solide, d'autant que les fabricants européens ont bénéficié de la très bonne compétitivité de leurs fabrications sur la scène internationale. Le cours du beurre au départ d'Océanie a peu baissé depuis janvier. La Nouvelle-Zélande, confrontée à une collecte réduite, a privilégié les fabrications de poudres grasses. Avec des disponibilités limitées (stocks et fabrications), elle a beaucoup moins exporté de beurre au 1er trimestre (-16% /2019), même si elle a rétabli ses ventes en Chine (qui avaient fléchi début 2019).



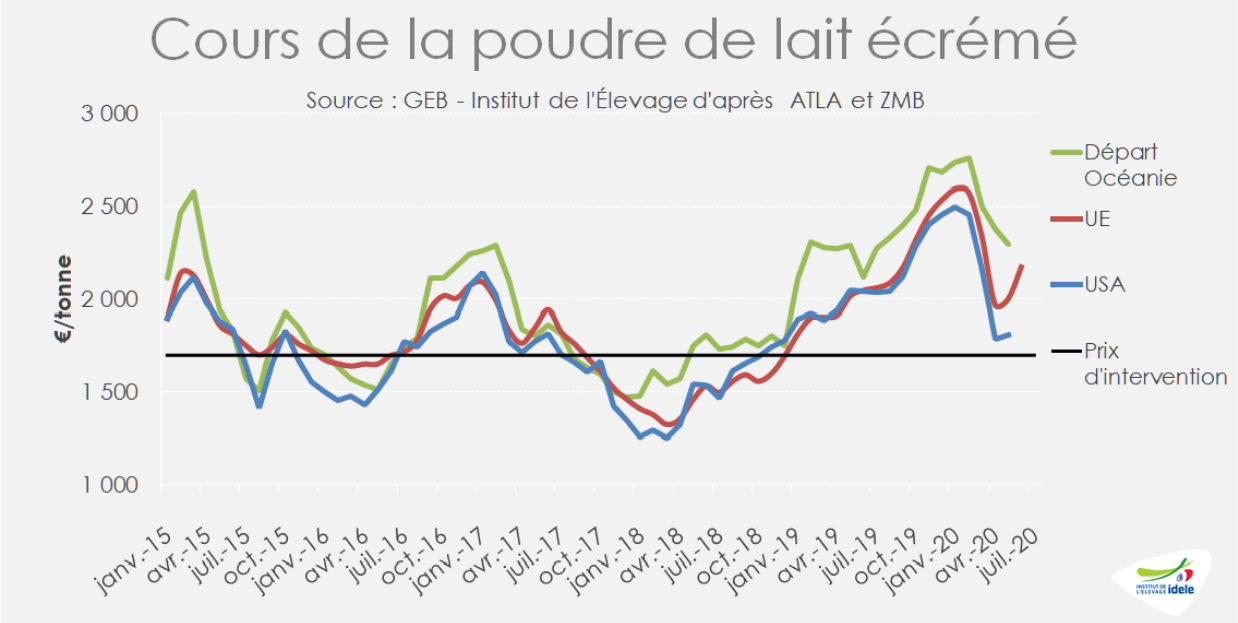
A l'inverse, les exportations européennes (UE-27) de beurre ont rebondi de +35% /2019 sur 4 mois, malgré la chute des ventes de -19% au Royaume-Uni et le tassement des expéditions en avril, grâce à la forte hausse des expéditions à la Corée du Sud (+75%), aux Émirats Arabes Unis (+50%), et secondairement à la Chine (+11%).

En revanche, les Etats-Unis, malgrédes fabrications dynamiques de janvier Ã avril (+10%), ont subi une chute de leurs expéditions de -25% /2019. D'où une remontée saisonnière des stocks à 167 000 t début mai, soit +35 000 t /2019. Ensuite la forte chute du prix du beurre en avril, sous l'effet de l'effondrement de la demande dans la RHD, a redonné de la compétitivité au beurre états-unien et réanimé les exportations.

Globalement, les échanges internationaux de beurre sont demeurés stables au 1er trimestre, malgré la reprise des expéditions européennes, du fait du tassement des exportations néo-zélandaises devenues moins compétitives faute de disponibilités.

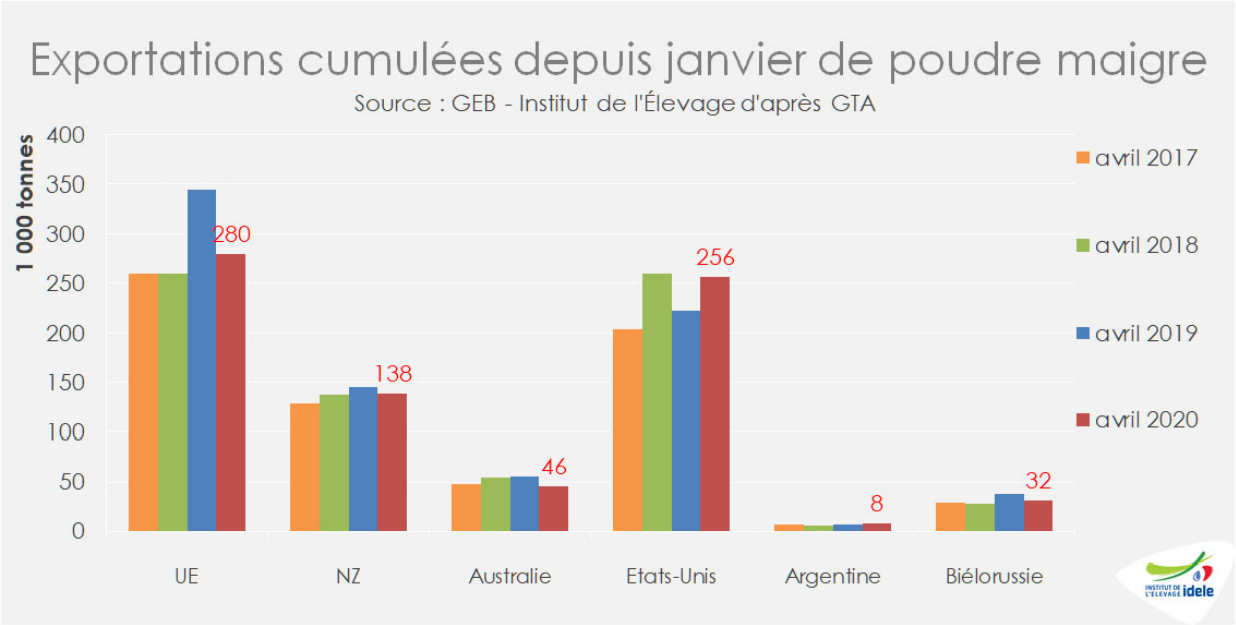
Redressement spectaculaire du marché de la poudre maigre

La cotation ATLA de la poudre maigre a rebondi de +380 €/t en 4 semaines, à 2 310 €/t en semaine 23. Elle est ainsi repassée au-dessus du niveau de l'an dernier à pareille époque. Rappelons qu'elle avait dévissé de près de 600 € en 4 semaines entre le début du confinement et la mi-avril, pour ensuite se stabiliser jusqu'à la fin avril. Ce retournement de conjoncture traduit la reprise des transactions, après une période d'incertitude, correspondant au confinement durant laquelle les utilisateurs, essentiellement des industriels, étaient attentistes faute de visibilité sur l'évolution de la demande et des marchés.



De plus, les disponibilités européennes sont probablement limitées. D'une part, les fabrications européennes de poudre maigre sont demeurées contenues, par le dynamisme des produits de consommation mais aussi des fabrications de poudres grasses. En mars, les fabrications européennes ont reculé de -5% /2019, se situant ainsi très en-deçà du très haut niveau de 2018. De plus les stocks déjà très bas début 2020 ont encore sensiblement reculé, tombant fin mars à 105 000 t d'après EDA, soit 200 000 t de moins qu'un an auparavant.

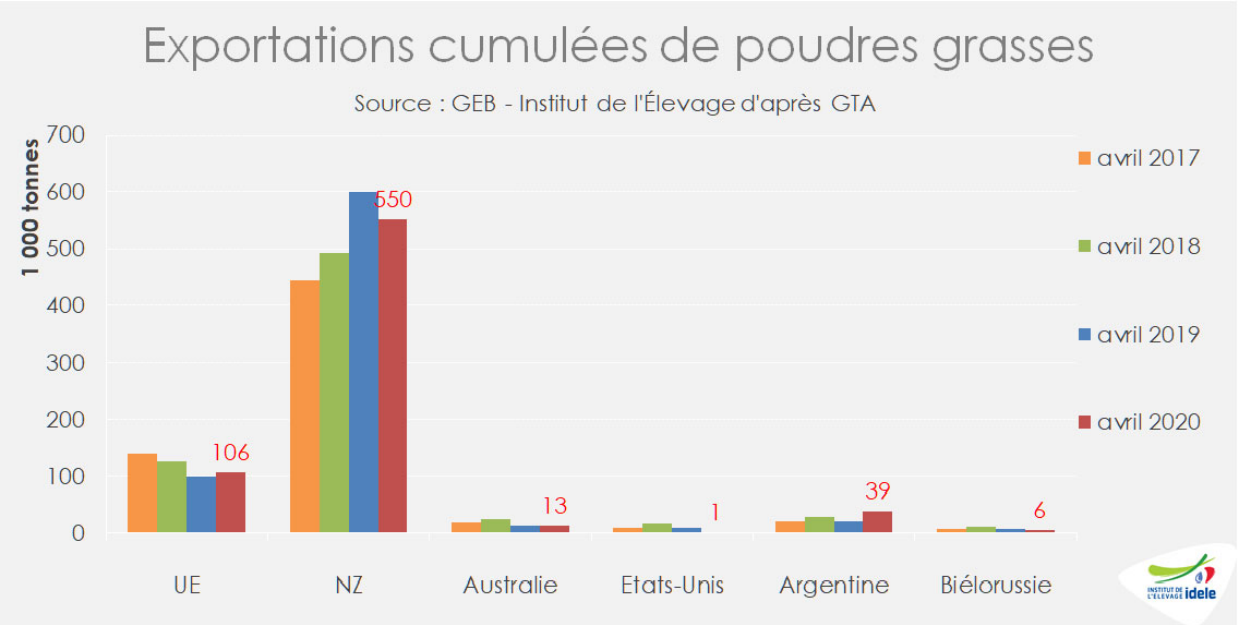
Paradoxalement, les exportations européennes de poudre maigre ont rebondi en avril, retrouvant le bon niveau de 2019, après avoir fortement chuté au 1er trimestre 2020, de -24% /2019, faute de telles disponibilités. L'UE-27 a fortement accru ses ventes à l'Algérie (+54% à 52 700 t sur 4 mois).



Dans le même temps, les exportations états-uniennes ont fortement progressé (+15%), mais n'ont pas compensé le tassement européen et le repli néo-zélandais. Elles n'ont pas de plus totalement absorbé les volumes supplémentaires fabriqués aux États-Unis (+3% /2019), si bien que les stocks ont connu une hausse saisonnière prononcée (+65 000 t en 4 mois à 178 000 t début mai). Les exportations états-uniennes sont demeurées dynamiques en avril (+20% /2019 à 68 000 t), grâce à des disponibilités abondantes et plus compétitives que celles expédiées d'Océanie et d'Europe de l'Ouest.

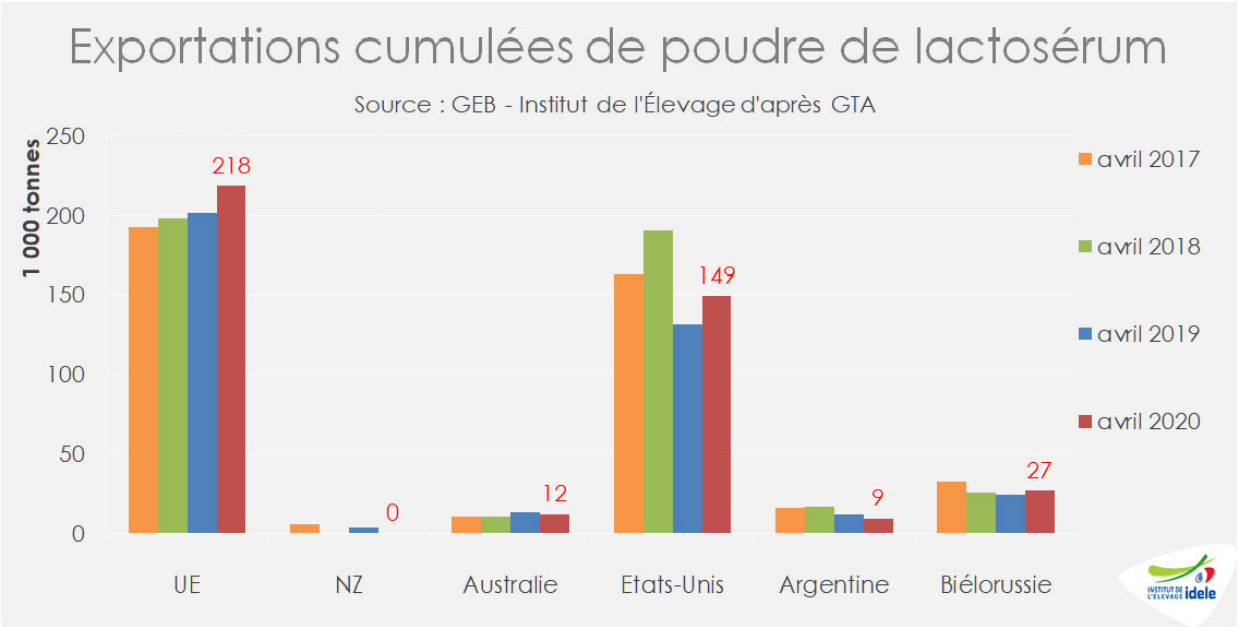
Rétablissement des fabrications et maintien des exportations européennes de poudres grasses

Au 1er trimestre, l'UE-27 a rétabli ses fabrications de poudres grasses (+10% /2019), qui ont ainsi retrouvé le niveau de 2018. En 2019, elles avaient chuté faute de compétitivité. Malgré cela, les exportations européennes ont été stabilisées au 1er trimestre 2020 comme en avril. Dans le même temps, les exportations néo-zélandaises ont reflué de -8% /2019, en raison de stocks réduits début 2020 et d'une collecte laitière moins abondante qu'en 2019. De son côté, l'Argentine est revenue en force sur le marché (des exportations doublées d'un été austral à l'autre) grâce à des stocks abondants en début d'année et au sursaut de la production laitière.



Poudre de lactosérum : redressement des cours et relances des échanges

Le cours de la poudre de lactosérum connait une évolution analogue à celui de la poudre maigre. A 730 €/t début juin, la cotation ATLA a regagné 90 €/t en deux mois, après avoir décroché de 140 €/t entre début février et début avril. Elle a ainsi presque retrouvé le niveau de l'an dernier à pareille époque grâce à la reprise de la demande chinoise de poudre de lactosérum, notamment pour l'alimentation animale. Cumulées sur 4 mois, les importations chinoises ont progressé de +11% /2019 à 165 7000 t, mais restent en-deçà du très haut niveau de 2018. Les États-Unis sont les principaux bénéficiaires, après avoir été les plus impactés, devant l'UE-27. Celle-ci a aussi accru ses exportations totales (+8% /2019), dont un tiers est vendu en Chine. En somme les échanges internationaux de poudre de lactosérum ont rebondi (+8% /2019 sur 4 mois), après avoir fléchi d'autant en 2019, mais n'ont pas retrouvé le niveau historique de 2018 à pareille époque.


Exportations cumulées de poudre de lactosérum
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après GTA
1 000 tonnes
250
200
150
100
50
0
218
0
12
149
9
27
UE
NZ
Australie
Etats-Unis
Argentine
Biélorussie
avril 2017
avril 2018
avril 2019
avril 2020

Viande ovine

Le cours de l'agneau français culmine à un niveau élevé

Après avoir chuté jusqu'à Pâques sous l'effet du confinement de la population, la cotation française s'est redressée à des niveaux particulièrement élevés. Le manque d'offre en France, conjugué à des importations de viande ovine amoindries, allège le marché et provoque une hausse des cours.

Viande ovine » France »

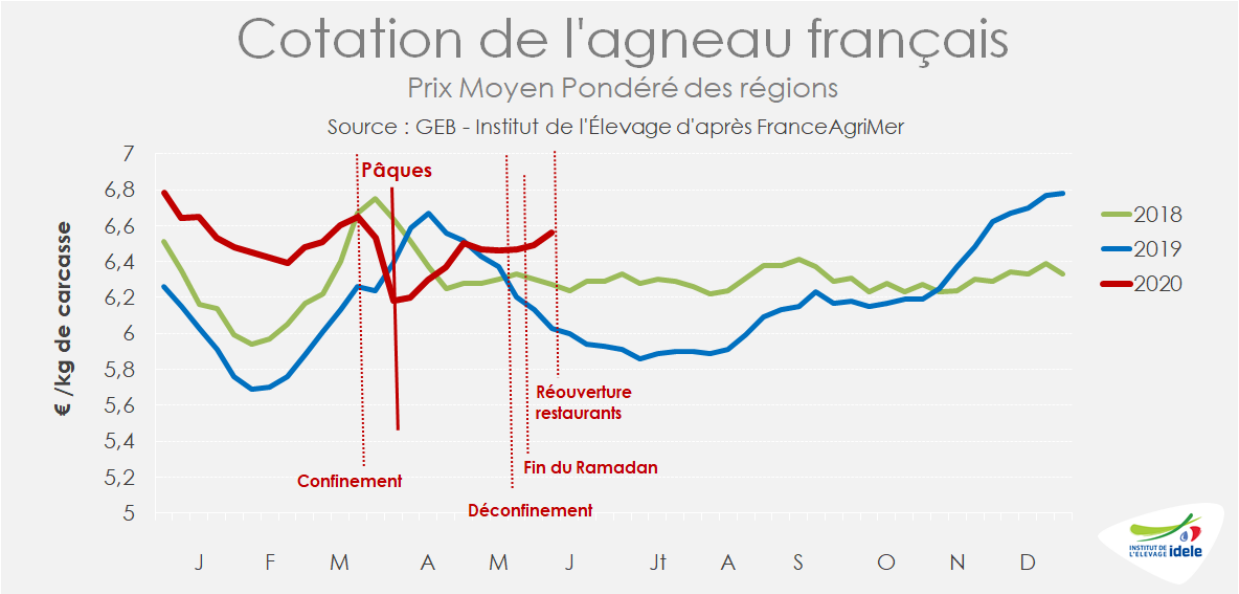
La demande, qui surpasse aujourd'hui l'offre, fait croître la cotation française

La production française reste en retrait, face à des achats récemment redynamisés par la très récente réouverture des restaurants en France. La baisse des importations de viande ovine, en lien avec la mise en avant de la production française, s'est accentuée en mars-avril et a participé à soutenir la cotation.

La cotation de l'agneau français profite d'une demande active

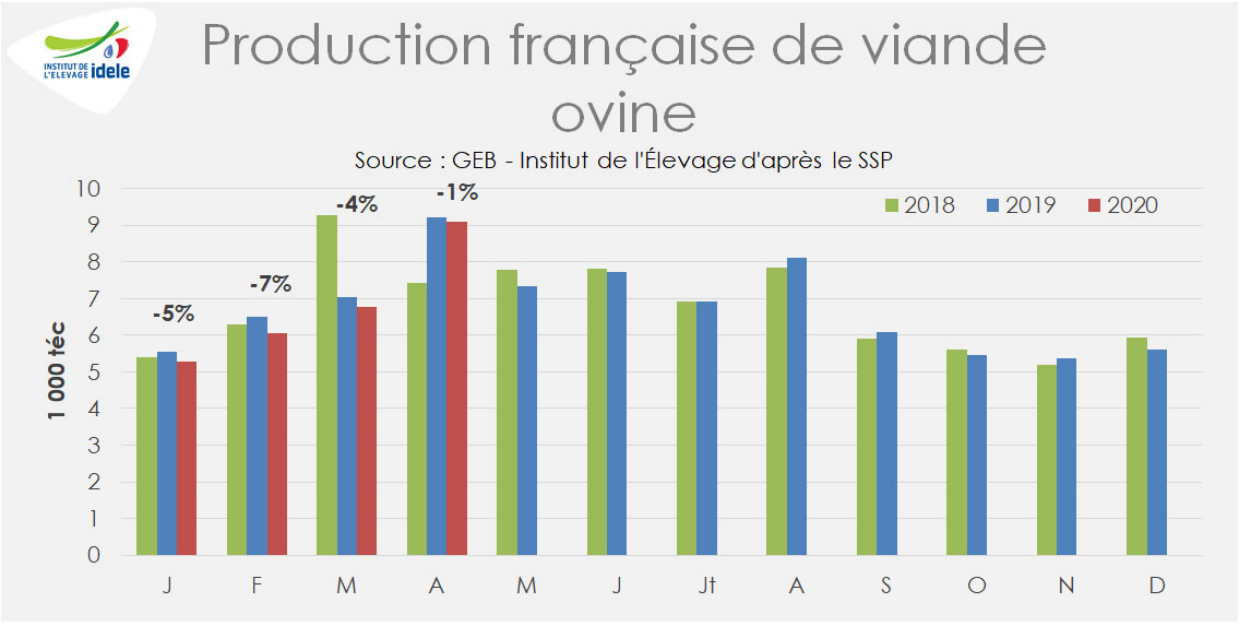
Récemment, la fin du Ramadan (le 24 mai) et la météo ensoleillée ont dynamisé la demande et soutenu le marché. On aurait pu s'attendre à une baisse des cours après le Ramadan, mais une semaine plus tard, la réouverture des restaurants et la fin de la limite des 100 km ont visiblement réanimé la consommation.

En semaine 23, la demande est active, surtout en viande d'agneau standard, selon les chargés de cotation FranceAgriMer en bassins. Le PMP de l'agneau français est alors particulièrement soutenu pour cette période de l'année. A 6,56 €/kg : il domine son niveau de l'an passé de 53 centimes (soit +19% /2019). La mise en avant de l'origine France se poursuit chez la majorité des détaillants. Parallèlement, les importations de viande ovine sont toujours sommaires, ce qui participe à alléger le marché français.



Baisse de la production de viande ovine moins prononcée pour Pâques

Selon Agreste, en avril, la production française de viande ovine a de nouveau reculé, mais seulement de -1%. Les festivités de Pâques, malgré le confinement imposé en France, ont semble-t-il tout de même stimulé la production française. Les abattages d'agneaux et de réformes ont baissé respectivement de -3% (soit -15 000 têtes) et -1% (-600 têtes) d'une année sur l'autre. Les poids de carcasse sont en hausse, de +4% pour les adultes (à 27,3 kg, soit +1,1 kg)) et +1% pour les agneaux (à 18,0 kg), ce qui a limité la baisse de production.



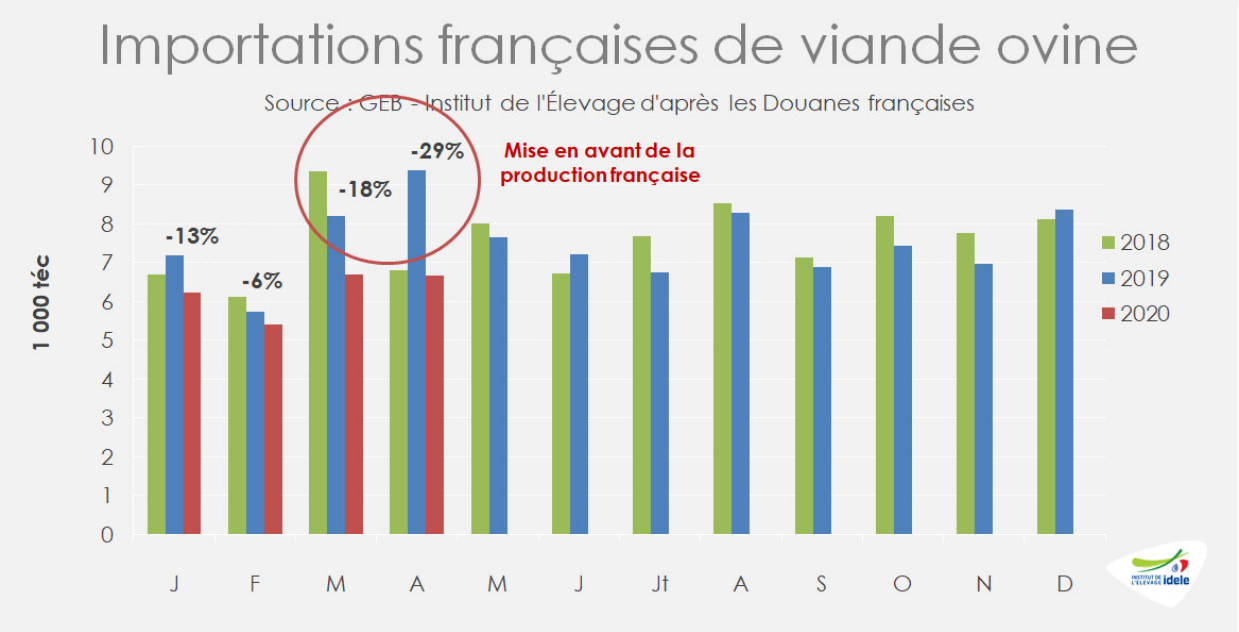
La hausse du poids de carcasse s'explique probablement par les reports de sortie d'ovins d'une semaine sur l'autre peu avant Pâques (peur d'encombrer le marché donc frein sur la production, alors que la demande était finalement présente).

Selon Ovinfos (base de données d'Interbev qui recense la majorité des volumes abattus), les abattages de mai seraient restés en retrait d'une année sur l'autre.

Des importations de viande ovine de plus en plus restreintes

Pour éviter un engorgement du marché et soutenir la cotation française, les distributeurs ont momentanément mis de côté la viande ovine importée (congélation de la viande *chilled* néozélandaise et grosse baisse voire arrêt complet des achats aux importateurs) afin de promouvoir l'origine France.

Les importations de viande ovine, qui étaient déjà en net recul avant la pandémie de Covid-19, ont davantage baissé en mars et avril 2020, de respectivement -18% et -29% /2019. Cette diminution serait amenée à perdurer jusqu'à juillet, les distributeurs profitant actuellement des sorties tardives d'agneaux issus du bassin laitier pour remplir leurs rayons.



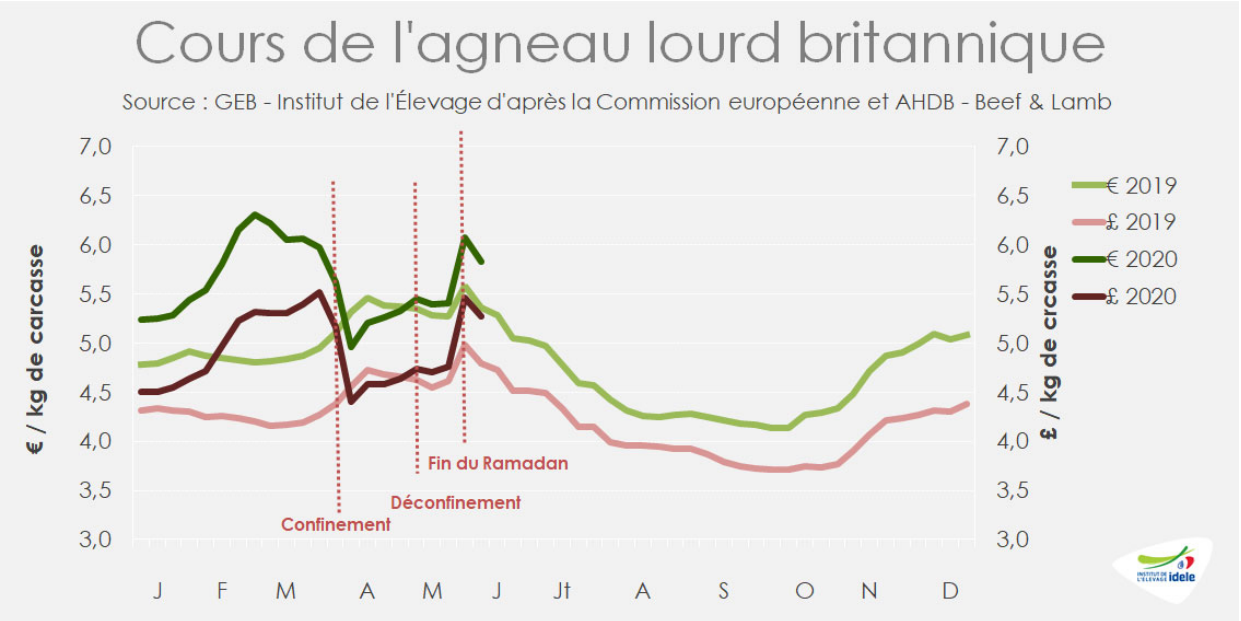
Concernant les fournisseurs, la baisse de production au Royaume-Uni continue de pénaliser les achats français de viande britannique cette année (-40% en avril), tandis que l'Espagne se concentrerait davantage sur l'expédition d'ovins vifs vers les pays du pourtour méditerranéen (-19%). La Nouvelle-Zélande privilégie la Chine et continue de délaisser l'UE (-44% /2019). Seules les importations en provenance d'Irlande (+5%) semblent tirer leur épingle du jeu : elles progressent depuis le début de l'année, profitant de la faiblesse du Royaume-Uni sur le marché de l'export. Les prix particulièrement soutenus des viandes ovines irlandaises et britanniques, n'encouragent pas l'achat de viande importée par les détaillants français.

La pandémie de Covid-19 restreint les flux commerciaux

Avec la crise du Covid-19, les marchés mondiaux continuent de refléter la forte demande et, parallèlement, l'approvisionnement restreint. La fermeture de la RHD a été un coup dur pour les pays exportateurs, qui ont alors dû freiner les abattages pour éviter d'engorger le marché. L'impact sur les cours a été propre à chaque pays : tandis que le Royaume-Uni et l'Irlande ont été relativement épargnés, l'Espagne a subi la situation et cela s'est ressenti sur le prix de l'agneau. En Océanie, le cours australien augmente de façon quasi-immuable tandis qu'en Nouvelle-Zélande la relance de la cotation est plus récente.

Royaume-Uni : Baisse saisonnière des cours qui restent toutefois soutenus

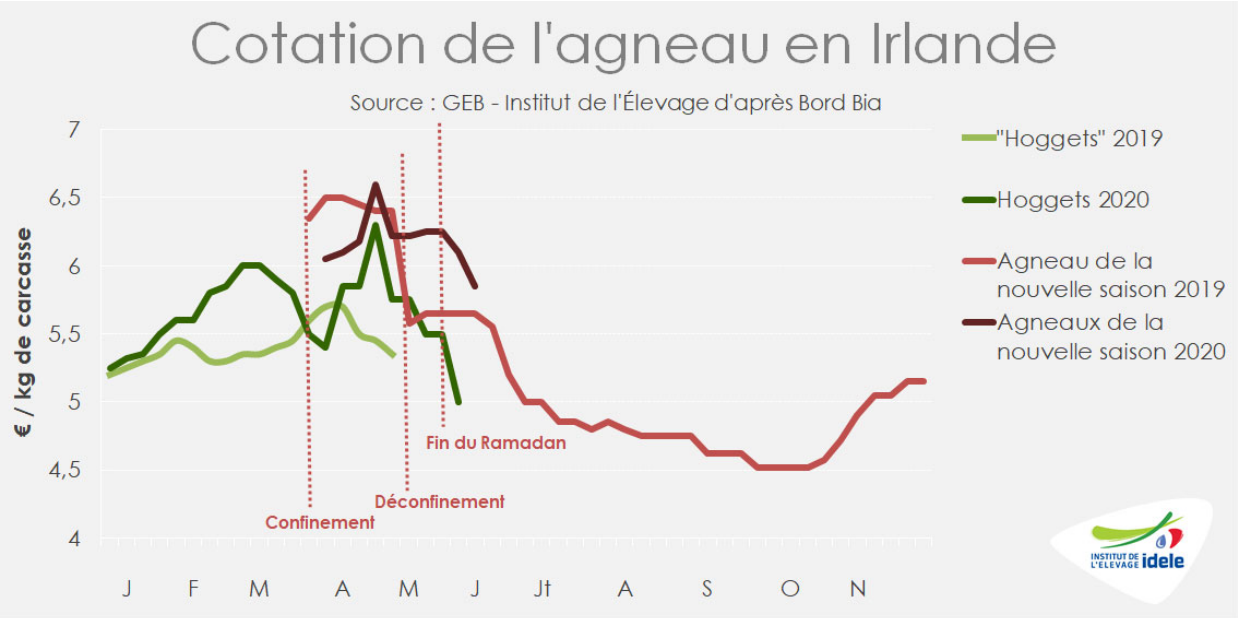
Au Royaume-Uni, le pic de confinement a coïncidé avec le creux de la production de viande ovine et à l'inverse le déconfinement progressif est concomitant à la hausse saisonnière des abattages. Cela a probablement diminué l'impact de la pandémie sur la filière. Après le Ramadan, la demande s'amenuise et la production commence doucement à augmenter, ce qui pèse sur le cours de l'agneau. Malgré cette baisse, la cotation reste plutôt élevée : à 5,85 €/kg en semaine 23 (se terminant le 7 juin), elle s'est appréciée de 20 centimes d'une année sur l'autre (+4% /2019).



L'offre britannique est en recul depuis le début de l'année, mais la demande est elle aussi suffisamment faible pour peser sur le cours de l'agneau : le secteur de la RHD, qui représentait avant le confinement près de 15% de la consommation britannique, ne reprendra son activité que courant juillet. La fermeture de la RHD chez les pays clients du Royaume-Uni et de l'Irlande, principal débouché de la viande ovine importée, est donc pénalisante pour ces deux pays. Ces difficultés de commercialisation (en interne comme à l'export) freinent la production, dont la baisse s'est accentuée avec le confinement : – 1% en janvier, – 9% en février, – 14% en mars et – 20% en avril, d'une année sur l'autre.

Irlande : Prix de l'agneau de printemps sous pression

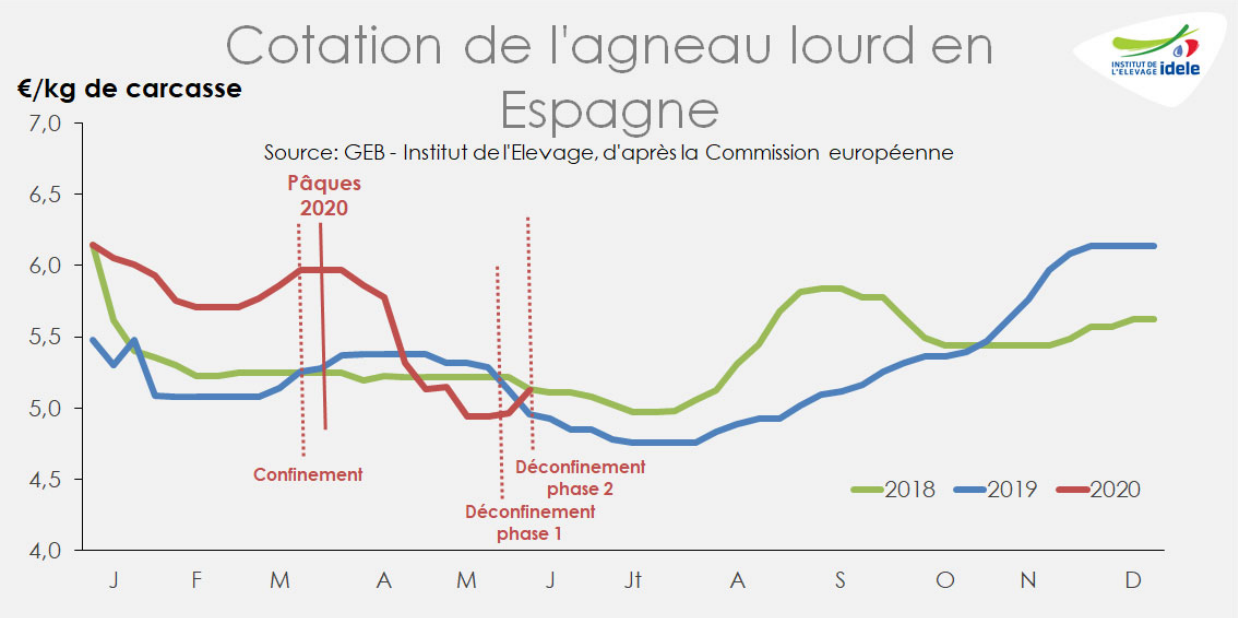
La situation est similaire à celle du Royaume-Uni : le confinement a eu lieu durant une période de l'année où la production est basse, ce qui épargne la filière. Le cours irlandais, sous pression depuis la fin du Ramadan, a entamé sa baisse saisonnière, mais reste lui aussi soutenu : +20 centimes /2019 en semaine 22. L'offre est pourtant réduite en mai (- 5% /2019 et – 3% /2018, en volume) alors que la production irlandaise est correcte cette année. C'est donc la demande, visiblement morose, qui tire la cotation irlandaise vers le bas. La baisse va s'accentuer de façon saisonnière, comme au Royaume-Uni, avec une hausse progressive des abattages qui vont venir alourdir le marché jusqu'aux fêtes de fin d'année.



Espagne : la fermeture momentanée de la RHD a causé la chute du cours de l'agneau

Le secteur HORECA (restaurants, chaînes de restaurations et hôtels) est le principal canal de consommation de viande ovine en Espagne. Sa fermeture temporaire, pour éviter la propagation du Covid-19, a eu des conséquences néfastes sur la filière espagnole.

Les agneaux légers/de lait, traditionnellement destinés au débouché HORECA, ont été les plus impactés par les mesures sanitaires prises par le gouvernement espagnol. La chute de la demande, imputable notamment à cette fermeture momentanée de la RHD, a provoqué la chute des cours de l'agneau lourd espagnol. La baisse des envois de viande ovine, dans un contexte où les pays clients ont aussi fermé momentanément leurs frontières, a aussi lourdement pénalisé le secteur : l'Espagne exportait près de 40% de sa production en 2019.



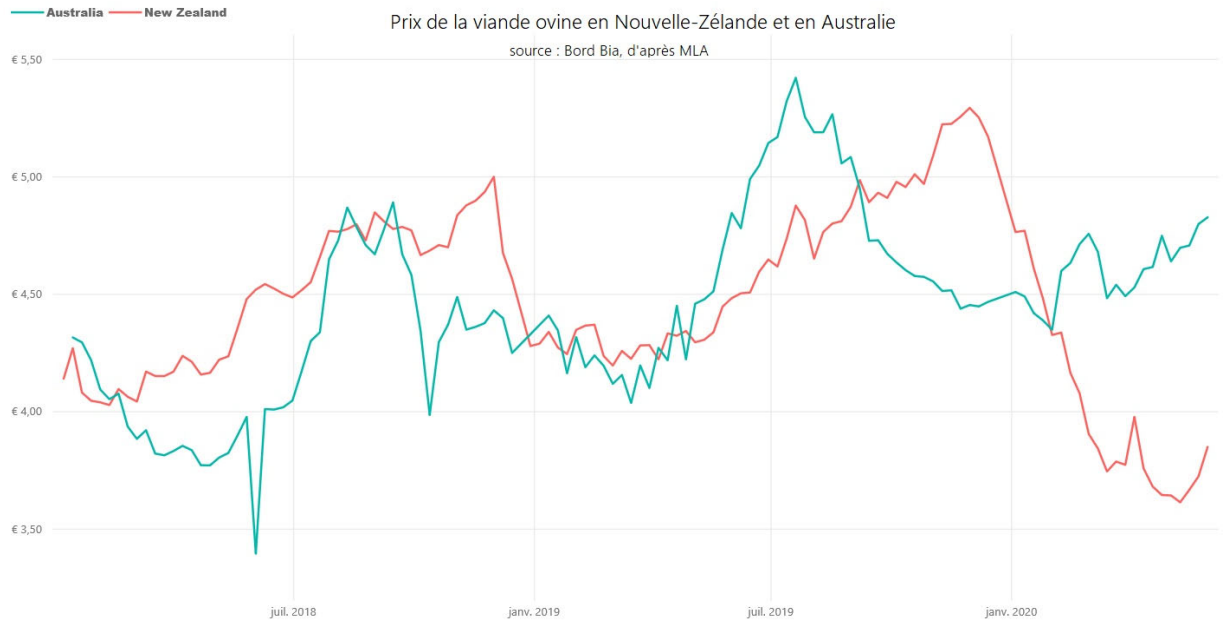
Face à un marché particulièrement encombré, l'Espagne a fait appel au dispositif d'aide au stockage privé mis en place par la Commission européenne. C'est le seul pays européen à avoir utilisé cette aide pour stocker de la viande ovine et caprine. Même si les volumes sont faibles, 140 t., cela met en avant les difficultés rencontrées par les opérateurs de ce pays face aux mesures de restrictions pour endiguer la propagation du virus.

L'*Interprofessional Agroalimentaria del Ovino y Caprino* (Interovic) a même récemment conclu un accord avec Amazon, afin d'atténuer les graves effets de la crise du coronavirus sur le secteur de la viande ovine. Les clients d'*Amazon Prime* à Madrid et à Barcelone peuvent désormais profiter d'une sélection de nouvelles coupes et d'autres coupes traditionnelles d'agneau grâce au service de livraison rapide *Amazon Prime Now*.

Nouvelle-Zélande : la cotation remonte en mai, après avoir subi les effets de la Covid-19

En mai, le cours de l'agneau néozélandais a pu remonter, très probablement en lien avec le redémarrage des transactions commerciales. Il avait chuté en avril en raison de grosses difficultés logistiques à l'export (-14% en avril, en volume).

La baisse des envois en avril a touché l'Europe (-50% vers la France, -40% vers le Royaume-Uni), mais épargné la Chine (hausse de +5%) : décalage des impacts de la Covid-19 (la Chine a déclaré des cas et eu des difficultés logistiques plus tôt que les pays de l'UE : l'activité a repris en Chine lorsque le continent européen était en plein confinement).



Australie : hausse imperturbable du cours de l'agneau

La cotation de l'agneau australien ne cesse d'augmenter : la baisse de l'offre s'est accentuée en mars et avril, face à des difficultés à l'export (-7% /2019 en mars et -23% d'envois en avril), afin d'éviter un engorgement du marché.

La reconstitution du cheptel ovin australien, stimulée par l'amélioration des conditions saisonnières, va accentuer le resserrement de l'offre cette année (agneaux davantage gardés pour le renouvellement et donc baisse des abattages), faisant davantage augmenter le prix de l'agneau (*Meat and Livestock Australia*).

La forte demande extérieure, notamment chinoise (besoins en protéines avec la FPA), et la faiblesse de la devise locale, participent aussi à cette hausse des prix.

Les exportations devraient conjointement baisser cette année, non seulement en lien avec une offre baissière mais aussi à cause des difficultés logistiques engendrées par la pandémie de Covid-19 et la fermeture momentanée de la RHD chez les pays clients. On enregistre en effet une baisse de -23% des envois en avril, avec -5% vers la Chine et -19% vers les USA, les deux principaux débouchés de la viande ovine australienne.

Bond des ventes de fromages au rayon libre-service pendant le confinement

La tendance haussière des ventes de fromages de chèvre semblait s'essouffler avant le confinement, mais la filière laitière de chèvre a vu sa demande en rayon libre service boostée pendant la crise sanitaire.

Lait de chèvre et viande » Fromage »
Bond des ventes de fromages au rayon libre-service pendant le confinement

La tendance haussière des ventes de fromages de chèvre semblait s'essouffler avant le confinement, mais la filière laitière de chèvre a vu sa demande en rayon libre service boostée pendant la crise sanitaire.

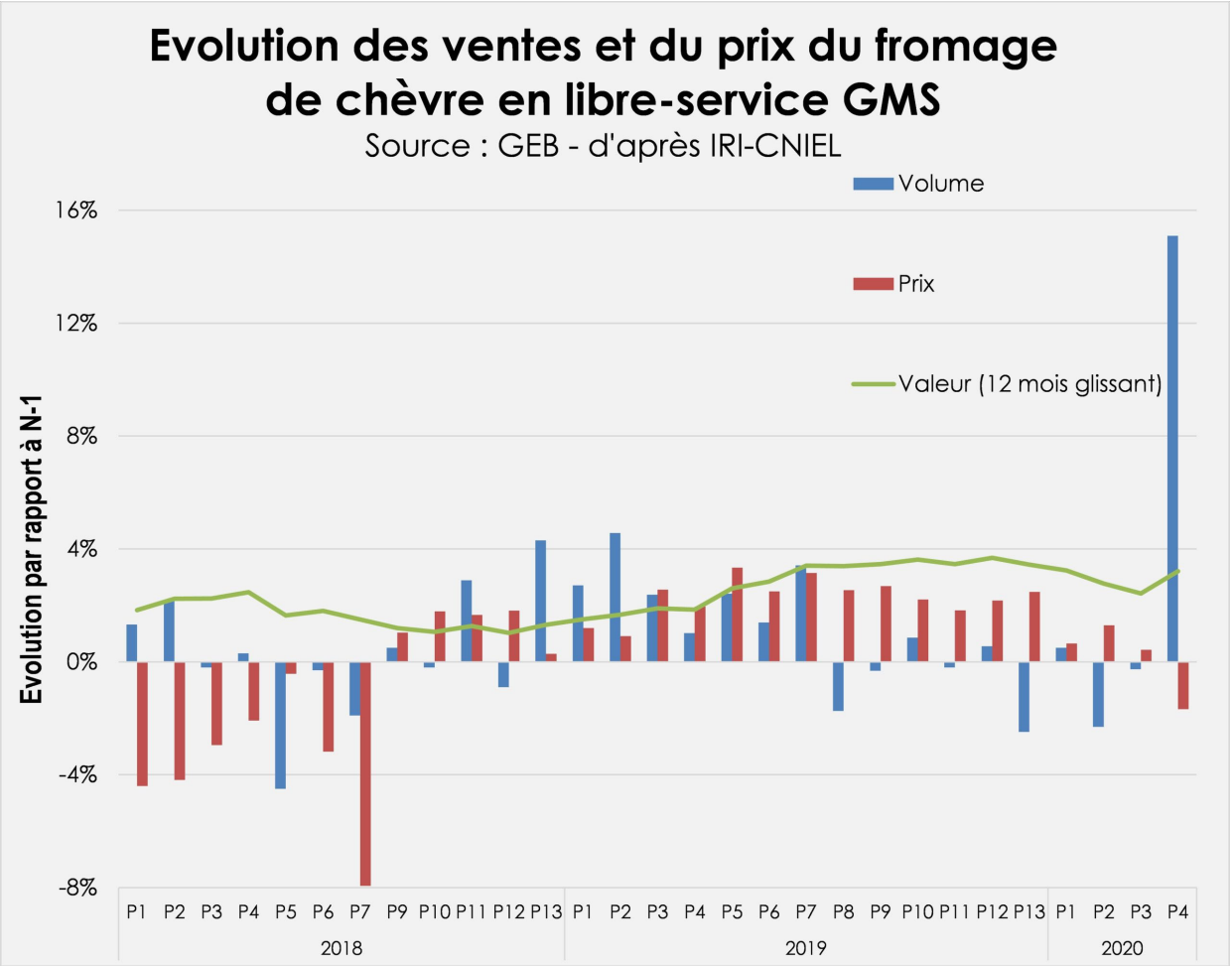
Hausse des ventes en GMS

Alors que sur les derniers mois, le fromage de chèvre connaissait une croissance très ralentie, la consommation française de fromages de chèvre a retrouvé une bonne dynamique pendant le confinement. Les ventes en rayon libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromages de chèvre, ont bondi de +15% en P4 (période se terminant mi-avril) par rapport à la même période 2019. Les premiers retours des données issues du panel IRI-CNIEL, encore non consolidées, permettent d'estimer l'évolution des ventes en P5 (finissant mi-mai) à +13% /2019. Ce sursaut des ventes a mécaniquement boosté le Cumul Annuel Mobile (CAM), qui s'élève désormais à +1,5% /2019 ; un mois plus tôt, la tendance était plutôt stationnaire.

Les ventes de fromages affinés ont bondi en P4 (+18%), ainsi que celles de fromages AOP (+10%). Ainsi, les CAM de ces deux catégories sont redevenus positifs à +1,2% et +1,0% respectivement, après une longue période de repli.

A contrario, les ventes des fromages frais ont stagné pendant le confinement, leur évolution sur les douze derniers mois restant toutefois positive (+2%), grâce à une fin d'année 2019 très favorable.

Ce rebond s'explique par la fermeture de la RHD qui a provoqué un report de consommation à domicile et un report des achats des ménages des marchés de plein air vers la GMS, mais aussi l'écoulement de certains produits vendus en temps normaux dans des circuits hors-GMS, notamment fromages fermiers et AOP. Au sujet de ces derniers, il est important de noter que ces reports de consommation n'ont pu totalement compenser la perte des débouchés. Certes, d'autres solutions ayant été progressivement mises en place (*drives* fermiers, livraisons groupées, ou ventes dans des commerces spécialisés), l'effondrement des ventes de ces types de fromages a pu être contenu et a même connu une progression en GMS, mais les situations varient selon les régions et structures.



Le changement de la structure des ventes plombe le prix moyen

Inversement, en P4, le prix moyen des fromages de chèvre a fléchi de -1,7% par rapport à la même période 2019, à 11,71 €/kg, tandis que cette baisse est estimée à -4,3% /2019 pour P5 (soit 11,55 €/kg). L'évolution de la structure des ventes en LS explique la baisse du prix moyen des fromages achetés par les ménages. On observait depuis 2015 une montée en gamme des ventes, face à la perte de vitesse des fromages commercialisés sous Marques Distributeurs (MDD), moins valorisés, et le développement des ventes de fromages commercialisés sous Marques Nationales (Soignon, Président, Saint-Loup…) et autres marques à haute valeur ajoutée (AOP, fermiers ou marques régionales). Cependant, le confinement a inversé cette tendance : après un long cycle de ralentissement, les ventes de fromages commercialisés sous MDD ont bondi de +14% en P4 /2019 (le CAM reste négatif, à -1,5% /2019). Les ventes de fromages sous marques à haute valeur ajoutée (dont le prix moyen s'élève à 20,3 €/kg), positionnées sur un segment haut de gamme, ont quant à elles reculé de -3,3% en P4 /2019. En effet, suite à la fermeture de nombreux rayons de coupe, certains ménages se sont davantage tournés vers des produits préemballés, notamment bûches et bûchettes (reines absolues du LS, avec 61% de part de marché en 2019) dont les ventes ont bondi de +22% /P4 2019).

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Une très attendue revalorisation du prix de base du lait de chèvre

Le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 1er trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base. En revanche, l'amélioration de la composition s'estompe, après une année de forte progression.

Hausse du prix de base du lait de chèvre

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 664 € les 1 000 litres au 1er trimestre 2020 en moyenne nationale, soit une progression de près de 17€ d'une année sur l'autre (+2,6% /2019). Après une année marquée par une relative tension du marché (pendant laquelle l'industrie a eu des difficultés d'approvisionnement) et grâce aux partenariats mis en place dans le cadre de la loi EGAlim, certains transformateurs ont fait évoluer leurs grilles en faveur des éleveurs. Par exemple, Agrial (leader du marché de fromage de chèvre, avec 30% des volumes commercialisés) a signé des accords avec Intermarché, Netto et Lidl sur la base d'un prix de base du lait payé aux producteurs à 749 €/1 000 litres.

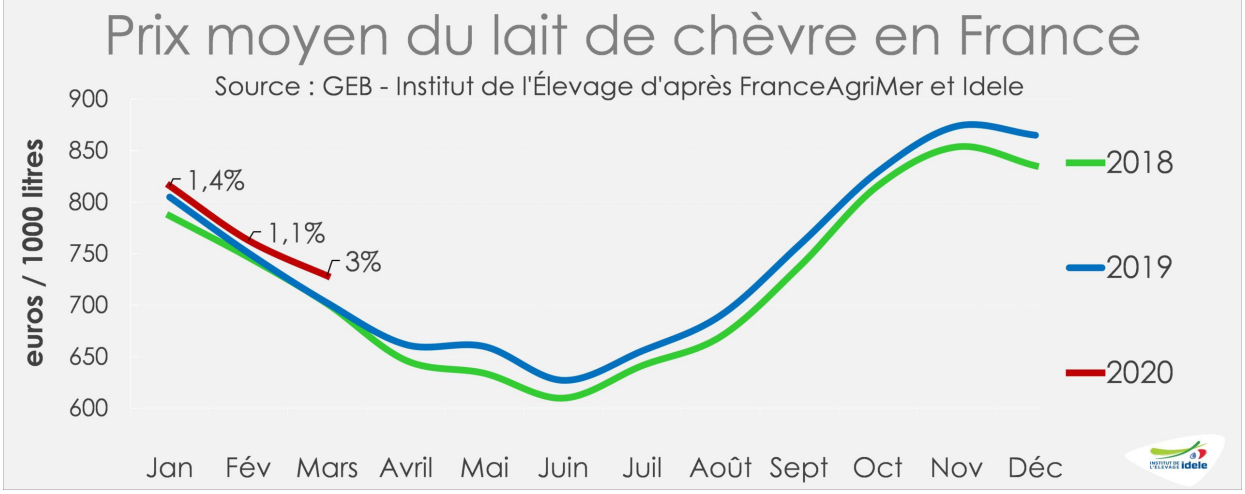
Au 1er trimestre, c'est dans le bassin du Sud-Est que le prix de base est le plus élevé, à 731 €/1 000 litres, soit +5,1% /2019, suivi du Centre, 678 €/1 000 litres, soit +2,3%/2019. Les bassins du Sud-Ouest et du Centre-Ouest suivent de près, à respectivement 667 € et 650 €/1 000 litres (soit +2,3% et +1,7%).

Ralentissement de la hausse des taux

Après une année de nette progression, l'amélioration de la composition du lait de chèvre s'est estompée en ce début d'année 2020, par un effet de « dilution » des rendements laitiers. En effet, grâce à des conditions automnales optimales pour le démarrage des lactations, la collecte laitière est repartie de plus belle au premier trimestre, ce qui a impacté négativement la composition du lait.

Le taux butyreux national s'est érodé tout au long du premier trimestre; à 42,1 g/litre de moyenne nationale, soit une chute de -0,4 g (-1% /2019). Cette dégradation a été le plus marquée dans le Sud-Ouest (-0,6 g/l), et n'a que partiellement concerné le Sud-Est, où l'importante progression de janvier a considérablement boostée la moyenne trimestrielle. Le taux protéique est resté globalement stable, à 35,8 g/litre de moyenne sur le 1er trimestre, une stabilité observée partout en France.

Progression des prix moyens

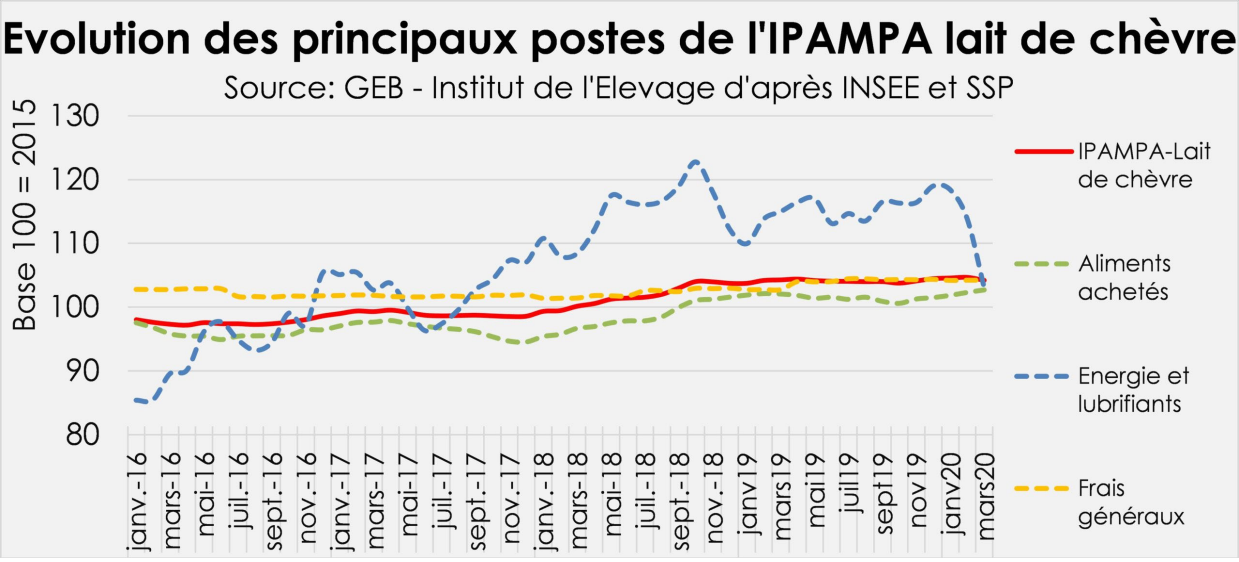


Dans ce contexte, et malgré le ralentissement de l'amélioration de la composition, le prix moyen à la production du lait de chèvre a connu une progression importante au premier trimestre. A 757 €/1 000 litres au 1er trimestre (+2% / 2019), la moyenne nationale s'est positionnée 15 € au-dessus du niveau de 2019 et près de 19 € au-dessus de celui de 2017.

D'après l'enquête prix du lait menée par l'Institut de l'Élevage, sans surprise, le prix moyen plus élevé se trouve dans la région Sud-Est (814 €/1 000 litres, soit +1,7% /2019), suivi du Centre (796 €/1 000 litres, soit +1,7% /2019), où la proportion des fromages sous AOP est plus importante. Mais c'est dans le Centre-Ouest où le prix moyen a davantage progressé (742 €/1 000 litres, soit +2,1% /2019)

Les charges en élevages en hausse au 1er trimestre

L'évolution des charges en élevage caprin s'est poursuivie au 1er trimestre 2020. Après plusieurs mois en forte progression, l'IPAMPA, qui permet de suivre l'évolution du prix des moyens de production agricole, a connu une détente en mars, en lien avec l'effondrement du cours du pétrole. Néanmoins, à près de 104,5 en moyenne sur le 1er trimestre, il a grimpé de +0,5% d'une année sur l'autre.

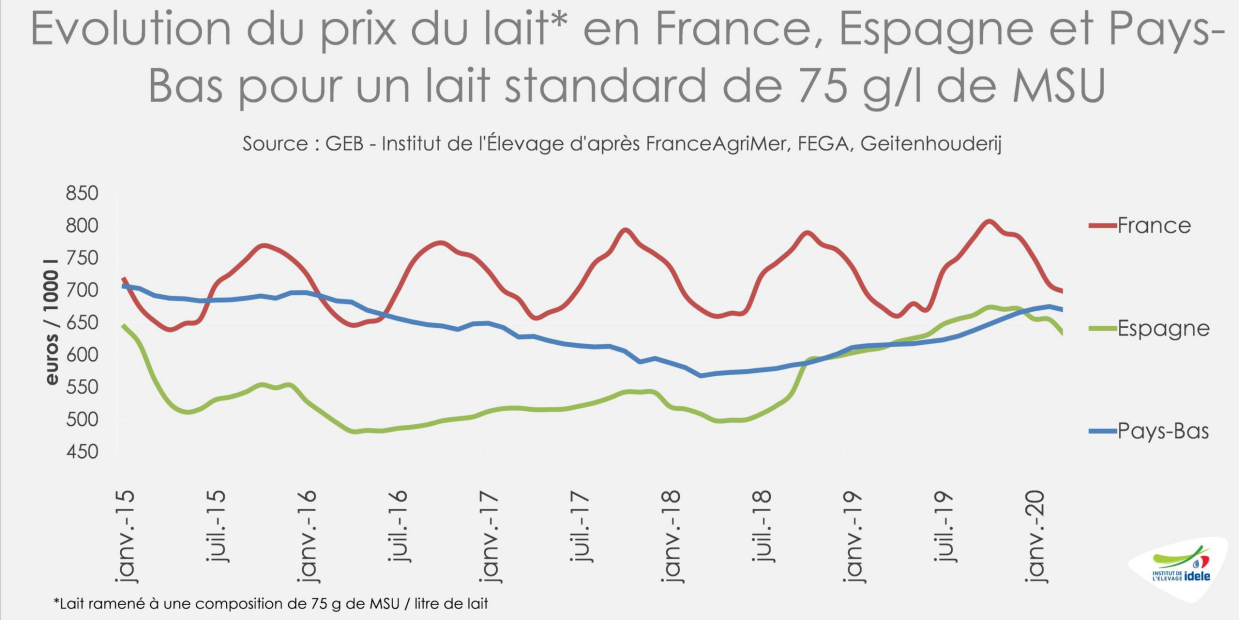


L’évolution du prix chez nos voisins européens ralentit

La collecte, fortement relancée en France en ce début d’année, et le ralentissement de la demande nationale en fromages de chèvre se sont reflétés dans les prix pratiqués chez nos voisins européens. Alors qu’en 2019, la tension du marché avait fortement boosté les prix, le début d’année 2020 est marqué par une évolution moins forte, notamment en Espagne. Chez nos voisins d’outre-Pyrénées, qui comme la France entament la baisse saisonnière des prix, la moyenne au 1er trimestre a progressé de +7% /2019 (contre +13% au 4ème trimestre 2019). Aux Pays-Bas, mieux positionnés dans l’exportation vers les pays-tiers, l’évolution au premier trimestre est estimée à +9% /2019 (contre +12% au 4ème trimestre 2019).

Exprimé en €/kg de MSU afin de s’affranchir des différences de lait standard entre pays, le prix néerlandais a dépassé à nouveau le prix espagnol dès le mois de janvier. Au final, le prix du lait de chèvre en France au 1er trimestre, à 9,3 €/kg de MSU, a été supérieur de 9% au prix du lait espagnol (8,4 €/kg de MSU) et de 5% à celui de lait néerlandais (8,9 €/kg de MSU).

Alors que les stocks des transformateurs se reconstituent et dans un contexte de renationalisation de l’approvisionnement des laiteries, le prix du lait de chèvre chez nos voisins européens, dont les productions sont différemment positionnées, pourrait stagner courant 2020.



Les filières laitières biologiques françaises : la 3ème vague de conversion, un changement d'échelle



Ce dossier dresse un état des lieux de la filière lait biologique depuis sa naissance au début des années 1990 jusqu'à son envolée récente lors de laquelle le nombre de fermes engagées sur ce mode de production a considérablement augmenté (+70% entre 2015 et 2019 en vache par exemple).

Courant mars 2020, les volumes de lait de vache bio livrés sur 12 mois ont dépassé le milliard de litres, soit un doublement en 6 ans. Le paysage aval a lui aussi considérablement évolué avec l'arrivée de nouveaux opérateurs. La filière semble jusqu'ici avoir déjoué certains pièges liés à un développement par à-coups. Les filières lait de brebis et de chèvre bio, bien que de taille réduite connaissent elles aussi un certain élan et sont également abordées.

La filière lait de vache biologique a profondément muté ces dernières années : partant de 1% de la collecte laitière nationale en 2008, elle a dépassé la barre des 4% en 2019. Cette mutation s'est opérée au travers de deux vagues de conversions massives : une première à la fin de la décennie 2000/début 2010, et une seconde à partir de 2015 qui semble être arrivée à maturité en 2018/2019.

Lors de cette troisième vague, et malgré une année 2016 où elle avait marqué le pas (-1% / 2015) notamment en raison d'une année climatique peu favorable, la production de lait de vache biologique s'est littéralement envolée. La collecte a enregistré une hausse colossale de près de 280 millions de litres (+49%) entre 2015 et 2018 pour atteindre près de 850 millions de litres selon l'Enquête Annuelle Laitière. Le nombre de livreurs certifiés, qui n'avait augmenté que de 140 exploitations entre 2012 et 2015 (+7%), a, quant à lui, enregistré plus de 1 100 entrées supplémentaires sur la période 2015-2018 (+52%). Une vague de conversion d'importance supérieure encore à celle connue au début de la décennie puisque entre 2009 et 2012, la hausse n'avait été « que » de 800 fermes.

La crise traversée par la filière lait conventionnel en 2015/2016 n'est bien sûr pas étrangère à ces conversions massives, mais d'autres facteurs expliquent cette ruée vers la bio. Les politiques d'accompagnement, avec notamment la prime de conversion, ont ainsi aidé nombre d'éleveurs à franchir le pas. Les signaux positifs envoyés par le marché des produits alimentaires biologiques en sont un autre tout aussi essentiel. Il est passé d'un peu plus de 2,6 milliards d'euros en 2008 à près de 10 milliards en 2018, ce qui a conduit nombre d'entreprises de transformation laitière à se positionner sur ce créneau. Au travers de leurs plans de développement et leurs innovations en termes de fabrications, depuis le lait liquide conditionné jusqu'aux ultra-frais, beurre, crèmes ou fromages, ces entreprises ont été motrices de cette vague de conversion.

Les vagues précédentes semblaient plus être impulsées par le maillon de la production sans que l'engouement ne semble réellement partagé par ce maillon de la transformation qui laissait alors la part belle aux marques de distributeurs. Au contraire, cette vague de conversion n'est pas seulement celle de producteurs de lait, mais celle de toute une filière !

Malgré un marché dynamique et qui semble disposer d'importantes marges de manœuvre avec des segments de produits qui restent encore à explorer, cette arrivée massive de nouveaux producteurs et de litrages supplémentaires soulève son lot de questions pour la filière biologique. Le risque d'une crise de croissance existe et les opérateurs en sont conscients. Si le défi de la préservation de la valeur semble avoir été relevé avec brio au cours de la période, la vigilance reste de mise.

Les productions de lait biologique de brebis et de chèvre ne sont pas en reste. Bien qu'elles reposent sur des volumes bien moindres, elles bénéficient d'un réel engouement des consommateurs, notamment pour des produits ultra-frais. Marchés moins concurrentiels que le lait de vache biologique, les contraintes techniques mais aussi logistiques semblent cependant particulièrement fortes pour la filière caprine.

Le Dossier Economie de l'Elevage n°508